

15 octobre 2019



BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2019-10

**Direction
de l'information légale
et administrative**

26, rue Desaix
75727 Paris Cedex 15
ISSN : 1282-7924

Édité par :

La délégation à l'information
et à la communication
du ministère de l'intérieur

Directeur de la publication :

Thomas CAMPEAUX,
directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

Sommaire chronologique

Pages

3 juillet 2019

Décision n° 7761 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	84
--	-----------

9 juillet 2019

Arrêté du 9 juillet 2019 portant changement d'appellation de la brigade de gendarmerie maritime de Brest-Caffarelli (Finistère)	170
Arrêté du 9 juillet 2019 portant création du peloton de sûreté maritime et portuaire de Calais (Pas-de-Calais).....	171
Arrêté du 9 juillet 2019 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie maritime de Cherbourg-en-Cotentin (Manche)	172
Arrêté du 9 juillet 2019 portant création de la compagnie de gendarmerie maritime de Calais (Pas-de-Calais).....	173
Arrêté du 9 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2016 modifié portant changement d'appellation et modification des zones de compétence judiciaire de certaines unités de la gendarmerie maritime.....	174

19 juillet 2019

Arrêté du 19 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 19 février 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale.....	49
Arrêté du 19 juillet 2019 portant dissolution de la brigade motorisée de Douarnenez (Finistère)	177
Décision n° 10401 du 19 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	86

22 juillet 2019

Arrêté du 22 juillet 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	60
Arrêté du 22 juillet 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	61

23 juillet 2019

Décision n° 12087 du 23 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne	87
--	-----------

25 juillet 2019

Arrêté du 25 juillet 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Poitiers et modification corrélative des circonscriptions des brigades territoriales de Vouillé et de Jaunay-Marigny (Vienne)	178
Arrêté du 25 juillet 2019 portant création du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie d'Embrun (Hautes-Alpes).....	180
Décision n° 6132 du 25 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	88

29 juillet 2019

Arrêté du 29 juillet 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Lanarce et de Thueyts (Ardèche).....	181
Décision n° 8839 du 29 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	89

30 juillet 2019

Arrêté du 30 juillet 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Murat, d'Allanche, de Massiac, de Neussargues-en-Pinatelle, de Saint-Cernin, de Laroquebrou, de Vic-sur-Cère, de Lascelle, de Montsalvy, de Puycapel, de Maurs et de Saint-Mamet-et-la-Salvétat (Cantal).....	183
--	------------

1^{er} août 2019

Décision n° 33447 du 1^{er} août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique ».....	91
Décision n° 33448 du 1^{er} août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer - branche « personnel servant en ambassade »	93

2 août 2019

Arrêté du 2 août 2019 portant dissolution des pelotons d'autoroute de Chanas et de Saint-Marcellin et création corrélative des pelotons motorisés de Chanas et Saint-Marcellin (Isère).....	186
--	------------

5 août 2019

Arrêté du 5 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire.....	50
---	-----------

9 août 2019

Décision n° 31068 du 9 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	94
---	-----------

12 août 2019

Décision n° 7634 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	96
Décision n° 11479 du 12 août 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	97

	Pages
Décision n° 15210 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	98
Décision n° 48765 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	100
13 août 2019	
Décision n° 10538 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs	102
Décision n° 35935 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	104
Décision n° 35936 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	106
14 août 2019	
Décision n° 23387 du 14 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	108
16 août 2019	
Décision n° 57314 du 16 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »	110
Décision n° 57320 du 16 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »	111
21 août 2019	
Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire	51
Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire	52
Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire	53
Arrêté du 21 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire	54
Arrêté du 21 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire	55
Arrêté du 21 août 2019 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	62
22 août 2019	
Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	63
27 août 2019	
Arrêté du 27 août 2019 relatif à la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse ...	195
28 août 2019	
Décision n° 12943 du 28 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	112

30 août 2019

Arrêté du 30 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire.....	56
--	-----------

2 septembre 2019

Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	33
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	34
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	40
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	41
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	42
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	43
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	44
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	45
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	46
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	47

5 septembre 2019

Arrêté du 5 septembre 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense	64
Décision n° 7105 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	114
Décision n° 10143 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	115
Décision n° 16466 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	117
Décision n° 28670 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire	119
Décision n° 33923 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne	121
Décision n° 56262 du 5 septembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	123
Décision n° 56271 du 5 septembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	77

6 septembre 2019

Arrêté du 6 septembre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Carcès et de Lorgues (Var)	187
Décision n° 13776 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	127
Décision n° 14199 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne	129
Décision n° 40957 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	130
Décision n° 40958 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud	132
Décision n° 59878 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »	134
Décision n° 59881 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »	135

9 septembre 2019

Décision n° 55/2019 du 9 septembre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail	191
--	------------

10 septembre 2019

Décision n° 16733 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	136
Décision n° 23352 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault	138
Décision n° 53784 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	140
Décision n° 53785 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	141

11 septembre 2019

Arrêté du 11 septembre 2019 portant modification de la circonscription des brigades territoriales de Bais et de Mayenne (Mayenne)	189
Décision n° 10091 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	143
Décision n° 12432 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados	145
Décision n° 38342 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques	147
Décision n° 38343 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	149

12 septembre 2019

Arrêté du 12 septembre 2019 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels.....	65
Décision n° 5130 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air.....	150
Décision n° 13163 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie ».....	151
Décision n° 13165 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française ».....	152
Décision n° 15788 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	153
Décision n° 20574 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	155
Décision n° 20883 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	157
Décision n° 20884 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	159

13 septembre 2019

Décision n° 1711 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	160
Décision n° 4858 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	161
Décision n° 11613 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	162
Décision n° 12488 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	163
Décision n° 13164 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »	164
Décision n° 40262 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	165
Décision n° 40267 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	167

16 septembre 2019

Arrêté du 16 septembre 2019 portant, pour les sous-officiers de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale, application en 2019 de l'article R. 4221-21 du code de la défense.....	57
Protocole interministériel du 16 septembre 2019 relatif au soutien du sport de haut niveau français dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques en France en 2024.....	25

18 septembre 2019

Arrêté du 18 septembre 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire	58
Arrêté du 18 septembre 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire	59

20 septembre 2019

Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	66
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	69
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	71
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	74

21 septembre 2019

Arrêté du 21 septembre 2019 modifiant l'arrêté du 3 mai 2018 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure.....	76
---	-----------

24 septembre 2019

Décision n° 63678 du 24 septembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	169
Décision n° 63682 du 24 septembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	81

25 septembre 2019

Décision n° 59242 du 25 septembre 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	82
--	-----------

26 septembre 2019

Arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur.....	1
Arrêté du 26 septembre 2019 relatif à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale	17

2 octobre 2019

Arrêté du 2 octobre 2019 portant nomination des membres du Conseil supérieur de l'éducation routière	196
---	------------

4 octobre 2019

Décision du 4 octobre 2019 portant autorisation de mise en service de sas utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé « PARAFE »	48
--	-----------

Sommaire thématique

	Pages
<i>Administration générale</i>	
Arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur.....	1
Arrêté du 26 septembre 2019 relatif à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale	17
Protocole interministériel du 16 septembre 2019 relatif au soutien du sport de haut niveau français dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques en France en 2024.....	25
<i>Délégations de signature</i>	
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	33
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	34
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	40
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	41
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	42
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	43
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	44
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	45
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	46
Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature (Office français de l'immigration et de l'intégration)	47
<i>Immigration et asile</i>	
Décision du 4 octobre 2019 portant autorisation de mise en service de sas utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé «PARAFE»	48
<i>Personnels d'État</i>	
Arrêté du 19 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 19 février 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale.....	49
Arrêté du 5 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire.....	50
Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire.....	51

	Pages
Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire.....	52
Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire.....	53
Arrêté du 21 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire.....	54
Arrêté du 21 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire.....	55
Arrêté du 30 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire.....	56
Arrêté du 16 septembre 2019 portant, pour les sous-officiers de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale, application en 2019 de l'article R.4221-21 du code de la défense..	57
Arrêté du 18 septembre 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire	58
Arrêté du 18 septembre 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire	59

Attribution de qualifications et titres

Arrêté du 22 juillet 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	60
Arrêté du 22 juillet 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	61
Arrêté du 21 août 2019 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	62
Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	63
Arrêté du 5 septembre 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	64
Arrêté du 12 septembre 2019 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels.....	65
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	66
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale	69
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	71
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	74
Arrêté du 21 septembre 2019 modifiant l'arrêté du 3 mai 2018 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure.....	76
Décision n° 56271 du 5 septembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	77
Décision n° 63682 du 24 septembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	81
Décision n° 59242 du 25 septembre 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	82

Avancements et promotions

Décision n° 7761 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	84
--	-----------

	Pages
Décision n° 10401 du 19 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	86
Décision n° 12087 du 23 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	87
Décision n° 6132 du 25 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	88
Décision n° 8839 du 29 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.....	89
Décision n° 33447 du 1^{er} août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche «personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique».....	91
Décision n° 33448 du 1^{er} août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer - branche «personnel servant en ambassade»	93
Décision n° 31068 du 9 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest.....	94
Décision n° 7634 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	96
Décision n° 11479 du 12 août 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	97
Décision n° 15210 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	98
Décision n° 48765 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	100
Décision n° 10538 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	102
Décision n° 35935 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	104
Décision n° 35936 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	106
Décision n° 23387 du 14 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	108
Décision n° 57314 du 16 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat»	110
Décision n° 57320 du 16 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures»	111
Décision n° 12943 du 28 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	112
Décision n° 7105 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	114
Décision n° 10143 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	115

Décision n° 16466 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	117
Décision n° 28670 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire	119
Décision n° 33923 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne	121
Décision n° 56262 du 5 septembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	123
Décision n° 13776 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	127
Décision n° 14199 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	129
Décision n° 40957 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	130
Décision n° 40958 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	132
Décision n° 59878 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	134
Décision n° 59881 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures».....	135
Décision n° 16733 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme.....	136
Décision n° 23352 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	138
Décision n° 53784 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	140
Décision n° 53785 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	141
Décision n° 10091 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	143
Décision n° 12432 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	145
Décision n° 38342 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques	147
Décision n° 38343 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	149
Décision n° 5130 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air.....	150
Décision n° 13163 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie».....	151
Décision n° 13165 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «orchestres-chœur de l'armée française»	152

	Pages
Décision n° 15788 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne.....	153
Décision n° 20574 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	155
Décision n° 20883 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	157
Décision n° 20884 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	159
Décision n° 1711 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	160
Décision n° 4858 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	161
Décision n° 11613 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	162
Décision n° 12488 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	163
Décision n° 13164 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie»	164
Décision n° 40262 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	165
Décision n° 40267 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	167
Décision n° 63678 du 24 septembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	169

Organisation des services

Arrêté du 9 juillet 2019 portant changement d'appellation de la brigade de gendarmerie maritime de Brest-Caffarelli (Finistère)	170
Arrêté du 9 juillet 2019 portant création du peloton de sûreté maritime et portuaire de Calais (Pas-de-Calais).....	171
Arrêté du 9 juillet 2019 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie maritime de Cherbourg-en-Cotentin (Manche)	172
Arrêté du 9 juillet 2019 portant création de la compagnie de gendarmerie maritime de Calais (Pas-de-Calais).....	173
Arrêté du 9 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2016 modifié portant changement d'appellation et modification des zones de compétence judiciaire de certaines unités de la gendarmerie maritime.....	174
Arrêté du 19 juillet 2019 portant dissolution de la brigade motorisée de Douarnenez (Finistère)	177
Arrêté du 25 juillet 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Poitiers et modification corrélative des circonscriptions des brigades territoriales de Vouillé et de Jaunay-Marigny (Vienne)	178
Arrêté du 25 juillet 2019 portant création du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie d'Embrun (Hautes-Alpes).....	180
Arrêté du 29 juillet 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Lanarce et de Thueyts (Ardèche).....	181

Arrêté du 30 juillet 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Murat, d'Allanche, de Massiac, de Neussargues-en-Pinatelle, de Saint-Cernin, de Laroquebrou, de Vic-sur-Cère, de Lascelle, de Montsalvy, de Puycapel, de Maurs et de Saint-Mamet-et-la-Salvétat (Cantal).....	183
Arrêté du 2 août 2019 portant dissolution des pelotons d'autoroute de Chanas et de Saint-Marcellin et création corrélative des pelotons motorisés de Chanas et Saint-Marcellin (Isère).....	186
Arrêté du 6 septembre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Carcès et de Lorgues (Var)	187
Arrêté du 11 septembre 2019 portant modification de la circonscription des brigades territoriales de Bais et de Mayenne (Mayenne)	189
 <i>Polices administratives</i>	
Décision n° 55/2019 du 9 septembre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L.8271-6-3 du code du travail.....	191
 <i>Sécurité et circulation routières</i>	
Arrêté du 27 août 2019 relatif à la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	195
Arrêté du 2 octobre 2019 portant nomination des membres du Conseil supérieur de l'éducation routière	196

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale
et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur**

NOR : INTA1927077A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant statut général de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2007 relatif aux correspondants de l'action sociale du ministère de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré dans certains services déconcentrés du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré pour les secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique des directions, services administratifs et techniques de la préfecture de police;

Vu l'arrêté du 11 août 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré dans certains services déconcentrés d'outre-mer du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création des comités techniques de services déconcentrés de la police nationale;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2018 portant création de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au bénéfice des personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2019 relatif à la Commission nationale d'action sociale du ministère de l'intérieur;

Vu la circulaire du 13 novembre 2009 du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales relative au budget déconcentré d'initiative locale;

Vu l'avis émis par la Commission nationale d'action sociale lors de sa séance plénière du 17 septembre 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Il est institué, dans chaque département ou collectivité de métropole et d'outre-mer, par arrêté préfectoral, une commission locale d'action sociale dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par les règles fixées au présent arrêté.

La commission locale d'action sociale de la préfecture de police est régie par un arrêté du préfet de police. Cet arrêté pris sur avis de la commission nationale d'action sociale peut prévoir des dispositions particulières pour prendre en compte la situation spécifique des personnels relevant du statut des administrations parisiennes.

La commission locale d'action sociale de l'administration centrale est régie par un arrêté du ministre pris sur avis de la commission nationale d'action sociale.

Les attributions de la commission locale d'action sociale s'exercent au profit de tous les personnels relevant de l'action sociale du ministère affectés sur le territoire concerné.

TITRE I^{ER}

L'assemblée plénière

CHAPITRE I^{ER}

Composition de l'assemblée plénière

Article 2

La commission locale d'action sociale comprend treize, quinze, dix-sept ou vingt-et-un membres (selon les strates prévues à l'annexe 1 jointe au présent arrêté), représentant les principales organisations syndicales représentatives des personnels du ministère et, selon le cas, sept membres de droit.

Chaque membre titulaire a un suppléant désigné par une organisation syndicale qui peut siéger lors des travaux, sans voix délibérative.

Les organisations syndicales peuvent désigner des membres pensionnés pour les représenter.

Article 3

Les sièges sont répartis entre les représentants des personnels exerçant leurs fonctions au sein d'un service implanté sur le territoire de référence, sans distinction du service d'affectation.

Le nombre global de sièges attribués à l'ensemble des listes des représentants du personnel, sans distinction, est déterminé selon la strate dans laquelle se situe le département.

La détermination de la strate de référence se fait conformément aux indications de l'annexe 1 du présent arrêté.

Dans chaque territoire administratif, tous les agents du ministère bénéficient de l'action sociale ministérielle.

Article 4

La répartition des sièges s'effectue à la proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base des résultats locaux aux élections pour les comités techniques et, pour les personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Cette répartition s'effectue selon les modalités définies aux annexes 1 et 2 du présent arrêté.

Article 5

Les organisations représentatives des personnels du ministère désignent leurs représentants titulaires et suppléants au sein de la commission locale d'action sociale, dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de répartition des sièges.

Dans les huit mois qui suivent l'arrêté de promulgation des résultats locaux du dernier scrutin au comité technique, un arrêté fixe la nouvelle composition de la commission locale d'action sociale.

Article 6

La répartition des sièges au sein de la commission locale d'action sociale est revue à l'issue de chaque election des représentants des personnels aux comités techniques et aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, pour tenir compte de l'évolution des effectifs des personnels et de la représentativité des organisations syndicales.

Article 7

Les membres de droit, ou leur représentant, sont, selon le cas :

- le préfet;
- le haut fonctionnaire de zone de défense et de sécurité;
- le directeur départemental de la sécurité publique;
- le commandant de région de gendarmerie;
- le commandant de l'école de gendarmerie, ou d'un service visé à l'annexe 2;
- le chef du service local d'action sociale du ministère;
- un assistant de service social.

Article 8

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales siégeant en assemblée plénière sont désignés par arrêté préfectoral pour une durée de quatre ans.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat parmi les membres titulaires, le suppléant, désigné pour assurer le remplacement, siège jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale, en tant que titulaire.

Un nouveau membre suppléant est alors désigné par l'organisation syndicale concernée, pour siéger à la commission locale d'action sociale en cas d'absence du nouveau titulaire, et ce, jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat, parmi les membres suppléants, l'organisation syndicale concernée désigne un suppléant pour siéger à la commission locale d'action sociale en cas d'absence du membre titulaire. Cette désignation vaut jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale.

De nouvelles désignations de membres titulaires ou suppléants peuvent intervenir à la demande des organisations syndicales.

Toute modification de composition fait l'objet d'un arrêté préfectoral.

Article 9

Le conseiller technique régional pour le service social, le médecin de prévention, un inspecteur santé et sécurité au travail chargé du département et un psychologue de soutien opérationnel peuvent siéger à la commission locale d'action sociale, à titre consultatif.

CHAPITRE II

Attributions de l'assemblée plénière

Article 10

La commission locale d'action sociale élabore, lors de sa première réunion, son règlement intérieur sur la base d'un règlement intérieur-type approuvé par la commission nationale d'action sociale. Elle élit le vice-président puis les membres du bureau.

Article 11

La commission locale d'action sociale connaît notamment des questions relatives à :

- l'animation et l'exécution dans le département ou le territoire des missions d'action sociale définies sur le plan national;
- l'élaboration de la politique sociale locale, dans le respect de la politique nationale et des moyens de sa mise en œuvre;
- l'utilisation du budget déconcentré d'initiatives locales destiné à l'action sociale locale et l'élaboration du bilan annuel;
- l'initiative de contacts et d'échanges avec les services de l'action sociale des autres administrations et collectivités du département ou du territoire;
- le suivi du bon fonctionnement du réseau des correspondants de l'action sociale et l'établissement annuel du bilan de son activité.

Article 12

L'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale examine et se prononce sur les rapports d'activité et le bilan financier des acteurs locaux d'action sociale.

Ces rapports sont élaborés par le service départemental d'action sociale et transmis, après examen, à la commission nationale d'action sociale.

CHAPITRE III

Fonctionnement de l'assemblée plénière

Article 13

La première réunion de la commission locale d'action sociale a lieu au plus tard deux mois après la notification de l'arrêté préfectoral de composition.

Lors de cette séance il est procédé à l'élection du vice-président puis à l'élection des membres du bureau, conformément aux dispositions du règlement intérieur.

Article 14

Le préfet, ou son représentant membre du corps préfectoral, préside de droit la commission locale d'action sociale.

Celui-ci remplit une mission permanente d'impulsion, d'orientation et de coordination des actions menées dans le domaine social à l'intention des agents relevant de l'action sociale du ministère, en activité, affectés dans le territoire administratif concerné ou pensionnés y résidant.

Article 15

Les membres titulaires, autres que de droit, de la commission locale d'action sociale élisent le vice-président.

Cette élection a lieu à bulletin secret, à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second tour.

Le mandat du vice-président prend fin en même temps que celui des membres autres que de droit.

Article 16

Le vice-président assiste le président dans toutes ses missions. A cette fin, il bénéficie d'autorisations d'absence dans les conditions fixées par arrêté.

Article 17

Le secrétariat de la commission locale d'action sociale est assuré par le chef du service départemental d'action sociale.

Un des membres élus de la commission est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint à chaque séance de la commission.

Après chaque séance de l'assemblée plénière, un procès-verbal est établi et diffusé à l'ensemble des membres dans un délai d'un mois.

Il est signé par le président de la séance, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint.

Ce procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Article 18

L'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale se réunit au moins deux fois par an.

Elle peut également être réunie à l'initiative du président ou du quart des membres titulaires des organisations syndicales représentatives des personnels.

Dans ce cas, la demande écrite est adressée au président et précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour.

Article 19

L'ordre du jour de chaque réunion, préalablement débattu par le bureau, est arrêté par le président.

Cet ordre du jour, accompagné des documents qui s'y rapportent, est adressé aux membres de la commission locale d'action sociale en même temps que les convocations.

À l'ordre du jour sont adjointes toutes les questions relevant de la compétence de la commission locale d'action sociale dont l'examen est demandé par écrit au président par le quart au moins des représentants des personnels siégeant à la commission.

Article 20

La commission constitue, à l'initiative de ses membres, des groupes de travail chargés d'approfondir les questions qui lui sont soumises.

Chaque organisation syndicale siégeant à la commission désigne un représentant parmi les membres titulaires ou suppléants de la commission locale d'action sociale pour participer aux groupes de travail.

Le vice-président ou, à défaut, un animateur des représentants des personnels, et le co-animateur membre de l'administration sont chargés de présenter les travaux du groupe de travail au bureau.

L'assemblée plénière se prononce sur les conclusions des travaux de chaque groupe de travail présentées par le bureau.

Article 21

Le représentant de l'administration, co-animateur chargé du groupe de travail, à la demande d'un de ses membres, invite à participer aux débats toute personne pouvant enrichir les réflexions du groupe de travail.

À ce titre, pourront notamment être associés aux travaux, en qualité d'expert :

- des responsables chargés d'une activité sociale au sein du ministère ou d'autres ministères;

- des représentants des mutuelles faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère et œuvrant dans le champ social;
- des représentants d'associations et de fondations œuvrant dans le champ social et faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère.

TITRE II

Le bureau

CHAPITRE I^{er}

Composition du bureau

Article 22

Les membres de droit du bureau sont, selon le cas :

- le secrétaire général ou un membre du corps préfectoral;
- le vice-président;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant;
- le commandant de région de gendarmerie ou son représentant;
- le commandant de l'école de gendarmerie ou d'un service visé à l'annexe 2 ou leur représentant;
- le chef du service départemental d'action sociale ou son représentant.

Cinq binômes (titulaire et suppléant), élus par les membres titulaires autres que de droit, représentent les organisations syndicales dont un au moins représentant les personnels exerçant leurs fonctions au sein d'un service de préfecture.

La désignation des binômes titulaires-suppléants est définie lors de l'élection.

Article 23

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales réunis en bureau sont élus pour une durée de quatre ans.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, d'un membre titulaire du bureau, le membre suppléant désigné au cours de l'élection le remplace, pour la durée du mandat restant à courir.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, d'un membre suppléant devenu titulaire, il est procédé à l'élection d'un nouveau binôme pour la durée du mandat restant à courir, lors de la prochaine réunion plénière de la commission ou, au plus tard, dans les trois mois qui suivent le constat de l'absence.

CHAPITRE II

Attributions du bureau

Article 24

Le bureau prépare les travaux de la commission locale d'action sociale et, selon le cas, exécute ou veille à l'exécution de ses délibérations.

Il propose la répartition du budget déconcentré d'initiatives locales entre les différentes actions programmées.

Il peut recevoir délégation de l'assemblée plénière pour se prononcer sur toutes questions relevant de cette instance.

Les délibérations du bureau donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal dans les mêmes conditions que pour l'assemblée plénière.

CHAPITRE III

Fonctionnement du bureau

Article 25

Le bureau est présidé par le secrétaire général de la préfecture ou un membre du corps préfectoral.

Article 26

Le secrétariat permanent du bureau est assuré par le chef du service départemental d'action sociale.

Un des membres élus de la commission est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint.
Les signatures du président et du secrétaire adjoint sont requises sur le procès-verbal du bureau.
Chaque procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Article 27

Le bureau se réunit au moins trois fois par an.

Il peut également être réuni à la demande du vice-président ou de la majorité de ses membres représentant des personnels.

Article 28

L'assistant de service social du département et le médecin de prévention peuvent siéger au bureau, à titre consultatif.

TITRE III

Le réseau local d'action sociale du ministère

CHAPITRE I^{er}

Le service départemental d'action sociale du ministère

Article 29

Dans chaque département et collectivité territoriale, le service départemental d'action sociale du ministère constitue, sous l'autorité du préfet, un des services administratifs de la préfecture ou du haut-commissariat.

Article 30

Le service départemental d'action sociale du ministère a une compétence générale pour tout ce qui relève de l'action sociale, à l'égard de tous les personnels du ministère de l'intérieur en activité affectés dans le département, ou la collectivité territoriale, et de leur famille, ainsi qu'aux personnels pensionnés du ministère de l'intérieur y résidant.

Relèvent notamment de sa compétence :

- l'animation et l'exécution au niveau local de l'ensemble des missions d'action sociale définies au plan national;
- la mise en œuvre de la politique sociale locale. Celle-ci fait l'objet chaque année d'un débat au sein de la commission locale d'action sociale;
- la gestion des crédits déconcentrés destinés à l'action sociale locale, ainsi que le compte rendu de cette gestion;
- l'information de l'ensemble des partenaires sociaux et médico-sociaux du service et l'animation du réseau des correspondants de l'action sociale, l'établissement de relations avec les services de l'action sociale des autres administrations et collectivités.

Le service local d'action sociale du ministère met en place les moyens concourant au bon fonctionnement de la commission locale d'action sociale.

CHAPITRE II

Le chef du service départemental d'action sociale du ministère

Article 31

Le service départemental d'action sociale du ministère est dirigé par un cadre, secondé par un ou plusieurs agents du ministère.

Article 32

Le chef du service départemental d'action sociale du ministère est recruté sur la base du profil défini dans le référentiel des emplois du ministère.

Article 33

Le chef du service départemental d'action sociale du ministère est nommé par le préfet, après information préalable de la commission locale d'action sociale.

CHAPITRE III

Les correspondants de l'action sociale du ministère

Article 34

Les correspondants de l'action sociale remplissent une mission de service de proximité, conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 décembre 2007.

Ils assurent cette mission au bénéfice des agents relevant du ministère quelle que soit leur affectation : préfecture, sous-préfecture, service de police, secrétariat général pour l'administration du ministère, personnels civils des services de gendarmerie, direction départementale interministérielle, juridictions administratives notamment.

TITRE IV

Dispositions transitoires et diverses

Article 35

Au plus tard deux mois après la notification du présent arrêté, le préfet établit par arrêté la répartition des sièges à la commission locale d'action sociale, conformément aux règles de répartition fixées par le présent arrêté et sur la base des effectifs des personnels constatés à la date du scrutin.

La première réunion de la commission locale a lieu au plus tard deux mois après la notification de l'arrêté préfectoral de composition de la commission locale d'action sociale.

Article 36

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 9 juillet 2015 et l'ensemble des circulaires prises pour son application.

Article 37

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur et les préfets sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
L. MÉZIN

ANNEXE I À L'ARRÊTÉ NOR: INTA1927077A RELATIF AUX COMMISSIONS LOCALES
D'ACTION SOCIALE ET AU RÉSEAU LOCAL D'ACTION SOCIALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Conformément à l'article 3 de l'arrêté, chaque département, collectivité de métropole ou d'outre mer est répertorié dans l'une des quatre strates suivantes :

Strate I: départements comptant jusqu'à six cents agents et ensemble des collectivités d'outre-mer

Composition de la commission locale d'action sociale en strate I :

Treize membres représentent l'ensemble des personnels.

Strate II: départements comptant de six cent un à deux mille agents

Composition de la commission locale d'action sociale en strate II :

Quinze membres représentent l'ensemble des personnels.

Strate III: départements comptant plus de deux mille un agents – ainsi que la commission locale d'action sociale de l'administration centrale et de la préfecture de police

Composition de la commission locale d'action sociale en strate III :

Dix-sept membres représentent l'ensemble des personnels.

Strate IV: départements – hors Ile-de-France - qui disposent d'une police d'agglomération

Composition de la commission locale d'action sociale en strate IV :

Cette strate concerne les départements hors Ile-de-France, Dotés d'une police d'agglomération: Bouches-du-Rhône, Gironde, Nord et Rhône.
--

Vingt-et-un membres représentent l'ensemble des personnels.

**ANNEXE 2 À L'ARRÊTÉ NOR : INTA1927077A RELATIF AUX COMMISSIONS LOCALES
D'ACTION SOCIALE ET AU RÉSEAU LOCAL D'ACTION SOCIALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

NIVEAU de représentation de l'État	COMITÉ TECHNIQUE ET COMITÉ D'HYGIÈNE, de sécurité et de santé au travail – à prendre en compte	NIVEAU DES SUFFRAGES exprimés à prendre en compte
Préfecture de région chef-lieu	Comité technique de service déconcentré de la préfecture du département concerné Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné Comité technique de service déconcentré pour le secrétariat général pour l'administration du ministère placé auprès du préfet délégué pour la défense et sécurité de la zone concernée Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la région de gendarmerie concernée Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de l'école de gendarmerie de Dijon (à ajouter)	Niveau départemental Niveau départemental Niveau zonal Niveau régional Niveau régional Niveau régional Niveau départemental
Pour la préfecture de région Bourgogne-Franche-Comté		
Préfecture de département avec école de gendarmerie et centre de formation	Comité technique de service déconcentré de la préfecture du département concerné Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de l'école de gendarmerie implantée dans le département: * Allier – école de Montluçon * Seine-et-Marne – écoles de Melun et de Fontainebleau * Corrèze – école de Tulle * Finistère – école de Châteaulin * Haute-Marne – écoles de Chaumont - Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du centre de formation implanté dans le département: * Dordogne – Centre national d'entraînement des forces de la gendarmerie nationale de Saint-Astier	Niveau départemental Niveau départemental Niveau départemental
Préfecture de département sans école de gendarmerie	Comité technique de service déconcentré de la préfecture du département concerné Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné	Niveau départemental Niveau départemental
Préfecture de région Île-de-France, préfecture de Paris	Comité technique de service déconcentré de la préfecture Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la région de gendarmerie Île-de-France	Niveau départemental Niveau régional
Préfecture de l'Essonne (91)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné Comité technique de proximité de l'aéroport d'Orly	Niveau départemental Niveau départemental Niveau identique au comité technique
Préfecture des Hauts-de-Seine (92)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police	Niveau départemental Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 92
Préfecture de Seine-Saint-Denis (93)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police Comité technique de proximité des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et du Bourget	Niveau départemental Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 93 Niveau identique au comité technique
Préfecture du Val-de-Marne (94)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police	Niveau départemental Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 94
Préfecture du Val-d'Oise (95)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture Comité technique de service déconcentré de la police nationale Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la police judiciaire de la gendarmerie nationale	Niveau départemental Niveau départemental Niveau identique au comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail
Préfecture de Police	Comité technique des directions, services administratifs et techniques de la préfecture de Police Comité technique des administrations parisiennes Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police	Niveau identique au comité technique Niveau identique au comité technique Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 75

NIVEAU de représentation de l'État	COMITÉ TECHNIQUE ET COMITÉ D'HYGIÈNE, de sécurité et de santé au travail – à prendre en compte	NIVEAU DES SUFFRAGES exprimés à prendre en compte
Préfectures de région outre-mer, préfectures de département : Guadeloupe Martinique Guyane	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie de la région concernée	Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau identique au comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail
La Réunion	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie de Mayotte et du commandement de la gendarmerie de la Réunion	Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée)
Mayotte	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie de Mayotte et du commandement de la gendarmerie de la Réunion	Niveau identique au comité technique Niveau départemental (par projection des suffrages sur le département concerné) Niveau identique au comité technique Niveau départemental (par projection des suffrages sur le département concerné) Niveau départemental par projection des suffrages sur le département concerné)
Haut-commissariat Polynésie française	Comité technique de proximité unique haut-commissariat – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle- Calédonie et du commandement de gendarmerie pour la Polynésie française	Niveau identique au comité technique Niveau du haut-commissariat (par projection des suffrages sur la collectivité concernée) Niveau identique au comité technique Niveau de la collectivité territoriale (par projection des suffrages sur la collectivité concernée)
Haut-commissariat Nouvelle-Calédonie	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle- Calédonie et du commandement de gendarmerie pour la Polynésie française	Niveau identique au comité technique Niveau du haut-commissariat (par projection des suffrages sur la collectivité concernée) Niveau identique au comité technique Niveau du haut-commissariat (par projection des suffrages sur la collectivité concernée)
Saint-Pierre-et-Miquelon	Comité technique de proximité de préfecture - police nationale	Niveau identique au comité technique



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

RÈGLEMENT INTÉRIEUR TYPE DES COMMISSIONS LOCALES D'ACTION SOCIALE

Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, conformément aux dispositions de l'arrêté n° NOR : INTA1927077A du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale, les conditions de fonctionnement des commissions locales d'action sociale dans leurs formations plénière et en bureau.

TITRE I^{ER}

L'assemblée plénière

I. – CONVOCATION DES MEMBRES

Article 1^{er}

Lorsque la commission locale d'action sociale est convoquée à l'initiative du président ou du quart des représentants des personnels, la réunion se tient dans le délai maximal d'un mois à compter du jour où la demande a été reçue.

Article 2

A la demande du président, le secrétariat convoque l'ensemble des membres de la commission, titulaires et suppléants, et en informe leur chef de service.

Les convocations sont adressées au plus tard 15 jours avant la date de la réunion.

Les membres désignés à l'article 9 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, siégeant à titre consultatif, sont convoqués dans les mêmes conditions.

Article 3

La convocation des membres comporte l'indication de la date, de l'heure, du lieu et de l'ordre du jour de la réunion, ainsi que la transmission de tous les documents.

Article 4

S'ils ne peuvent pas être transmis en même temps que les convocations, l'ordre du jour et les documents qui s'y rapportent doivent être adressés aux membres au plus tard huit jours avant la date de la réunion.

Les questions posées par écrit au président, par le quart au moins des représentants des personnels, dans le cadre de l'article 19 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, doivent être transmises à tous les membres de la commission locale au moins quarante-huit heures avant la date de la réunion.

II. – DÉROULEMENT DES RÉUNIONS

Article 5

La commission locale d'action sociale ne délibère valablement que si deux tiers au moins de ses membres sont présents lors de l'ouverture de la réunion.

Si les conditions de quorum ne sont pas remplies, une nouvelle réunion de la commission locale d'action sociale doit intervenir dans le délai maximum de quinze jours suivant celle au cours de laquelle le quorum n'a pas été atteint. Dans ce cas, la réunion n'est soumise à aucune condition de quorum.

Article 6

Au début de la réunion, le président communique à la commission locale d'action sociale la liste des participants.

Après avoir vérifié que le quorum est réuni, le président de la commission locale d'action sociale ouvre la réunion en rappelant les questions inscrites à l'ordre du jour.

La commission locale d'action sociale, à la majorité des membres présents ayant voix délibérative, décide, le cas échéant, d'examiner les questions dans un ordre différent de celui fixé par l'ordre du jour.

Article 7

Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations de la commission locale d'action sociale, ainsi qu'à l'application du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

L'organisation matérielle des réunions est assurée par le secrétariat de la commission.

Le secrétaire adjoint de la commission représentant les personnels est désigné en début de séance par les membres autres que de droit.

Cette disposition s'applique aussi lors des réunions du bureau.

Article 8

Les documents utiles à l'information de la commission locale d'action sociale autres que ceux transmis avec la convocation peuvent être lus ou distribués pendant la réunion à la demande d'au moins un des membres ayant voix délibérative.

Article 9

La commission locale d'action sociale émet ses avis à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

Tout membre présent ayant voix délibérative peut demander qu'il soit procédé à un vote sur des propositions formulées par l'administration ou des propositions émanant d'un ou de plusieurs membres autres que de droit ayant voix délibérative.

En toute matière, il ne peut être procédé à un vote avant que chaque membre présent, ayant voix délibérative, ait été invité à prendre la parole.

S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée, sauf si un vote à bulletin secret est demandé par un membre ayant voix délibérative. Les abstentions sont admises. Aucun vote par délégation n'est admis.

Article 10

Le président peut décider une suspension de séance, à son initiative, ou à la demande d'un membre de la commission locale d'action sociale.

Il prononce la clôture de la réunion après épuisement de l'ordre du jour.

Article 11

A l'exception des cas de vote à bulletin secret, le procès-verbal indique, pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, le résultat et la répartition du vote de l'administration et de chacune des organisations syndicales, à l'exclusion de toute indication nominative.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux des réunions; celui-ci est mis à la disposition des membres de la commission locale d'action sociale.

Les procès-verbaux pourront être mis en ligne, à l'initiative des préfets, selon les outils disponibles localement.

Article 12

Toutes facilités doivent être données aux membres de la commission locale d'action sociale pour exercer leurs fonctions.

Conformément aux textes en vigueur, une autorisation spéciale d'absence est accordée, sur simple présentation de leur convocation, aux membres titulaires et suppléants autres que de droit.

La durée de cette autorisation comprend :

- la durée prévisible de la réunion;
- les délais de route;
- un temps égal à la durée prévisible de la réunion qui est destiné à la préparation et au compte rendu des travaux de la commission locale d'action sociale.

Ce temps ne saurait être inférieur à une demi-journée, ni excéder deux journées.

TITRE II

Le vice-président

I. – ÉLECTION DU VICE-PRÉSIDENT

Article 13

Le vice-président est élu par les membres titulaires autres que de droit, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale.

Cette élection a lieu, à scrutin secret, au cours de la première réunion suivant le renouvellement de la commission locale d'action sociale. A l'issue de cette élection, il est procédé à l'élection des membres du bureau.

Article 14

Les membres autres que de droit peuvent se présenter à l'élection, à l'exclusion des membres suppléants, même s'ils représentent un membre titulaire empêché.

Article 15

Est élu au premier tour de scrutin le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Si cette majorité n'est pas acquise, il est procédé à un second tour pour lequel est exigée la majorité relative des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le mandat du vice-président prend fin en même temps que celui des membres autres que de droit.

Article 16

Les opérations matérielles de l'élection, la fourniture des bulletins de vote, des enveloppes, leur mise en place incombent au secrétariat de la commission locale d'action sociale.

Les dispositions du présent article, ainsi que celles de l'article 17 s'appliquent à l'élection des membres du bureau qui se déroule à l'issue de ce scrutin.

Article 17

Le bureau de vote est composé des assesseurs désignés par les organisations syndicales, du président de la commission locale d'action sociale ou de son représentant qui en assure la présidence et du chef du service local d'action sociale qui est chargé du secrétariat.

Le dépouillement des bulletins de vote est assuré par le président du bureau de vote qui en proclame les résultats.

II. – LES MISSIONS DU VICE-PRÉSIDENT

Article 18

Conformément à l'article 16 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, le vice-président assiste le président dans toutes ses missions.

A ce titre :

- il est le contact privilégié entre l'administration et les membres de cette instance;
- il participe à la préparation des travaux de la CLAS (assemblée plénière, bureau et groupes de travail);
- il apporte son concours à l'élaboration de l'ordre du jour de l'assemblée plénière en liaison avec l'administration. Il consulte, le cas échéant, les membres de la CLAS;
- il coordonne les travaux et les propositions des groupes de travail en collaboration avec les animateurs de ces groupes;
- il participe au suivi des travaux de la CLAS.

A cette fin, il bénéficie d'autorisations d'absence dans les conditions fixées par arrêté ministériel.

TITRE III

Le bureau

I. – ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU

Article 19

Les représentants des personnels siégeant au bureau sont élus par les membres titulaires autres que de droit. Les binômes titulaire / suppléant sont formés lors de l'élection.

Les représentants titulaires sont éligibles en tant que titulaires ou suppléants au bureau; les représentants suppléants ne sont éligibles qu'en tant que suppléants.

Cette élection a lieu au cours de la première réunion suivant le renouvellement de la commission locale d'action sociale.

Article 20

Après appel à candidature, chaque électeur constitue une liste qui, au plus, comporte cinq binômes titulaires-suppléants.

Sont élus au premier tour de scrutin les binômes ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Article 21

Si cette élection n'est pas acquise après un premier tour de scrutin, il est alors procédé à un deuxième tour pour lequel est exigée la majorité relative des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité de voix, le candidat titulaire du binôme, le plus âgé, est déclaré élu.

Dans le cas où la liste des cinq binômes ayant obtenu le plus grand nombre de voix ne comporterait pas de binôme représentant les personnels de la filière administrative, technique ou scientifique, le binôme les représentant qui a obtenu le plus grand nombre de voix est désigné comme élu.

Dans cette hypothèse, le binôme ayant obtenu un nombre de voix le plaçant en cinquième position, après résultats, doit alors laisser son siège au binôme représentant les personnels de la filière administrative, technique ou scientifique qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

II. – LE FONCTIONNEMENT DU BUREAU

Article 22

Le bureau se réunit sans condition de quorum.

En vue de préparer les travaux de la commission locale d'action sociale, conformément à l'article 24 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, le bureau se réunit préalablement à chaque séance.

Le secrétariat du bureau établit le procès-verbal de chaque réunion dans un délai d'un mois.

Il est signé par le président de séance, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint, puis transmis aux membres du bureau.

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux des réunions du bureau; celui-ci est mis à la disposition des membres de la commission locale d'action sociale.

Article 23

Les membres du bureau sont convoqués par le secrétariat de la commission dans les conditions des articles 2, 3 et 4 § 1 du présent règlement.

Quand, entre deux réunions du bureau, l'avis de la commission locale d'action sociale est requis en urgence pour une modification de la mise en œuvre d'une action déjà votée par l'assemblée plénière, il est instauré une procédure exceptionnelle.

Les membres du bureau titulaires et suppléants sont consultés par écrit et rendent leur avis dans les huit jours.

Le bureau et l'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale entérinent la décision lors de leur réunion suivante.

TITRE IV

Les groupes de travail

Article 24

La commission locale d'action sociale peut constituer des groupes de travail chargés d'approfondir les questions qui lui sont soumises, conformément à l'article 20 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale.

Article 25

Chaque groupe de travail est co-animé par un animateur représentant des personnels et l'administration.

L'animateur du groupe de travail, représentant titulaire des personnels, est désigné de façon consensuelle, par l'ensemble des représentants du personnel qui siègent dans l'instance.

Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de consensus, cette nomination est soumise au vote des représentants titulaires du personnel siégeant dans l'instance ou des représentants suppléants siégeant en qualité de titulaires.

Est élu au premier tour de scrutin le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Si cette élection n'est pas acquise après un premier tour de scrutin, il est alors procédé à un deuxième tour pour lequel est exigée la majorité relative des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité des voix entre plusieurs candidats pour un même groupe de travail, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Article 26

Lorsqu'un représentant des personnels, membre du groupe de travail, est empêché, il lui incombe de transmettre :

- d'une part, au secrétariat de la commission le nom de la personne qui assistera à la réunion à sa place ;
- d'autre part, à ce remplaçant l'ensemble des documents relatifs à la séance de travail.

Article 27

Les études, bilans, propositions ou conclusions fournis par ces groupes de travail doivent permettre à la commission locale d'action sociale d'approfondir ses analyses et de dégager des orientations dans les domaines pour lesquels ces groupes de travail ont été constitués.

L'organisation matérielle des réunions et la convocation des participants sont assurées par le secrétariat de la commission.

Article 28

Les experts tels qu'évoqués à l'article 21 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, ainsi que les personnes pouvant enrichir les réflexions du groupe de travail sont convoqués par le secrétariat de la commission à la demande d'un de ses membres, au moins quarante-huit heures avant la réunion.

Ils n'ont pas voix délibérative.

Les experts, agents du ministère de l'intérieur, bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer aux réunions du groupe de travail, sur présentation de leur convocation.

Article 29

Pour assurer la continuité de la mise en œuvre de l'action sociale pendant la période transitoire entre les élections professionnelles et l'arrêté de composition de la nouvelle instance, les groupes de travail peuvent continuer leurs travaux pendant cette période, dans la limite des sujets déjà en cours de traitement.

Article 30

Pendant cette période, le mandat des membres de l'instance est prolongé pour pouvoir participer à ces travaux.

Le mandat du vice-président est prolongé de la même manière pour lui permettre d'apporter son concours à l'administration pour l'exécution des actions définies dans le cadre du budget primitif de l'année.

L'établissement de ce budget primitif devra être réalisé avant la tenue des élections professionnelles et soumis à l'avis de l'assemblée plénière de l'instance avant son renouvellement.

Article 31

Les dispositions du présent règlement intérieur ont été adoptées par la commission locale d'action sociale lors de sa séance du Elles abrogent et remplacent le règlement intérieur du

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 26 septembre 2019 relatif à la commission locale d'action sociale
de l'administration centrale**

NOR : INTA1927089A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant statut général de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2007 relatif aux correspondants de l'action sociale du ministère de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité technique de service central réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2018 portant création de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au bénéfice des personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2019 relatif à la Commission nationale d'action sociale du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale du ministère de l'intérieur;

Vu l'avis émis par la Commission nationale d'action sociale lors de sa séance plénière du 17 septembre 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Il est institué une commission locale d'action sociale de l'administration centrale dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par les règles fixées au présent arrêté.

Ses attributions s'exercent au profit de tous les personnels affectés et rémunérés en administration centrale et dans un service visé à l'article 4.

Les pensionnés peuvent prétendre aux actions organisées par la commission, dès lors qu'ils se manifestent auprès du secrétariat de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale.

TITRE I^{ER}

L'assemblée plénière

CHAPITRE I^{er}

Composition de l'assemblée plénière

Article 2

La commission locale d'action sociale de l'administration centrale comprend dix-sept membres représentant les principales organisations syndicales représentatives des personnels affectés en administration centrale et quatre membres de droit représentant l'administration.

Chaque membre titulaire a un suppléant désigné par une organisation syndicale. Celui-ci peut siéger lors des travaux sans voix délibérative.

Les organisations syndicales peuvent désigner des membres pensionnés pour les représenter.

Article 3

Compte tenu du nombre d'agents affectés en administration centrale, dix-sept sièges, correspondant à la strate III, sont attribués à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale.

Les représentants des personnels siégeant à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale doivent être affectés dans un service visé à l'article 4.

Article 4

La répartition des sièges s'effectue à la proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base des résultats aux élections professionnelles :

- au comité technique de proximité d'administration centrale du secrétariat général ;
- au comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale, pour les résultats concernant la région Île-de-France ;
- au comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure, pour les résultats concernant la région Île-de-France ;
- aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au bénéfice des personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale, pour les résultats concernant la région Île-de-France et pour les résultats des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail qui intègrent des commandements et services exerçant des missions de niveau national (indiqués à l'annexe 2).

Article 5

Les membres de droit, ou leur représentant, sont :

- le directeur des ressources humaines ;
- le directeur des ressources et des compétences de la police nationale ;
- le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale ;
- le coordonnateur du service social pour l'administration centrale.

Article 6

La répartition des sièges au sein de la commission est revue à l'issue de chaque élection des représentants du personnel aux comités techniques et aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, sur la base des effectifs constatés à la date du scrutin, pour tenir compte de l'évolution des effectifs des personnels et de la représentativité des organisations syndicales.

Article 7

Les organisations représentatives des personnels du ministère désignent leurs représentants titulaires et suppléants au sein de la commission dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification de l'arrêté de répartition des sièges, dont les règles sont prévues à l'article 4 du présent arrêté.

Article 8

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales siégeant en assemblée plénière sont désignés par arrêté pour une durée de quatre ans.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat parmi les membres titulaires, le suppléant, désigné pour assurer le remplacement, siège jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale, en tant que titulaire.

Un nouveau membre suppléant est alors désigné par l'organisation syndicale concernée, pour siéger à la commission locale d'action sociale de l'administration centrale en cas d'absence du nouveau titulaire, et ce, jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat, parmi les membres suppléants, l'organisation syndicale concernée désigne un suppléant pour siéger à la commission locale d'action sociale d'administration centrale en cas d'absence du membre titulaire. Cette désignation vaut jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale.

De nouvelles désignations de membres titulaires ou suppléants peuvent intervenir à la demande des organisations syndicales.

Toute modification de composition fait l'objet d'un arrêté.

CHAPITRE II

Attributions de l'assemblée plénière

Article 9

La commission locale d'action sociale de l'administration centrale élabore, lors de sa première réunion, son règlement intérieur sur la base d'un règlement intérieur-type approuvé par la commission nationale d'action sociale. Elle élit le vice-président puis les membres du bureau.

Article 10

La commission locale d'action sociale de l'administration centrale connaît notamment des questions relatives à :

- l'animation et l'exécution, pour l'administration centrale, des missions d'action sociale définies au plan national;
- l'élaboration de la politique sociale de l'administration centrale, dans le respect de la politique nationale et des moyens de sa mise en œuvre;
- l'utilisation du budget déconcentré d'initiatives locales destiné à l'action sociale de l'administration centrale et l'élaboration du bilan annuel;
- l'initiative de contacts et d'échanges avec les services de l'action sociale des autres administrations et collectivités;
- le suivi du bon fonctionnement du réseau des correspondants de l'action sociale en administration centrale et à l'établissement annuel du bilan de son activité.

CHAPITRE III

Fonctionnement de l'assemblée plénière

Article 11

La première réunion de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale a lieu au plus tard deux mois après la notification de l'arrêté de composition.

Article 12

L'assemblée plénière de la commission est présidée par le directeur des ressources humaines ou son représentant.

Celui-ci remplit une mission permanente d'impulsion, d'orientation et de coordination des actions menées dans le domaine social à l'intention des personnels affectés et rémunérés en administration centrale.

Article 13

Les membres titulaires, autres que de droit, de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale élisent le vice-président.

Cette élection a lieu au cours de la première réunion, suivant le renouvellement de la commission locale de l'administration centrale. À l'issue de cette élection, il est procédé à l'élection des membres du bureau.

Elle a lieu à bulletin secret, à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second tour.

Le mandat du vice-président prend fin en même temps que celui des membres autres que de droit.

Article 14

Le vice-président assiste le président dans toutes ses missions. À cette fin, il bénéficie d'autorisations d'absence dans les conditions fixées par arrêté.

Article 15

Le secrétariat permanent de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale est assuré par le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources humaines.

Un membre de la commission, représentant des personnels, est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint à chaque séance de la commission.

Après chaque séance de l'assemblée plénière, un procès-verbal est établi et diffusé à l'ensemble des membres dans un délai d'un mois.

Il est signé par le président de la séance, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint.

Ce procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Article 16

L'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale se réunit au moins deux fois par an.

Elle peut également être réunie à l'initiative du président ou du quart des membres titulaires des organisations syndicales représentatives des personnels.

Dans ce cas, la demande écrite est adressée au président et précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour.

Article 17

L'ordre du jour de chaque réunion, préalablement débattu par le bureau, est arrêté par le président.

Cet ordre du jour est adressé aux membres de la commission, accompagné des documents qui s'y rapportent, en même temps que les convocations.

À l'ordre du jour sont adjointes toutes les questions relevant de la compétence de la commission, dont l'examen est demandé par écrit au président par le quart au moins des représentants des personnels siégeant à la commission.

Article 18

La commission constitue, à l'initiative de ses membres, des groupes de travail chargés d'approfondir les questions qui lui sont soumises.

Chaque organisation syndicale représentative en assemblée plénière désigne un représentant parmi les membres titulaires ou suppléants de la commission pour participer aux groupes de travail.

Le vice-président ou, à défaut, un animateur des représentants du personnel, et le co-animateur membre de l'administration sont chargés de présenter les travaux du groupe de travail.

L'assemblée plénière se prononce sur les conclusions des travaux de chaque groupe de travail présentées par le bureau.

Article 19

Le représentant de l'administration, co-animateur chargé du groupe de travail, à la demande d'un de ses membres, invite à participer aux débats toute personne pouvant enrichir les réflexions du groupe de travail.

À ce titre, pourront notamment être associés aux travaux, en qualité d'expert :

- des responsables chargés d'une activité sociale au sein du ministère ou d'autres ministères ;
- des représentants des mutuelles faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère et œuvrant dans le champ social ;
- des représentants d'associations et de fondations œuvrant dans le champ social et faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère.

Article 20

Un médecin de prévention pour l'administration centrale, un inspecteur santé et sécurité au travail pour l'administration centrale et un psychologue de soutien opérationnel peuvent siéger à l'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale, à titre consultatif.

TITRE II

Le bureau

CHAPITRE I^{er}

Composition du bureau

Article 21

Les membres de droit du bureau sont :

- le vice-président ;
- le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources humaines ou son représentant ;
- le sous-directeur de la prévention, de l'accompagnement et du soutien de la direction des ressources et des compétences de la police nationale ou son représentant ;
- le sous-directeur de la gestion du personnel de la direction générale de la gendarmerie nationale ou son représentant.

Cinq membres, élus par les membres autres que de droit, représentent les organisations syndicales, dont au moins un représentant les personnels de la filière administrative, technique ou scientifique.

La désignation des binômes titulaires-suppléants a lieu lors de cette élection.

Article 22

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales réunis en bureau sont élus pour une durée de quatre ans.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, d'un membre titulaire du bureau, le membre suppléant désigné au cours de l'élection le remplace pour la durée du mandat restant à courir.

En cas d'absence définitive, pour quelle cause que ce soit, du membre suppléant devenu titulaire, il est procédé à l'élection d'un nouveau binôme pour la durée du mandat restant à courir, lors de la prochaine réunion plénière de la commission ou, au plus tard, dans les trois mois qui suivent le constat de l'absence.

CHAPITRE II

Attributions du bureau

Article 23

Le bureau prépare les travaux de la commission locale d'action sociale de l'administration centrale et, selon le cas, exécute ou veille à l'exécution de ses délibérations. Il se prononce sur l'utilisation du budget déconcentré d'initiatives locales.

Il peut recevoir délégation de l'assemblée plénière pour se prononcer sur toutes questions relevant de cette instance.

Les délibérations du bureau donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal dans les mêmes conditions que pour l'assemblée plénière.

CHAPITRE III

Fonctionnement du bureau

Article 24

Le bureau est présidé par le sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources humaines ou son représentant. Il se réunit sans conditions de quorum.

Article 25

Le secrétariat permanent du bureau est assuré par la sous-direction de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel de la direction des ressources humaines.

Un des membres élus de la commission est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint.

Les signatures du président et du secrétaire adjoint sont requises sur le procès-verbal du bureau.

Chaque procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Article 26

Le bureau se réunit au moins trois fois par an. Il peut également être réuni à la demande du vice-président ou de la majorité des membres de la commission représentants des personnels.

Article 27

Le conseiller technique régional pour le service social, un médecin de prévention pour l'administration centrale, un inspecteur santé et sécurité au travail pour l'administration centrale et un psychologue de soutien opérationnel peuvent siéger au bureau, à titre consultatif.

TITRE III

Les correspondants de l'action sociale du ministère

Article 28

Les correspondants de l'action sociale remplissent une mission de service de proximité conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 décembre 2007.

Ils assurent cette mission au bénéfice des agents du ministère quelle que soit leur affectation en administration centrale.

Article 29

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 15 juillet 2015 relatif à la commission locale d'action sociale d'administration centrale.

Article 30

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
L. MÉZIN

ANNEXE 1 À L'ARRÊTÉ NOR: INTA1927089A RELATIF AUX COMMISSIONS LOCALES
D'ACTION SOCIALE ET AU RÉSEAU LOCAL D'ACTION SOCIALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Chaque département ou collectivité d'outre mer est répertorié dans l'une des quatre strates suivantes :

Strate I: départements comptant jusqu'à six cents agents et ensemble des collectivités d'outre mer

Composition de la commission locale d'action sociale en strate I :

Treize membres représentent l'ensemble des personnels.

Strate II: départements comptant de six cent un à deux mille agents

Composition de la commission locale d'action sociale en strate II :

Quinze membres représentent l'ensemble des personnels.

**Strate III: départements comptant plus de deux mille un agents – ainsi que la commission locale d'action sociale
de l'administration centrale et de la préfecture de police**

Composition de la commission locale d'action sociale en strate III :

Dix-sept membres représentent l'ensemble des personnels.

Strate IV: départements – hors Île-de-France - qui disposent d'une police d'agglomération

Composition de la commission locale d'action sociale en strate IV :

<p>Cette strate concerne les départements hors Île-de-France, dotés d'une police d'agglomération : Bouches-du-Rhône, Gironde, Nord et Rhône.</p>
--

Vingt-et-un membres représentent l'ensemble des personnels.

**ANNEXE 2 RELATIF À L'ARRÊTÉ NOR : INTA1927089A RELATIF À LA COMMISSION
D'ACTION SOCIALE D'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

NIVEAU de representation de l'État	COMITÉ TECHNIQUE ET COMITÉ D'HYGIÈNE, de sécurité et de santé au travail – à prendre en compte	NIVEAU DES SUFFRAGES exprimés à prendre en compte
Services d'administration centrale du ministère de l'intérieur.	<p>Comité technique d'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer.</p> <p>Comité technique de service central de réseau de la police nationale.</p> <p>Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure.</p> <p>Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la gendarmerie nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> * garde républicaine – gendarmerie maritime – gendarmerie de la sécurité des armements nucléaires ; * commandement du soutien opérationnel Le Blanc ; * commandement du soutien opérationnel en Île-de-France – service central des réseaux et technologies avancées – groupement de sécurité et d'appui d'Issy-les-Moulineaux ; * direction générale de la gendarmerie nationale – Inspection générale de la gendarmerie nationale – Gendarmerie des transports aériens – commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale – Commandement de la gendarmerie outre-mer ; * commandement des écoles de gendarmerie nationale – école de gendarmerie de Rochefort. 	<p>Niveau du comité technique.</p> <p>Niveau régional Île-de-France.</p> <p>Niveau régional Île-de-France.</p> <p>Niveau du comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail.</p>

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Protocole interministériel du 16 septembre 2019 relatif au soutien du sport de haut niveau français dans la perspective des Jeux olympiques et paralympiques en France en 2024

NOR : ARMM1955441X

Références :

- Code de la défense;
- Code du sport;
- Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'État;
- Loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024;
- Décret n° 2017-1336 du 13 septembre 2017 relatif au délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques 2024;
- Arrêté interministériel du 17 décembre 1992 relatif aux rapports entre les autorités civiles et les autorités militaires en matière de sport;
- Accord-cadre du 4 mars 2014 pour le développement de la pratique sportive pour tous et le sport de haut niveau;
- Protocole d'accord interministériel du 11 avril 2005 entre le ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative et le ministère de la défense relatif au partenariat pour le développement de l'école interarmées des sports (EIS) à Fontainebleau;
- Protocole interministériel du 4 mars 2014 au profit des militaires blessés;
- Protocole interministériel du 11 décembre 2015 concernant les modalités de gestion et le suivi administratif des sportifs de haut niveau, gestion centralisée, du ministère de la défense et des militaires de la gendarmerie nationale;
- Note n° 001D18019117/ARM/SGA/DRH-MD/SR-RH du 10 juillet 2018 relative au classement de locaux d'hébergement et de locaux à sommeil du ministère des armées.

1. PRÉAMBULE

La France a obtenu le 13 septembre 2017 l'organisation en 2024 des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) par décision du Comité international olympique.

Depuis la création du Bataillon de Joinville en 1956, le ministère des armées poursuit une longue tradition de soutien des forces armées à l'effort national au profit du sport de haut niveau français. La professionnalisation des armées et la nouvelle politique interministérielle des sports ont conduit à rénover le modèle de soutien des forces armées au sport de haut niveau et à développer de nouvelles relations avec le mouvement sportif et le ministère des sports.

La réforme de la gouvernance du sport français, avec la création de l'Agence nationale du sport, conjuguée à l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024, marque une nouvelle ère du sport français.

Par ce protocole qui complète l'accord-cadre interministériel du 4 mars 2014, le ministère des armées, le ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale), le ministère des sports et la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées s'engagent à développer des actions communes en faveur du sport de haut niveau français, visant à la réussite des JOP 2024 en France.

Au-delà de cette échéance, ce protocole vise à renforcer, dans la durée, les liens entre les ministères des armées et de l'intérieur (gendarmerie nationale) et le mouvement sportif dans le cadre de l'héritage post-olympique, mais aussi à développer l'innovation dans les secteurs de la recherche, du développement et du handicap en particulier.

2. OBJECTIFS DU PROTOCOLE

La perspective des Jeux olympiques et paralympiques en France en 2024 constitue une conjoncture favorable pour consolider l'apport important déjà fourni par le ministère des armées et le ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale) au sport de haut niveau et afficher de nouveaux objectifs s'inscrivant dans une stratégie interministérielle commune.

À cet effet, les parties sont convenues des mesures suivantes :

- actualisation de la gouvernance;
- renforcement du soutien aux sportifs de haut niveau;

- développement du soutien aux fédérations olympiques/paralympiques;
- intégration du CNSD, parmi les établissements sportifs, soutien à la préparation des JOP 2024;
- communication sur les actions prévues dans le protocole.

2.1. Gouvernance

Prévu par le protocole interministériel du 11 décembre 2015, le pilotage de la politique de soutien au sport de haut niveau relève de deux commissions interministérielles présidées par le commissaire aux sports militaires, avec une composition encadrée de ses membres.

La réforme de la gouvernance du sport français avec la création de l'agence nationale du sport nécessitera d'apporter les modifications suivantes à ce texte :

- le directeur de l'Agence nationale du sport est membre de droit de la commission de recrutement, d'avancement et de reconversion des sportifs de haut niveau, ainsi que de la commission d'évaluation de la performance du ministère des armées. Il peut se faire représenter;
- le commissaire aux sports militaires, représentant le ministère des armées et le ministère de l'intérieur, est membre de droit de l'agence nationale du sport. Il peut se faire représenter.

2.2. Soutien aux sportifs de haut niveau

Le soutien du ministère des armées et du ministère de l'intérieur au sport de haut niveau permet à la France d'obtenir des résultats sportifs exceptionnels au niveau national et international. Ce soutien offre à chaque athlète un statut social, une formation professionnelle, des perspectives de reconversion et un cadre de valeurs communes avec les forces armées.

L'accompagnement socioprofessionnel des sportifs de haut niveau, ainsi que l'harmonisation de leurs parcours professionnels constituent des enjeux majeurs qu'il convient de renforcer et de développer.

2.2.1. Sous-objectif 1 : renforcer le soutien au profit des sportifs de haut niveau des fédérations olympiques et paralympiques dans la perspective des JOP 2024 avec un effort sur les disciplines paralympiques et la mixité

Afin de contribuer au succès sportif de la France aux JOP 2024, le ministère des armées et le ministère de l'intérieur (gendarmerie) soutiendront un nombre de sportifs plus important, à définir, en particulier au profit des disciplines paralympiques, passerelles éventuelles pour les blessés militaires, tout en respectant la mixité dans le recrutement.

Les ministères mettront en place une stratégie de recrutement à partir des principes suivants :

- privilégier le recrutement de SHND dans des disciplines sportives olympiques et paralympiques ciblées « Paris 2024 », en s'appuyant sur la politique des sports relative à la haute performance;
- développer les disciplines paralympiques et garantir la mixité en cohérence avec les politiques ministérielles;
- conserver les disciplines sportives non olympiques à forte culture militaire afin de maintenir le lien opérationnel entre le sport de haut niveau et l'expertise militaire;
- assurer une gestion des flux à périmètre constant en cohérence avec le projet de performance sportive défini par les fédérations sportives et les intérêts des ministères.

Le recrutement des sportifs de haut niveau sera fait dans le respect du statut général des militaires, ou au sein du personnel civil de la défense pour les athlètes relevant du handisport.

Dans ce cadre, le ministère des sports, après consultation de l'Agence nationale du sport, s'engage à proposer au ministère des armées et au ministère de l'intérieur des profils de sportifs de haut niveau correspondant à la stratégie de recrutement décrite ci-dessus. Les candidatures sont présentées à la commission de recrutement, d'avancement et de reconversion présidée par le commissaire aux sports militaires.

Le ministère des armées et le ministère de l'intérieur s'engagent à fournir un effort temporaire en proposant une trajectoire de recrutement des sportifs de haut niveau couvrant la période 2020/2025 favorisant, après les JOP en 2024, la reconversion dans le personnel de ces deux ministères des sportifs ainsi recrutés.

En cours d'année 2019, le ministère des armées, le ministère de l'intérieur et le ministère des sports, en lien avec l'Agence nationale du sport, évalueront le nombre d'athlètes supplémentaires nécessaires et la trajectoire de recrutement, afin de lancer les nouveaux recrutements dès 2020.

2.2.2. Sous-objectif 2: Favoriser l'insertion des sportifs au sein des forces armées et du personnel civil de la défense après les JOP en France en 2024

Après les JOP en France de 2024, des sportifs de haut niveau arriveront au terme de leur projet sportif, perdront leur statut de sportif de haut niveau et se trouveront, pour certains, en situation de recherche d'emploi.

Les cibles prioritaires du recrutement du ministère des armées et du ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale) sont les jeunes Français dotés d'aptitudes physiques et morales particulières, gages de leur efficacité opérationnelle à l'étranger comme sur le territoire national.

Dans le respect du statut général des militaires, pour la population concernée, et de leurs capacités de recrutement, les ministères s'engagent à :

- favoriser l'insertion professionnelle dans les forces armées des athlètes ayant perdu définitivement le statut de sportif de haut niveau après les JOP en 2024, les athlètes en situation de handicap pouvant faire l'objet d'une attention particulière, selon un mode de reclassement spécifique au sein du personnel civil de la défense. Ces sportifs seront proposés par les fédérations sportives aux deux ministères dans le cadre de la commission de recrutement, d'avancement et de reconversion présidée par le commissaire aux sports militaires. Les fédérations sportives proposeront des candidats qui répondent aux valeurs de l'institution militaire : loyauté, courage, esprit d'équipe et patriotisme ;
- organiser des campagnes d'information sur les métiers militaires ou tout autre type d'opération proposée par les fédérations sportives au profit des sportifs relevant du projet de performance fédéral (PPF) sur la période 2019/2025.

2.2.3. Sous-objectif 3 : Améliorer le parcours professionnel des SHND

La progression de carrière est étroitement liée à la réalisation d'un parcours de formation professionnelle. Chaque étape est composée d'une formation militaire ou civile et d'une formation fédérale qui valident une formation de spécialité. Les formations militaires et civiles sont réalisées sous la responsabilité du CNSD. Les formations de spécialité sont obtenues par équivalence à l'obtention de formations sportives qualifiantes dont la responsabilité revient au ministère des sports et des fédérations sportives.

Ce dispositif offre au sportif un équilibre essentiel à la haute performance, en lui permettant de se libérer des contraintes administratives liées à son engagement et de se concentrer pleinement sur ses objectifs sportifs.

Afin d'optimiser le dispositif en vue des JOP 2024 en France, les ministères s'engagent à :

- harmoniser davantage le parcours professionnel des SHND favorisant la mise en œuvre de parcours plus cohérents, lisibles et attractifs ;
- étudier l'extension de la durée, au-delà de 6 ans, des contrats d'agent civil de la défense dédiés aux SHND en situation de handicap. Cette mesure vise à faciliter l'accompagnement socioprofessionnel des sportifs de haut niveau sur plusieurs Jeux paralympiques ;
- faciliter la reconversion en renforçant les relations entre le ministère des armées et le ministère de l'intérieur, l'agence de reconversion de la défense, les fédérations sportives et le ministère des sports. Cette mesure vaut également pour les SHND en situation de handicap ;
- favoriser l'avancement d'échelons et de grades en fonction de résultats particulièrement exceptionnels (médailles aux Jeux olympiques/paralympiques, titres mondiaux et européens) ou de comportements méritants et d'une éthique exemplaire dans le cadre d'une politique cohérente de gestion de carrière des SHND.

2.3. Soutien aux fédérations sportives olympiques/paralympiques

L'organisation des JOP en France en 2024 permettra de recenser les soutiens déjà offerts par le ministère des armées et le ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale) au profit du sport de haut niveau français, et éventuellement de mobiliser de nouvelles ressources en vue de répondre aux besoins exprimés par les fédérations olympiques et paralympiques concernées par les JOP 2024, dans la limite des moyens humains, matériels et financiers accordés par les ministères des armées et de l'intérieur.

Les parties s'engagent à coopérer dans les domaines suivants :

- coopération technique ;
- collaboration scientifique ;
- coopération médicale ;
- soutien spécifique aux fédérations paralympiques.

Pour ce faire, l'Agence nationale du sport est chargée de centraliser, d'identifier et de hiérarchiser les besoins, dans les domaines cités *supra* exprimés par les fédérations olympiques et paralympiques, et de les proposer au CNSD chargé de l'étude de faisabilité et de soutenabilité financière, en liaison avec les armées, directions et services du ministère des armées et le ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale).

2.3.1. Sous-objectif 1: coopération technique

Les échanges techniques entre les moniteurs de sport militaire et les cadres techniques des fédérations sportives contribuent à améliorer les méthodes d'entraînement, aussi bien pour la préparation physique opérationnelle des militaires que pour la recherche de la performance des sportifs de haut niveau. Le renforcement d'une telle coopération sera bénéfique à l'approche des Jeux.

Dans le respect des compétences et des stratégies de performance des différentes fédérations sportives concernées, les parties s'engagent à :

- développer des stages de cohésion et d'aguerrissement des équipes de France fédérales à l'occasion des regroupements des SHND au CNSD et dans les unités opérationnelles où sont inculqués l'«esprit guerrier» et les valeurs militaires qui en découlent (audace, dépassement de soi, cohésion, esprit d'équipe...) dans le respect de la politique d'hébergement;
- intégrer des sportifs de haut niveau à potentiel olympique/paralympique et des cadres techniques fédéraux dans les sélections nationales militaires «valides» ou «blessés», afin de participer à des compétitions internationales militaires, d'acquérir une expérience du haut niveau et de permettre aux fédérations sportives un suivi technique spécifique;
- développer les disciplines paralympiques au sein des équipes de France militaires des blessés, avec l'appui de l'agence nationale du sport, des fédérations sportives et du CPSF;
- encourager la recherche et le développement de matériels de soutien et d'équipements nouveaux pour faciliter la pratique du sport des personnes handicapées, qui peut nécessiter l'adaptation de matériels prothétiques spécifiques;
- faciliter l'accès aux formations et aux diplômes (allègements, dispenses, équivalences) conduisant à un diplôme d'État du ministère des sports aux moniteurs de sport militaires, afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de la formation de l'encadrement sportif des unités militaires, des clubs affiliés aux fédérations sportives, ainsi que des sélections nationales, en particulier dans les disciplines paralympiques;
- favoriser la participation des cadres des équipes de France militaires aux formations ou stages des sélections nationales, proposées aux entraîneurs nationaux par les directions techniques nationales des fédérations sportives;
- renforcer les interventions des sportifs de haut niveau au profit des blessés du ministère des armées et du ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale), pour partager le courage des blessés, l'expérience des sportifs de haut niveau et les encouragements mutuels et renforcer la solidarité entre les sportifs et les militaires.

2.3.2. Sous-objectif 2: collaboration scientifique

Les facteurs de la performance sportive sont nombreux, complexes et étroitement liés aux progrès scientifiques et technologiques.

Les fédérations et leurs athlètes de haut niveau doivent pouvoir s'appuyer sur l'expertise militaire en matière de recherche et de développement, indispensable aussi bien à l'efficacité opérationnelle des forces armées qu'à la performance sportive.

Dans ce cadre, les parties s'engagent à :

- favoriser les coopérations entre leurs centres d'expertises respectifs sur des axes de recherche préalablement définis et conjointement acceptés entre l'agence du sport et le ministère des armées;
- développer l'innovation en faveur de la haute performance;
- garantir la confidentialité des échanges.

2.3.3. Sous-objectif 3: coopération médicale

En accord avec les commissions médicales des fédérations concernées, les parties favorisent la mise en œuvre d'actions de partenariat ayant pour objectif de :

- permettre au personnel médical et paramédical des armées de s'initier aux protocoles utilisés par les fédérations sportives pour le suivi médical des sportifs de haut niveau, l'évaluation des performances et la thérapeutique;
- associer le service de santé des armées aux réunions, séminaires et groupes de recherche organisés par le mouvement sportif pour le sport valide et en situation de handicap;
- participer activement aux études et recherches menées conjointement par le service de santé des armées et le CNSD en vue d'améliorer la prise en charge et le suivi des sportifs, en particulier dans le cadre de la prévention des blessures et de la «réathlétisation» post-blessure.

2.3.4. Sous-objectif 4: soutien spécifique aux fédérations paralympiques

Reconnaissant des sacrifices consentis et des souffrances éprouvées par ses militaires blessés, la France a le devoir de les assister et de les accompagner dans leur parcours de réadaptation et de réinsertion sociale et professionnelle.

Dans ce cadre, le sport occupe une place essentielle. La pratique sportive encourage en effet les rapports sociaux, permet de lutter contre le stress et l'isolement en favorisant le dépassement de soi et la solidarité : elle concourt ainsi à la reconstruction physique et mentale des blessés.

Sur la base du volontariat, la pratique de « haut niveau » doit être facilitée pour les blessés qui en ont le potentiel. Ainsi, lorsque le militaire blessé le souhaite, il convient de lui donner des objectifs de progression et l'accompagnement qui lui permettront ultérieurement d'accéder à la compétition militaire et civile et ainsi d'intégrer les exigences de la pratique sportive de haut niveau.

Dans le respect des compétences des fédérations sportives et des instances sportives nationales ou internationales concernées, les parties s'engagent à œuvrer auprès du mouvement sportif pour :

- organiser des stages d'identification et de sélection des militaires blessés. Ces regroupements permettront aux sportifs de se connaître, de choisir des disciplines, de déterminer des objectifs sportifs, mais également d'obtenir les renseignements nécessaires à l'obtention d'un appareillage adéquat ;
- orienter les blessés volontaires vers des structures adaptées, voire des entraîneurs qualifiés dans la performance sportive. Le cas échéant, il s'agira de conseiller les entraîneurs dans leurs approches pédagogiques et techniques liées aux disciplines paralympiques ;
- organiser des stages de perfectionnement technique par discipline pour les militaires blessés sélectionnés ;
- mutualiser, par discipline (été et hiver), les stages d'entraînement entre les équipes de France fédérales et les sélections militaires handisport ;
- mettre en place une plate-forme de suivi personnalisé et d'aide à distance en matière d'entraînement ;
- intégrer des blessés aux compétitions nationales civiles et militaires et internationales (sous l'égide du conseil international au sport militaire) en créant des épreuves catégorielles spécifiques dans lesquelles des « blessés sportifs » pourront participer. Les meilleurs auront accès aux compétitions « haut niveau » ;
- utiliser, selon les besoins des fédérations sportives délégataires, le CNSD comme centre d'entraînement des sélections nationales dans les disciplines paralympiques, afin de faciliter également la prise en compte des blessés militaires dans leur parcours de reconstruction et potentiellement de sportif de haut niveau ;
- favoriser l'accès des moniteurs militaires aux formations des diplômes fédéraux spécifiques aux sportifs en situation de handicap des fédérations partenaires ;
- permettre à des blessés militaires et à leurs familles d'assister à des événements sportifs organisés par la Fédération française handisport, la Fédération française de sport adapté et des fédérations délégataires d'une discipline au programme des Jeux paralympiques (ex. : championnats nationaux et internationaux) ;
- attribuer des places aux Jeux olympiques et paralympiques en France aux blessés militaires et à leurs familles.

2.4. Intégration du CNSD dans le réseau des établissements sportifs soutien à la préparation des JOP 2024

Le protocole interministériel du 11 avril 2005 a posé les fondations juridiques du partenariat entre le ministère des sports et le ministère des armées dans le développement de l'école interarmées des sports, intégrée dans le Centre national des sports de la défense, entièrement rénové en 2014. Les missions de l'établissement visent aujourd'hui à satisfaire prioritairement les besoins opérationnels du ministère des armées, mais aussi à prendre en compte les besoins en performance sportive exprimés par le mouvement sportif français.

Fort de son expertise dans le handisport grâce au soutien aux blessés militaires, de la qualité de ses infrastructures reconnue par le ministère des sports (label réseau grand INSEP), de ses relations avec les fédérations sportives nationales et internationales, le CNSD est capable d'accompagner les équipes nationales olympiques et paralympiques vers la haute performance dans des disciplines en adéquation avec ses installations, dans le cadre des JOP 2024.

Dans le respect des compétences des collectivités territoriales sollicitées, des fédérations sportives et des instances sportives nationales ou internationales concernées, les parties s'engagent à œuvrer auprès des différents acteurs du sport pour :

- faciliter l'accueil au CNSD de boursiers étrangers dans le cadre du programme de solidarité olympique du CIO ;
- étudier la candidature du CNSD comme centre d'entraînement olympique/paralympique susceptible d'accueillir des sportifs français et étrangers, dans le cadre de la préparation des JOP 2024 en France, et les modalités de financement des investissements associés à cet objectif ;
- lancer une étude de faisabilité pour une construction au CNSD, avec un financement interministériel et le concours financier des collectivités locales, d'hébergements consacrés au handisport visant à la haute performance sportive, l'accueil de blessés militaires et de leurs familles, sur le modèle des « maisons des blessés », et ouverts aux associations sportives civiles spécialisées dans le handicap ;
- tester les infrastructures sportives prévues pour les JOP 2024 en organisant des compétitions militaires internationales en liaison avec le COJO et le conseil international du sport militaire.

2.5. Communication

Les ministères s'engagent à communiquer sur l'ensemble des actions décrites dans le protocole, afin d'accroître la visibilité auprès du grand public du soutien du ministère des armées et du ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale) au sport de haut niveau français et de renforcer leurs liens avec la nation, en particulier avec la jeunesse de France, en insistant sur les valeurs véhiculées par les armées et le sport.

Pour ce faire, une stratégie de communication sera élaborée par les services experts du ministère des armées, du ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale) et du ministère des sports visant à planifier des actions communes de communication sur la période 2020/2025.

3. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PRÉSENT PROTOCOLE

3.1. Pilotage du protocole

Pour les cas relevant du champ d'application du présent protocole, un comité de pilotage (COPIL) se réunit une fois par an.

3.1.1. Composition

Les membres du COPIL, qui peuvent désigner leur représentant, sont, avec représentation possible :

- co-présidents :
 - la ministre des armées ;
 - le ministre de l'intérieur ;
 - la ministre des sports ;
 - la secrétaire d'état auprès du Premier ministre chargée des personnes handicapées.
- membres permanents du ministère des armées et du ministère de l'intérieur (gendarmerie nationale) :
 - le chef d'état-major des armées ;
 - les chefs d'états-majors d'armées (marine, terre, air) ;
 - le secrétaire général pour l'administration ;
 - la directrice centrale du service de santé des armées ;
 - le directeur général de la gendarmerie nationale ;
 - le commissaire aux sports militaires.
- membres permanents du ministère des sports et du mouvement sportif :
 - le directeur des sports ;
 - le directeur général de l'Agence nationale du sport ;
 - le président du CNOSF ;
 - le président du CPSF ;
 - le président du comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024.
- membres permanents du secrétariat d'état auprès du Premier ministre chargé des personnes handicapées :
 - la directrice de cabinet de la SEPH ;
 - la secrétaire générale du secrétariat général du comité interministériel du handicap (SGCIH).

Des organismes ou services des ministères et du COJO pourront être sollicités autant que de besoin.

Le secrétariat du COPIL est assuré par le ministère des armées.

3.1.2. Attributions

Le COPIL suit l'exécution du protocole, analyse les besoins et les difficultés rencontrées et propose les solutions appropriées.

3.2. Mises à jour

En tant que de besoin, le présent protocole sera mis à jour.

Le COPIL peut proposer l'ouverture du protocole à de nouveaux acteurs en fonction de son évolution.

3.3. Modalités d'arbitrage éventuel

Les éventuelles difficultés ou besoins d'arbitrage rencontrés dans l'application du présent protocole feront l'objet de propositions d'arbitrage à soumettre aux ministères respectifs.

3.4. Conventions particulières

Des conventions particulières seront, autant que de besoin, conclues entre les ministères et les différents partenaires pour l'application des dispositions du présent protocole.

3.5. Durée et modification du protocole

Le protocole entre en vigueur à la date de sa signature. Il est conclu jusqu'aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024. Il peut être modifié par avenant d'un commun accord entre les parties.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPLICATION

Le présent protocole sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur, au *Bulletin officiel* des armées et au *Bulletin officiel* du ministère des sports.

Fait le 16 septembre 2019.

La ministre des armées,
FLORENCE PARLY

La ministre des sports,
ROXANA MARACINEANU

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTOPHE CASTANER

*La secrétaire d'État auprès du Premier ministre,
chargée des personnes handicapées,*
SOPHIE CLUZEL

A N N E X E

LEXIQUE

- CIO : Comité international olympique.
CNSD : Centre national des sports de la défense.
COJO : Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques 2024.
COPIL : Comité de pilotage.
CPSF : Comité paralympique et sportif français.
FFH : Fédération française handisport.
FFSA : Fédération française de sport adapté.
JOP : Jeux olympiques et paralympiques en 2024.
SHND : Sportif de haut niveau de la défense.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1925368S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée aux auditeurs et auditrices asile, ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement :

1° À la direction territoriale de Montrouge :

Mme Laura Campos, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur;

Mme Halima Hamada, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur;

Mme Manon Roux, jusqu'au 31 mai 2020 inclus.

2° À la direction territoriale de Strasbourg :

Mme Marion Bouquard, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur;

Mme Marie Vogt, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur;

M. Emilien Bongras, jusqu'au 31 août 2020 inclus;

Mme Hélène Koalaga, jusqu'au 31 août 2020 inclus;

M. Daniel Salvat, jusqu'au 31 août 2020 inclus.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature du directeur général
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1925527S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret n° 60-1066 du 4 octobre 1960 portant publication de la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puisseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, en tant que de besoin, toutes réquisitions de la force publique, ainsi que tous actes administratifs, décisions individuelles, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 2

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puisseux, secrétaires généraux adjoints, et à Mme Sophie Pegliasco, directrice de cabinet, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toutes décisions individuelles prises en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-4, L. 711-6, L. 712-2, L. 712-3, L. 721-2, L. 721-3, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16, L. 752-3 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions, toutes réponses aux demandes de l'autorité judiciaire et, d'une manière générale, tous documents, certificats, courriers ou actes relevant de leurs attributions, et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 3

Délégation est donnée à M. Jean-François Saliba, secrétaire général, ou en son absence, à MM. Pascal Baudouin et Anatole Puisseux, secrétaires généraux adjoints, M. Pierre Couturier, conseiller technique, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 4

Délégation est donnée à M. Thierry Doucement, adjoint du chef du service des ressources humaines et de la formation professionnelle, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement et de délégation concernant la gestion des ressources humaines et la formation professionnelle de l'office.

Article 5

Délégation est donnée à M. Marc Nedelian, chef du bureau de la gestion des compétences, et Sébastien Boiron, chef du bureau des emplois et carrières, et Mme Cécile Le Gall, chef du bureau des rémunérations, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

Article 6

Délégation est donnée à Mme Pascale Doucement, chef du service du budget, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions relevant de ses attributions, tous engagements comptables, ordonnances de paiement, de virement concernant la gestion administrative et financière de l'office.

Article 7

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, à Mme Régine Bordes, chef du service de l'interprétariat, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Michel Nunez, à MM. Jean-Paul Levi, chef du service de l'informatique, et Philippe Truy, chef du service des moyens généraux, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes administratifs, certificats, décisions, relevant de leurs attributions respectives.

Article 8

Délégation est donnée à Mme Emilie Dubuc, MM. Juan De Vasconcelos et Alexis Raymond, secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer au service de l'interprétariat, à l'effet de signer les bons de commandes de prestations d'interprétariat et de traduction nécessaires à l'activité de l'office.

Article 9

Délégation est donnée à M. Mourad Derbak, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Aline Montaubrie, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 812-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des apatrides.

Article 10

Délégation est donnée à M. Pascal Roig, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à M. Ghislain de Kergorlay, attaché d'administration de l'État hors classe, adjoint du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 221-1, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et de formuler les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du même code, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 11

Délégation est donnée à Mme Laurence Duclos, attachée d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Valérie Vivien, attachée principale d'administration de l'État, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et de l'article 1^{er} du décret n° 2018-385 du 23 mai 2018 portant expérimentation de certaines modalités de traitement des demandes d'asile en Guyane, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 12

Délégation est donnée à Mme Sylvie Jimenez, MM. Franck Eyheraguibel et Guillaume Lefebvre, attachés d'administration de l'État hors classe, chefs de division, et, en leur absence, à leurs adjoints, M. François Doyharçabal, attaché d'administration de l'État hors classe, Mme Leïla Benshila-Kesen et M. François Corbin, attachés principaux d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 711-6, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité.

Article 13

Délégation est donnée à M. Georges Barbière, attaché d'administration de l'État hors classe, Mmes Christine Bargoin, Sylvie Bergier-Diallo, Delphine Bordet, Leïla Chebbi, Marie Despretz, Frédérique Dupont, Sandra Fayolle, Véronique Péchoux, Adrienne Rodriguez Cruz et Jeanne Ruscher, MM. Tanguy Coste-Chareyre, Matthieu Leblic, Olivier Monlouis, Alexis Reversat, Jean-Michel Salgon et Nicolas Wait, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Marie-Anne Berlioz, Sakina Boukhaima-Bonne, Isabelle Castagnos, Camille Désert, Diane Jeremic, Anita Martins, Elsa Mattéodo, Mélina Pelé, Marie Ripert, Charlotte Rouillard, Estelle Toureau et Catherine Vignon, MM. Michaël Bérardan, Joris Eberhardt, Philippe Gabsi Botto, Edouard Gaussares, Lucas Guffanti, Martin Labrousse, Julien Limare, Vincent Parral, Grégory Pienoz et Erwan Soquet, attachés d'administration de l'État, Mme Lucie Combattelli et M. Loïc Vercaemst, officiers de protection contractuels, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 14

Délégation est donnée à M. Didier Mouton, attaché d'administration de l'État hors classe, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 15

Délégation est donnée à Mme Maud Benoist et M. David Toledano, attachés principaux d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Line Abarah, Meltem Bailly, Gwenaële Blere, Caroline Boudou, Madeline Brocchetto, Maria-Luz Carbajosa Julia, Hélène Carton-Garrone, Elodie Clerc, Pauline Cousquer, Cécile Dauphin, Fatoumata Diarra, Armelle Dieudegard, Sophie Estèbe, Anne Eyraud Kodais, Floriane Grillet, Jeanne Guegan, Laëtitia Herlin, Milka Kahn, Anna-Lou Kleinschmidt, Sarah-Laure Kutek, Laëtitia Langlois, Maëlle Le Bris, Isabelle Lecoer, Yacinthe Le Grand, Stéphanie Lescieux, Adélia Machado-Gomes, Françoise Marias, Julie Naël, Lilit Oskeritsian, Hélène Paveto Gaubrie, Violaine Pitty, Anila Poher, Magali Prats, Pauline Querbes, Emilie Rozier, Vanessa Sarti, Laëtitia Stora, Kady Traore et Ingrid Werler, MM. Murat Aysel, Sébastien Conan, Etienne Casemajor Loustau, Michel Diricq, Antoine Dubois, Emmanuel Haentjens, Mohamed Hamdani, Benoît Hemelsdael, Kevin Iselin, Frédéric Manquat, Farid Nasli Bakir, Arthur Pons et Gilles Wallon, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Amina Bouchene, Milena Creff, Emeline Dubois, Julie Laverne, Charlotte Le Pelletier de Woillemont, Héloïse Levoir, Elisa Martini, Aloyse Oertli et Anaïs Petinelli-Breil, MM. Marc Da Piedade, Charles Jacob, Jérémie Schwartz, Benjamin Tailhefer et Matthias Waller, officiers de protection contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-11 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, se rapportant à leurs attributions, à l'exclusion des décisions mettant fin au statut de réfugié ou au bénéfice de la protection subsidiaire.

Article 16

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, Mme Coralie Capdeboscq, attachée d'administration de l'État hors classe, chargée de mission, Mme Céline Seyer et M. Michel Eyrolles, attachés principaux d'administration de l'État, Mme Lola Maze, attachée d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes concernant l'engagement d'actions en justice ou la défense de l'office devant les juridictions ayant à connaître du contentieux des réfugiés ou de la mise en cause de la responsabilité de l'office, tous actes visés aux articles 40 du code de procédure pénale et à l'alinéa 2 de l'article L. 722-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes réponses aux demandes de réquisition de l'autorité judiciaire se rapportant aux attributions des services placés sous leur autorité, ainsi que tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13, L. 723-16 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 17

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 18

Délégation est donnée à M. Johan Ankri, attaché principal d'administration de l'État, chef de division, M. Michel Eyrolles, attaché principal d'administration de l'État, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive ou de refus d'accès portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 19

Délégation est donnée à M. Lakdar Kriouche, secrétaire administratif de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Carole Thine, adjointe administrative principale de 1^{re} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Géraldine Crespil et Dahbia Djoudi et M. Madjid Badaoui, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Pauline Salomon, adjointe administrative de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Marlène Pezo et M. Patrice Cabaret, adjoints administratifs de chancellerie, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, toute décision positive portant sur la communication des documents administratifs prise en application des articles L. 311-1 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 20

Délégation est donnée à M. Frédéric Petit-Jean, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de la division de l'accueil, des convocations, de l'interprétariat et des missions, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à son adjoint, M. Pascal Lieutaud, attaché principal d'administration de l'État, à Mme Anne Lise Marzal, attachée principale d'administration de l'État, chef du service de l'introduction, de l'accueil et du courrier, à Mmes Kaysone Cremoux et Caroline Pierson, M. Stéphane Ysmal, attachés d'administration de l'État, M. Grégory Gabriel, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Marie-Josée Baramble et Corinne Sabas, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, chefs d'unité, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 551-3, L. 723-13 (1^o et 3^o) et R. 723-1, alinéa 3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 21

Délégation est donnée à Mmes Yasmina Ben Haddou, Barbara Coutard et Frédérique Dubois, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Maywash Afzal-Israr, Sabrina Agostini, Ghania Ammarkhodja, Sabrina Anatole, Soria Bassim, Jacqueline Beausseron, Kaoûtir Ben Abdelfadel, Christelle Branthome, Isabelle Buteau, Marie Laurence Cardia, Fatima Chahboun, Maria-Louisa Diarra, Ghislaine Eniona, Adama Faye, Inès Gassab, Laure Guillet, Senay Guventurk, Smina Hadjici, Christelle Kujoukian, Lylia Larinouna, Dominique Lefebvre, Jeanine Lourenço, Parilgna Ou, Lydia Outaleb, Corinne Robert et Marie-Josée Urgin, MM. Yacine Bouzahir, Telly Gotin, Michel Louiset, Didier Meslin, Serge Petitcoulaud, Vincenzo Romano, Philippe Saadoun et Martin Sureau, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sonia Da Cunha Mota, Baya Hammani, Farah Kassou, Estelle Nabo, Johana Rémy, Audrey Reutter et Liliane Rossetto, M. Mikaël Loucano, adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Voahangy Ainasoa Andriantsaraharifara, Nathalie Bernardo, Lydia Berthollet, Ashley Guehi, Carole Lefèvre, Ludvine Linéré, Priscilla Lourenço, N'Deye Fatou N'Dour, Laëtitia Paroty, Guessy Soukouna Gassama, Chloë Tisseront et Tiguida Toure, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les lettres d'introduction prévues à l'alinéa 3 de l'article R. 723-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 22

Délégation est donnée à M. Ludovic Champain-Sellier, attaché d'administration de l'État hors classe, chef de division, et, en son absence, à Mme Hamida Echikr, attachée d'administration de l'État hors classe, adjointe du chef de division, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'actes d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs ou de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire en application des articles L. 711-4, L. 711-6, L. 712-3 et L. 752-3 du même code, tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

Article 23

Délégation est donnée à Mme Johanne Mangin, attachée d'administration de l'État hors classe, Mmes Béatrice Bigot, Anne-Charlotte Lelong, et Anne-Sophie Mocquet, attachées principales d'administration de l'État, Mmes Ingrid Perianin, Nathalie Roya-Pinguet et Anne Villemain-Secanella, attachées d'administration de l'État, chefs de section, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs

et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, toutes décisions portant sur la fin du statut de réfugié ou du bénéfice de la protection subsidiaire, ou la renonciation à ceux-ci, ainsi que tous actes individuels se rapportant aux mineurs.

Article 24

Délégation est donnée à M. Eric Bakhoun, attaché principal d'administration de l'État, chef de bureau, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 25

Délégation est donnée à MM. Bertrand Gourbat et Dominique Mérian, attachés principaux d'administration de l'État, Mmes Eve-Emmanuelle Bardou, Héloïse Bécart, Isabelle Clisson, Maryline Hervouet-Gaeta, Marie-Christine Ilchev, Véronique Lévêque, Annabelle Ligout et Géraldine Roche, MM. Robert Arakelian et Olivier Mazaud, attachés d'administration de l'État, officiers de protection, Mmes Léna Bonaud et Louisa Saoudi, officiers de protection contractuels, Mmes Elise Goncalves et Komdeuane Truy, M. Benoît Séverac, secrétaires administratifs de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, Mme Régine Riefolo, MM. Aurélien Rochard et Ruddy Thrace, secrétaires administratifs de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sarah Andres, Cinthia Angol, Aziza Aouchiche, Anissa Assani, Nadine Ayivi-Koutodjo, Camille Bonnin, Emilie Brunet, Aurélie Canaud, Anne-Sophia Chemin, Lise David, Aurélie Decorde, Farida Delforge, Pauline Kalla, Karine Larivet, Preecila Lieou, Malika Madache, Karima Messaoui, Imelda N'Kouikani, Mireille Notarianni, Céline Renia, Voara Jaumonnet, Pauline Robert, Kabika Roy, Fanny Samson-Le Roux et Valérie Tedde, MM. Stanley Corantin, Julien Forain, Nicolas Méry, et Laurent Vessella, secrétaires administratifs de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, M. Ludovic Burlot, agent technique et de gestion de niveau supérieur, et Mme Mathilde Chêne, secrétaire administrative spécialisée, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides tous certificats tenant lieu d'acte d'état civil, tous extraits, copies, livrets de famille, certificats administratifs et de coutume établis en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 26

Délégation est donnée à Mmes Anne Angeleau et Bernadette Morin, secrétaires administratives de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Sylvie Piat, Estelle Tenaillon et Elise Voeuk, adjointes administratives de chancellerie, Mmes Mablé Agbotounou, Jennifer Arnerin, Annick Bazin, Saliha Bada, Hadika Benmahammed, Nathalie Cavalière, Farida Chetti, Joëlle Dardour, Amélie Gaby, Nathalie Gillon, Tatiana Huang-Kuan-Fuck, Madeline Jeanne, Lucile Klein, Brigitte Koroglu, Valérie Lambert, Samantha Lejambre, Evelyne Mouchard, Sandrine Phetsomphou, Gwladys Régis et Sylviane Sananikone, MM. Bakary Mohamed, Rodney Lydie et Benjamin Têtu, adjoints administratifs principaux de 2^e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, Mmes Barbara Alvarez, Hanane Fouass, Zenab Fidaly, Jacqueline Kalayci, Marie-Laure Ménil, Laure Moreau, Nathalie Mounard et Safia Taleb, adjointes administratives de l'intérieur et de l'outre-mer, et Mme Nathalie Aiguadel-Jalème, Mmes Clémence Le Cam et Laura Miranda, agents contractuels, à l'effet de signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les copies des certificats tenant lieu d'actes d'état civil établies en application de l'article L. 721-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 27

Délégation est donnée à M. Dimitri Arcis, officier de protection, chef de mission, à l'effet de formuler, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, les avis prévus à l'article L. 213-8-1 du code de l'entrée et du séjour et du droit d'asile.

Article 28

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Boucher, M. Patrice Corcessin, secrétaire administratif de classe supérieure de l'intérieur et de l'outre-mer, ou, en son absence, M. Laurent Roy, adjoint administratif de 1^{re} classe de l'intérieur et de l'outre-mer, reçoivent délégation pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, si besoin, toute réquisition du concours de la force publique.

Article 29

La décision du 22 juillet 2019 portant délégation de signature du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est abrogée (INTV1921571S).

Article 30

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*

J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1926030S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Véronique Degenne, cheffe de la mission du contrôle interne et de l'audit, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mmes Valérie Gilton et Sylvana Maurade, auditrices internes, et à M. Laurent Beeler, auditeur interne, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relevant du champ de compétence de la mission du contrôle interne et de l'audit, tel que défini par la décision du 31 décembre 2013 susvisée.

Article 2

La décision du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature est abrogée (INTV1532704S).

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1926031S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Samia Khelifi, directrice de l'accueil et de l'intégration, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Esther Dominique, adjointe, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relevant du champ de compétence de la direction de l'accueil et de l'intégration tel que défini par la décision du 31 décembre 2013 susvisée.

Article 2

La décision du 1^{er} février 2019 portant délégation de signature est abrogée (INTV1903044S).

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1926032S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Nathalie Hayashi, directrice de l'asile et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Hugues Gebhardt et M. Rufin Mandaba, adjoints, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant aux champs de compétences de la direction de l'asile, telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée.

Article 2

La présente décision prend effet le 16 septembre 2019.

Article 3

La décision du 2 janvier 2019 portant délégation de signature est abrogée (INTV1835881S).

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1926033S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Marie-Cécile Folzer, directrice territoriale à Strasbourg et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Michaël Lustig, adjoint, et à Mme Elizabeth Rodriguez, adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant :

1. Aux missions dévolues à la direction de Strasbourg telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;

2. À la gestion de la direction de Strasbourg, notamment :

- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de Strasbourg, dans la limite des crédits alloués;
- au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
- aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La présente décision prend effet le 16 septembre 2019.

Article 3

La décision du 1^{er} juillet 2019 portant délégation de signature est abrogée (INTV1919418S).

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*

D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1926034S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Vincent Cramard, directeur de représentation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration au Mali, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant :

- aux missions dévolues à la représentation de l'Office au Mali telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;
- à la gestion de la représentation de l'Office au Mali et ceux relatifs au recrutement local du personnel selon la réglementation en vigueur dans le pays, après accord du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration;
- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la représentation de l'Office au Mali, dans la limite des crédits alloués.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Cramard, délégation est donnée à Mmes Assitan Sall-N'Diaye et Masega Diallo à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la représentation de l'Office au Mali, dans la limite des crédits alloués.

Article 3

La décision du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature est abrogée (INTV1532984S).

Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1926035S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);

Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Eric Rose, directeur territorial à La Réunion et, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Clément Rabiller, adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre des instructions qui lui sont données et dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et correspondances se rapportant:

1. Aux missions dévolues à la direction de La Réunion telles que définies par la décision du 31 décembre 2013 susvisée;

2. À la gestion de la direction de La Réunion, notamment:

- à l'engagement, la liquidation et le mandatement de toutes les dépenses relevant de la direction de La Réunion, dans la limite des crédits alloués;
- au renouvellement des contrats des agents vacataires (personnels infirmiers et enquêteurs logement);
- aux contrats des personnels recrutés pour deux mois maximum dans le cadre des renforts estivaux.

Article 2

La décision du 1^{er} juillet 2019 portant délégation de signature est abrogée (INTV1919419S).

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1926667S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée aux auditrices asile, ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement:

1° À la direction territoriale de Grenoble:

Mme Nathalie Montier, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur.

Mme Nabila Meslem, jusqu'au 31 juillet 2020 inclus.

2° À la direction territoriale de Paris:

Mme Déborah Plaut, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur.

Mme Audrey Gusberger, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur.

Mme Marie Diarrassouba, jusqu'au 30 décembre 2019 inclus.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*

D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 2 septembre 2019 portant délégation de signature
(Office français de l'immigration et de l'intégration)**

NOR : INTV1927237S

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 744-3 et L. 744-9;
Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration – M. LESCHI (Didier);
Vu la décision du 31 décembre 2013 modifiée portant organisation générale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée aux auditeurs et auditrices asile de la direction territoriale de Melun, ci-après désignés, à l'effet de signer les offres de prise en charge précisant les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile, ainsi que les bons de transport permettant à ces derniers de rejoindre leur hébergement:

Mme Francine Lentin, secrétaire administrative du ministère de l'intérieur;
M. Mohammed Baraka, secrétaire administratif du ministère de l'intérieur.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 septembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*

D. LESCHI

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
des étrangers en France*

**Décision du 4 octobre 2019 portant autorisation de mise en service de sas
utilisant le traitement de données à caractère personnel dénommé «PARAFE»**

NOR : INTV1928290S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.232-6 à R.232-11 ;

Vu la convention d'exploitation des sas utilisant le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé «PARAFE» signée le 24 janvier 2017 entre le ministère de l'intérieur et la société Aéroports de Paris ;

Vu l'avis de conformité, émis le 26 septembre 2019, par le directeur de la mission de gouvernance des systèmes d'information et de communication ;

Vu l'avis de conformité, émis le 30 septembre 2019, par le directeur central de la police aux frontières ;

Vu l'avis de conformité, émis le 30 septembre 2019, par le directeur de l'immigration,

Décide :

Article 1^{er}

En application de la convention signée le 24 janvier 2017, une autorisation de mise en service est délivrée, à compter de la signature de cette décision, pour les sas automatiques, basés sur la biométrie de type reconnaissance faciale, situés dans les zones de contrôles transfrontières des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et Orly fournis par la société Gemalto, utilisant le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé «PARAFE» et permettant un passage automatisé rapide aux frontières extérieures.

Article 2

La présente décision sera notifiée à la société Aéroports de Paris et publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'immigration,
H. BESANCENOT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 19 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 19 février 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale

NOR : INTC1921463A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et dans les établissements publics de l'État ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau, de service central de réseau, des services déconcentrés, et spécial de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2019 modifié portant répartition des sièges des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 19 février 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale ;

Vu les désignations des représentants du personnel effectuées par les organisations syndicales et notamment la correspondance en date du 17 juillet 2019 de la Fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur affilié Union nationale des syndicats autonomes ;

Sur proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 19 février 2019 susvisé sont ainsi modifiées :

« Est désigné en qualité de représentant titulaire du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale :

Au titre de la Fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur (UNSA-FASMI)

Au titre du titulaire :

Pierrick AGOSTINI en remplacement de Jérémie DUMONT. »

Le reste sans changement.

Article 2

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de cabinet,
H. BRICQ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 5 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1923260A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2 (2°) et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 31 juillet 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le chef d'escadron Matthieu Têtu (NIGEND: 231547 – NLS: 8085418 – NID: 0260030599) est placé en situation d'affectation temporaire, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} août 2019, en qualité d'officier de liaison au sein de la délégation aux fonctionnaires internationaux, à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 57, boulevard des Invalides, 75007 Paris 07 SP. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, adjoint du directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1924323A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2 (2°) et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté n° INTJ1429753A portant placement en situation d'affectation temporaire du 17 décembre 2014;

Vu la convention en date du 6 novembre 2014;

Vu l'avenant n° 1 en date du 8 juillet 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Jean-Claude Burlot (NIGEND : 167213 – NLS : 5227436 – NID : 8175010517) est maintenu en situation d'affectation temporaire, pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} août 2019, en qualité de chef du groupe commandement de l'escorte au groupe experts sécurité ITER au sein du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), à Marseille (13).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au sein de la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud sise 162, avenue de la Timone, 13387 Marseille Cedex 10.

Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, adjoint du directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1924326A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2 (2°) et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté n° INTJ1806293A portant placement en situation d'affectation temporaire du 5 mars 2018;

Vu la convention en date du 6 novembre 2014;

Vu l'avenant n° 1 en date du 8 juillet 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le lieutenant-colonel Didier Paté (NIGEND: 186834 – NLS: 5298523 – NID: 8413010104) est maintenu en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} janvier 2020 au 31 juillet 2024 inclus, en qualité d'adjoint au chef du groupe commandement de l'escorte au groupe experts sécurité ITER au sein du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), à Marseille (13).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au sein de la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur – zone de défense et de sécurité Sud sise 162, avenue de la Timone, 13387 Marseille Cedex 10.

Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur – zone de défense et de sécurité Sud. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, adjoint du directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. Browaëys*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 21 août 2019 maintenant en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1924327A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2 (2°) et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté n° INTJ1807843A portant placement en situation d'affectation temporaire du 20 mars 2018;

Vu la convention en date du 6 novembre 2014;

Vu l'avenant n° 1 en date du 8 juillet 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le capitaine Hervé Michaud (NIGEND : 142087 – NLS : 5272276 – NID : 8639010402) est maintenu en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} janvier 2020 au 31 juillet 2024 inclus, en qualité d'adjoint au chef du groupe privatisation de l'itinéraire au groupe experts sécurité ITER au sein du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), à Marseille (13).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au sein de la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud sise 162, avenue de la Timone, 13387 Marseille Cedex 10.

Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, adjoint du directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 21 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1924329A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2 (2°) et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 6 novembre 2014;

Vu l'avenant n° 1 en date du 8 juillet 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le colonel Erwan Le Floc'h (NIGEND: 177203 – NLS: 6037959 – NID: 9129021296) est placé en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2024 inclus, en qualité de chef du groupe experts sécurité ITER au sein du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), à Marseille (13).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au sein de la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud sise 162, avenue de la Timone, 13387 Marseille Cedex 10.

Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur – zone de défense et de sécurité Sud. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, adjoint du directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 21 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1924330A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2 (2°) et R. 4138-30 à R. 4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 6 novembre 2014;

Vu l'avenant n° 1 en date du 8 juillet 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le capitaine Michel Dastrevigne (NIGEND: 118269 – NLS: 5220716 – NID: 8205030111) est placé en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2024 inclus, en qualité de chef du groupe privatisation de l'itinéraire au groupe experts sécurité ITER au sein du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), à Marseille (13).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au sein de la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud sise 162, avenue de la Timone, 13387 Marseille Cedex 10.

Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur - zone de défense et de sécurité Sud. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, adjoint du directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 30 août 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1925123A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 27 août 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le capitaine Louis Bourillon (NIGEND: 215247 – NLS: 8068825 – NID: 9877031293) est placé en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2022 inclus, en qualité d'officier rédacteur chargé de l'élaboration de la norme en matière de législation pénale et de police judiciaire au sein de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ), à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 11, rue des Saussaies, 75008 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

Arrêté du 16 septembre 2019 portant, pour les sous-officiers de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale, application en 2019 de l'article R.4221-21 du code de la défense

NOR : INTJ1926846A

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'article R.4221-21 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2016 pris pour l'application de l'article R.4221-21 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

Le nombre maximum de sous-officiers de la réserve opérationnelle de la gendarmerie nationale susceptibles de bénéficier, au titre de l'avancement 2019, des dispositions de l'article R.4221-21 du code de la défense susvisé est fixé à 25 sous-officiers de réserve.

Article 2

Le directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie, secrétaire général
de la réserve citoyenne de défense et de sécurité,*
O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 18 septembre 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1926687A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4138-2.2 et R.4138-30 à R.4138-33;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu la convention en date du 24 juillet 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le capitaine Thibault Llosa (NIGEND: 336043 - NLS: 6758429 - NID: 0992010651) est placé en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2022 inclus, en qualité de chef analyste – chargé d'étude « animation du réseau territorial » au sein du centre ministériel de veille opérationnelle et d'alerte (CMVOA), à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 224, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 18 septembre 2019 portant placement en situation d'affectation temporaire

NOR : INTJ1926690A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4138-2.2 et R. 4138-30 à R. 4138-33 ;

Vu la loi n° 2009-971 du 3 août 2009 relative à la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie ;

Vu la convention en date du 27 août 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Dans l'intérêt du service, le chef d'escadron Julien Jourdan (NIGEND: 198667 - NLS: 8045000 - NID: 9613020318) est placé en situation d'affectation temporaire, du 1^{er} août 2019 au 31 juillet 2022 inclus, en qualité d'officier traitant zone Afrique centrale au sein de la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD), à Paris (75).

Article 2

L'intéressé exerce ses fonctions au 57, boulevard des Invalides, 75007 Paris. Pendant la période définie à l'article 1^{er}, il est administré par le service des ressources humaines du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale, à Rosny-sous-Bois. Pour toute question relative à son emploi, le référent militaire désigné est le directeur des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 22 juillet 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1918541A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Lucile PODOR est recrutée au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 1^{er} échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de musicienne (violoniste) au sein de l'orchestre de la garde républicaine, pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} septembre 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 22 juillet 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1918705A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Florian GARCIA est recruté au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 1^{er} échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de journaliste reporter d'images au sein de la direction générale de la gendarmerie nationale, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} septembre 2019.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
O. COURTET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 21 août 2019 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1924357A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Sophie Gérard est recrutée au grade de lieutenant (premier échelon - indice brut: 468), en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de psychologue clinicienne, conseillère technique régionale, localisé à Toulouse (31), au sein de la formation administrative du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne, pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} décembre 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 22 août 2019 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1924406A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 3 février 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans un emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans un emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Juliette Desauw, épouse Lievens (NIGEND: 330445 - NLS: 8046314 - NID: 259090004) est maintenue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, officière conseil en recrutement et gestion des compétences au sein de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, zone de défense et de sécurité Nord, à Villeneuve-d'Ascq (59), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Arrêté du 5 septembre 2019 conférant un grade et un emploi de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense

NOR : INTJ1922070A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L.421-2;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié, relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Audrey, Lora CROUZET est recrutée au grade de gendarme, échelle de solde spécifique des gendarmes, 1^{er} échelon, en qualité de sous-officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, pour occuper un emploi de musicienne (hautboïste) au sein de l'orchestre de la garde républicaine, pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} octobre 2019.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps des sous-officiers de gendarmerie.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 12 septembre 2019 portant attribution de la médaille d'honneur
des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels**

NOR : INTE1925742A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2017-1155 du 10 juillet 2017 relatif à la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels est décernée, à titre posthume, à M. Guillaume MASSIAS, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, à l'échelon or.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination
au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926512A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4134-2, R.4131-8 et R.4131-10;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2011 modifié fixant l'organisation générale de la scolarité des élèves admis à l'école des officiers de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Les personnels suivants, inscrits sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'école des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme ou titre conférant le grade de master ou d'un diplôme ou titre homologué ou enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au niveau I (OG UNIV), sont nommés au grade d'aspirant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019 :

Molina-Mounier Cécile	NIGEND : 375 341
Franco Aurélien	NIGEND : 416 902
Pajkic Nelson	NIGEND : 355 212
Laprugne Bérénice	NIGEND : 428 921
Pradel Tanguy	NIGEND : 373 499
Gagnerot Laura	NIGEND : 428 907
La Fay Henry	NIGEND : 428 917
Denis Marie	NIGEND : 418 572
Bergero Sophie	NIGEND : 428 898
Amice Alexandre	NIGEND : 418 586
Petitjeans Simon	NIGEND : 428 923
Tremerel Marie-Charlotte	NIGEND : 428 925
Legait Camille	NIGEND : 428 922
Benâtier Corentin	NIGEND : 418 642
Le Roch Erwan	NIGEND : 384 847
Thomas Matthieu	NIGEND : 428 924
Vérier Matthieu	NIGEND : 428 926
Le Frapper Aurélien	NIGEND : 376 039
Béroule Marie	NIGEND : 428 902
Angé Raphaël	NIGEND : 418 319
Garreau Jean	NIGEND : 420 707
Grindu Aurélie	NIGEND : 405 724
Robert Clara	NIGEND : 359 574

Article 2

Les personnels suivants, inscrits sur la liste des candidats admis au concours sur titres d'admission à l'école des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un titre d'ingénieur ou d'un titre conférant le grade de master dans une matière figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre de l'intérieur (OG TITRES), sont nommés au grade d'aspirant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019 :

Casaubieilh Charles	NIGEND : 428 909
Lemoine Antoine	NIGEND : 355 571
Aubert Olivier	NIGEND : 428 908
Philippe Geoffroy	NIGEND : 428 934
Vigouroux Romain	NIGEND : 418 563
Alexandre Anthony	NIGEND : 365 211
Mathivat Hadrien	NIGEND : 386 862
Huchet Marine	NIGEND : 342 237
Schlossman Aurélien	NIGEND : 428 937
Mérien Thibaud	NIGEND : 428 931
Donné Romain	NIGEND : 428 916
Somveille Quentin	NIGEND : 428 951
Duchêne Thibault	NIGEND : 387 617
Magniez Alexandre	NIGEND : 367 501
Leroy Antoine	NIGEND : 428 928
Bilé Tira Picos Kévin	NIGEND : 389 323
Bougerie Marine	NIGEND : 428 912
Lataguerra Paul	NIGEND : 419 737

Article 3

Les personnels suivants, inscrits sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'école des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux sous-officiers de carrière de gendarmerie titulaires d'une licence de l'enseignement supérieur général ou technologique, d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II, d'un titre ou diplôme reconnu comme équivalent à ces derniers ou d'un titre professionnel dont la liste est établie par arrêté du ministre de l'intérieur (OG SD), sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade d'aspirant à titre temporaire à compter du 7 août 2019 :

Balaguer Alexandre	NIGEND : 322 323
Genoux Firmin	NIGEND : 330 433
Fontaine Romain	NIGEND : 301 237
Pierrès Valentin	NIGEND : 349 592
Tanguy Erwan	NIGEND : 307 800
Sénié Jérôme	NIGEND : 262 799
Moly Clément	NIGEND : 242 423
La Sala Benjamin	NIGEND : 351 333
Pfeiffer Quentin	NIGEND : 336 783
Schuermans Johann	NIGEND : 318 245
Salasca Jérôme	NIGEND : 351 669
Charton Matthieu	NIGEND : 238 664
Gratien Jérôme	NIGEND : 349 190
Cueilhe Rémi	NIGEND : 341 199
Terrones Julien	NIGEND : 326 862
Schwaba Grégory	NIGEND : 348 672
Bulteel Jean-Philippe	NIGEND : 219 756
Wellecam Herwin	NIGEND : 314 629
Le Parc Thibault	NIGEND : 274 143
Legrand Guillaume	NIGEND : 207 609

Passé Geoffrey	NIGEND : 269 957
Rochette Jean-Jonathan	NIGEND : 210 442
Bruggheman Benoît	NIGEND : 226 022
Kichenama Steven	NIGEND : 311 529
Négron Audric	NIGEND : 335 682
Pérez Sébastien	NIGEND : 323 080
Roussel Fabien	NIGEND : 311 342
Pironneau Maxime	NIGEND : 352 561
Bordillon Simon	NIGEND : 348 616
Pitard Elise	NIGEND : 334 313
Ranucci Kévin	NIGEND : 309 014
Mannechez Sylvain	NIGEND : 248 286
de Boysère Geoffrey	NIGEND : 308 858
Vadré Guillaume	NIGEND : 323 902
Lozac'h Carole	NIGEND : 242 000
Lacroix Antoine	NIGEND : 341 946
Lintz Pierre	NIGEND : 314 118
Payen de la Garanderie Hugues	NIGEND : 275 050
Monborren Marianne	NIGEND : 341 960
Lainé Yann	NIGEND : 315 451
Bakhti Hafida	NIGEND : 236 238
Frigière Grégory	NIGEND : 239 923
Teiten Mathieu	NIGEND : 309 022
Thévenin Florence	NIGEND : 199 042
Weisgerber Dérine	NIGEND : 199 375
Honore Romain	NIGEND : 344 882
Gauvain Nils	NIGEND : 305 892
Bos Julien	NIGEND : 247 194
Duclos Nicolas	NIGEND : 349 576
Cauchi François	NIGEND : 312 835
Berrier Lucas	NIGEND : 248 800
Méchiné David	NIGEND : 348 781
Sanvido Alexandra	NIGEND : 341 981
Poumeyrol Alexandre	NIGEND : 225 982

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination
au grade d'aspirant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926514A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4134-2, R.4131-8 et R.4131-10;

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière, notamment son article 2;

Vu le décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 modifié portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2011 modifié fixant l'organisation générale de la scolarité des élèves admis à l'école des officiers de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Les personnels suivants, inscrits sur la liste des candidats admis au concours sur titres d'admission à l'école des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'un diplôme conférant le grade de master, dans une matière figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre de l'intérieur (OCTA TITRES), sont nommés au grade d'aspirant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019 :

Fouan Antoine	NIGEND : 323 365
Rigoulot Alexandra	NIGEND : 418 581
Bruillard Anthony	NIGEND : 378 502
Modugno Hugues	NIGEND : 428 910
Giunashvili Nino	NIGEND : 418 574
Chartrain Swann	NIGEND : 418 568
Châtellier Romane	NIGEND : 418 571

Article 2

Les personnels suivants, inscrits sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'école des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux militaires non officiers et aux fonctionnaires de catégorie B, réunissant en cette qualité au moins trois ans de service, militaire ou civil, titulaires d'un diplôme de fin de second cycle de l'enseignement secondaire général, technologique ou professionnel ou titre reconnu équivalent, d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau IV ou d'un titre professionnel dont la liste est établie par arrêté du ministre de l'intérieur (OCTA SD CAT B), sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade d'aspirant à titre temporaire à compter du 7 août 2019 :

Viallard Christophe	NIGEND : 354 709
Ramamonjisoa Larissa	NIGEND : 359 049
Cazala Marion	NIGEND : 429 311
Bazatolle Julie	NIGEND : 242 670
Meigel Julie	NIGEND : 359 930
Broucke Cécile	NIGEND : 429 304
Loliaux Valentin	NIGEND : 372 246
Turpin Cédric	NIGEND : 429 323
Lachambre Pauline	NIGEND : 336 759

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination
au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926515A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4134-2;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2011 modifié fixant l'organisation générale de la scolarité des élèves admis à l'école des officiers de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Les aspirants suivants, de recrutement OG UNIV, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2019 :

Molina-Mounier Cécile	NIGEND : 375 341
Franco Aurélien	NIGEND : 416 902
Pajkic Nelson	NIGEND : 355 212
Laprugne Bérénice	NIGEND : 428 921
Pradel Tanguy	NIGEND : 373 499
Gagnerot Laura	NIGEND : 428 907
La Fay Henry	NIGEND : 428 917
Denis Marie	NIGEND : 418 572
Bergero Sophie	NIGEND : 428 898
Amice Alexandre	NIGEND : 418 586
Petitjeans Simon	NIGEND : 428 923
Tremerel Marie-Charlotte	NIGEND : 428 925
Legait Camille	NIGEND : 428 922
Benâtier Corentin	NIGEND : 418 642
Le Roch Erwan	NIGEND : 384 847
Thomas Matthieu	NIGEND : 428 924
Vérier Matthieu	NIGEND : 428 926
Le Frapper Aurélien	NIGEND : 376 039
Béroule Marie	NIGEND : 428 902
Angé Raphaël	NIGEND : 418 319
Garreau Jean	NIGEND : 420 707
Grindu Aurélie	NIGEND : 405 724
Robert Clara	NIGEND : 359 574

Article 2

Les aspirants suivants, de recrutement OG TITRES, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2019 :

Casaubieilh Charles	NIGEND : 428 909
Lemoine Antoine	NIGEND : 355 571
Aubert Olivier	NIGEND : 428 908
Philippe Geoffroy	NIGEND : 428 934
Vigouroux Romain	NIGEND : 418 563
Alexandre Anthony	NIGEND : 365 211
Mathivat Hadrien	NIGEND : 386 862
Huchet Marine	NIGEND : 342 237
Schlossman Aurélien	NIGEND : 428 937
Mérien Thibaud	NIGEND : 428 931
Donné Romain	NIGEND : 428 916
Somveille Quentin	NIGEND : 428 951
Duchêne Thibault	NIGEND : 387 617
Magniez Alexandre	NIGEND : 367 501
Leroy Antoine	NIGEND : 428 928
Bilé Tira Picos Kévin	NIGEND : 389 323
Bougerie Marine	NIGEND : 428 912
Lataguerra Paul	NIGEND : 419 737

Article 3

Les aspirants suivants, de recrutement OG SD, sont nommés, pour la durée de la formation complémentaire, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019 :

Pruvôt Pierre-Antoine	NIGEND : 302 417
Simon Florent	NIGEND : 329 263
Guibout Ludivine	NIGEND : 317 537
Dumas Cédric	NIGEND : 219 419
Couratin Léonard	NIGEND : 328 631
Anice Yoann	NIGEND : 304 866
Lebon Nicolas	NIGEND : 303 308
Belec Vincent	NIGEND : 319 598
Bund Gaël	NIGEND : 315 244
Laubisse Vincent	NIGEND : 310 326
Mademann Cédric	NIGEND : 231 069
Beaumont Elise	NIGEND : 213 902
Ustaritz Xavier	NIGEND : 337 454
Trémeau Eric	NIGEND : 303 173
Britto Nicolas	NIGEND : 233 243
Deboudat Alexandre	NIGEND : 301 001
Boyard Pierre-Alexandre	NIGEND : 246 564
Cuzet Yann	NIGEND : 306 591
Carreca Clément	NIGEND : 306 250
Chauchard Benoît	NIGEND : 317 571
Balan Charles	NIGEND : 328 083
Cavirot Julien	NIGEND : 239 826
Pessé Loïc	NIGEND : 277 782
Mayali Christophe	NIGEND : 228 211
Tauvel Claire	NIGEND : 315 799

Lozach'Meur Manuel	NIGEND : 246 352
Querleu Victorien	NIGEND : 338 935
Soulier Matthieu	NIGEND : 329 321
Pichon David	NIGEND : 337 345
Perrochon-Bowe Julien	NIGEND : 257 248
Joussemet Fabien	NIGEND : 241 746
Anne-Marie Tony	NIGEND : 338 959
Ropiquet Joceran	NIGEND : 240 075
Boulangué Jérémie	NIGEND : 337 144
Crombez Kevin	NIGEND : 319 197
Dabard Brice	NIGEND : 216 606
Forthoffer Thomas	NIGEND : 322 598
de Colonjon Pierre-Alain	NIGEND : 341 681
Montalétang Maud	NIGEND : 308 889
Musa Jean-Gabriel	NIGEND : 245 664
Grossi Vincent	NIGEND : 335 454
Kaïm Grégoire	NIGEND : 248 025
Derweduwen Yann	NIGEND : 340 992
Chabbert Christophe	NIGEND : 339 678
Gilibert Christophe	NIGEND : 310 363
Coumel Benjamin	NIGEND : 254 539
de la Tour Florian	NIGEND : 312 955
Giacomoni Jean-Baptiste	NIGEND : 310 283
Bouton Kévin	NIGEND : 304 309
Saleur Pauline	NIGEND : 323 312
Wambecke Julien	NIGEND : 300 196
Fournet Romain	NIGEND : 273 118
Faivre Théophile	NIGEND : 301 559
Nevers Pierre	NIGEND : 315 062
Dechavanne Sébastien	NIGEND : 341 302
Montagne Mikaël	NIGEND : 341 351
Fabrini Julien	NIGEND : 187 478
Collet Axel	NIGEND : 248 461
Roos Maxence	NIGEND : 218 282
Poulin Olivier	NIGEND : 239 150
Cottin Charles-Adrien	NIGEND : 272 436
Saoudi Virginie	NIGEND : 189 108
Chambard Aurore	NIGEND : 214 011

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 septembre 2019

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination
au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926516A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4134-2;

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière, notamment son article 2;

Vu le décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 modifié portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2011 modifié fixant l'organisation générale de la scolarité des élèves admis à l'école des officiers de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Les aspirants suivants, de recrutement OCTA TITRES, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2019 :

Fouan Antoine	NIGEND : 323 365
Rigoulot Alexandra	NIGEND : 418 581
Bruillard Anthony	NIGEND : 378 502
Modugno Hugues	NIGEND : 428 910
Giunashvili Nino	NIGEND : 418 574
Chartrain Swann	NIGEND : 418 568
Châtellier Romane	NIGEND : 418 571

Article 2

Les aspirants suivants, de recrutement OCTA SD CAT B, sont nommés, pour la durée de la formation complémentaire, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019 :

Vayrette Fanny	NIGEND : 278 189
Gioudes Anne-Sophie	NIGEND : 342 682
Célot Thomas	NIGEND : 241 823
Ferrières Liliana	NIGEND : 255 270
de Benedittis Myriam	NIGEND : 351 476
Hanns Isabelle	NIGEND : 302 216
Tattu Perriot-Comte Floriane	NIGEND : 363 900
Mortier Anne-Laure	NIGEND : 343 203
Handtschoewercker Floriane	NIGEND : 418 389

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 21 septembre 2019 modifiant l'arrêté du 3 mai 2018
portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure**

NOR : INTK1926089A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10;

Vu l'arrêté du 3 mai 2018 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure,

Arrête:

Article 1^{er}

A l'échelon or de l'article 1^{er} de l'arrêté du 3 mai 2018 susvisé, est inséré le nom suivant :

M. RIBEIRO David, administrateur civil hors classe.

Article 2

A l'échelon bronze de l'article 1^{er} du même arrêté, est supprimé le nom suivant :

M. RIBEIRO David, administrateur civil hors classe.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 septembre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 56271 du 5 septembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1922993S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié fixant le régime de solde des militaires;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001, relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle;

Vu la décision n° 40255/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 25 juillet 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel »;

Vu la décision n° 40257/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 25 juillet 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « gestion logistique et financière »;

Vu la décision n° 40297/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 25 juillet 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel »;

Décide:

Article 1^{er}

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1^{er} août 2019 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « administration et gestion du personnel » dont le nom figure ci-après :

Abdou Ben	NIGEND : 393 606
Ahmed-Ali Samira	NIGEND : 390 155
Ansaldi Laëtitia	NIGEND : 399 853
Back Julie	NIGEND : 411 115
Bannier Anaïs	NIGEND : 377 145
Barbedette Élodie	NIGEND : 423 772
Bauchard Marie	NIGEND : 408 070
Belleme Vainui	NIGEND : 412 570
Bernard Adeline	NIGEND : 424 137
Bernoussi Soraya	NIGEND : 379 532
Besson Aurélie	NIGEND : 423 788
Beyeck-Rifoe Alexis	NIGEND : 424 085
Bezouaouia Khedidja	NIGEND : 423 790
Birman Tressy	NIGEND : 423 920

Boesch Nicolas	NIGEND : 423 796
Bommel Marion	NIGEND : 423 928
Bonaventure Élodie	NIGEND : 385 422
Bordes Ghislaine	NIGEND : 391 152
Boscher Kévin	NIGEND : 344 907
Boulin Orlane	NIGEND : 423 933
Bouquay Mélanie	NIGEND : 389 100
Bouquet Cédric	NIGEND : 365 304
Briffault Claire	NIGEND : 424 138
Broussou Florian	NIGEND : 423 937
Buquet Audrey	NIGEND : 423 800
Bussièrès Cyrielle	NIGEND : 363 844
Caron Florian	NIGEND : 423 975
Cubadda Moana	NIGEND : 401 917
Damour Damien	NIGEND : 399 395
David Charlotte	NIGEND : 424 012
Debras Morgan	NIGEND : 406 903
Delage Max	NIGEND : 424 010
Deloule Chloé	NIGEND : 424 030
Dequin Quentin	NIGEND : 391 012
Deschamps Laurie	NIGEND : 395 547
Dif Malaurie	NIGEND : 396 600
Dobaria Laury	NIGEND : 424 042
Douine Laura	NIGEND : 424 008
Doutte Marie	NIGEND : 423 797
Dumas Mélanie	NIGEND : 387 764
Dumont Lucie	NIGEND : 398 262
Etienne Aude	NIGEND : 423 799
Ezelin Bryan	NIGEND : 401 309
Faure-Brac Anne-Céline	NIGEND : 360 442
Fontany Mélanie	NIGEND : 423 804
Fordant Naomi	NIGEND : 410 566
Foures Célia	NIGEND : 424 031
Galdin Ingrid	NIGEND : 387 525
Garcia Julien	NIGEND : 381 836
Gérard Romain	NIGEND : 227 043
Germany Jessica	NIGEND : 423 817
Gros Michèle	NIGEND : 407 909
Guevel Estelle	NIGEND : 362 917
Hamza Sitty-Fathouma	NIGEND : 407 870
Havard Laura	NIGEND : 424 035
Hénot Sarah	NIGEND : 388 776
Hoarau Emmanuelle	NIGEND : 247 433
Houillon Laura	NIGEND : 423 776
Jacquemin Élodie	NIGEND : 378 131
Jamal Hakim	NIGEND : 424 139
Josué Gwladys	NIGEND : 396 374
Jumarie Valérie	NIGEND : 305 362
Koch Chriss	NIGEND : 423 778
Kostiwi Adeline	NIGEND : 384 917

Lahaye Charlotte	NIGEND : 268 911
Lajili Amel	NIGEND : 424 004
Langou Pauline	NIGEND : 345 638
Laurent Julie	NIGEND : 393 254
Laurent Alexandre	NIGEND : 359 259
Le Troquier Marion	NIGEND : 423 815
Lecocq Mélanie	NIGEND : 423 814
Lemaire François	NIGEND : 360 634
Lespiau Victoria	NIGEND : 374 623
Maraetaata Tetupaia	NIGEND : 423 822
Marie Marina	NIGEND : 370 953
Mathon Maxence	NIGEND : 424 140
Mauri Jessie	NIGEND : 358 994
Mauve Gaëlle	NIGEND : 420 158
Mérian Anaïs	NIGEND : 424 142
Miolanne Leila	NIGEND : 423 810
Missa Mounia	NIGEND : 212 983
Morel Mylène	NIGEND : 423 808
Motahi Cylénia	NIGEND : 419 824
Moueza Audrey	NIGEND : 422 945
Nimphort Prisca	NIGEND : 423 821
Noudjoum Fayrati	NIGEND : 387 804
Nourdine Anli-Ben	NIGEND : 424 266
Nussbaum Marjolaine	NIGEND : 424 001
Paul Amélie	NIGEND : 423 811
Payet Marie-Stéphanie	NIGEND : 424 023
Pépin Chloé	NIGEND : 408 495
Phaan Marielle	NIGEND : 412 845
Plumain Cynthia	NIGEND : 423 820
Potier Mégane	NIGEND : 423 779
Procida Angelo	NIGEND : 423 819
Razgallah Naomi	NIGEND : 419 900
Retel Stanley	NIGEND : 423 865
Rosalie Margaux	NIGEND : 381 144
Roseau Marlyse	NIGEND : 424 027
Roy Raphaël	NIGEND : 390 724
Samanos Stélia	NIGEND : 313 379
Santos-De-Lirio Joice	NIGEND : 424 143
Sault-Clain Julian	NIGEND : 423 830
Scanzi Kelly	NIGEND : 387 041
Schaeffer Amandine	NIGEND : 400 059
Sénélis Axelle	NIGEND : 396 615
Servius Irinda	NIGEND : 384 887
Sevagamy Natacha	NIGEND : 424 028
Studer Caroline	NIGEND : 423 794
Taffa Marylda	NIGEND : 424 144
Taillandier Charles	NIGEND : 424 074
Taputu Mahearii	NIGEND : 412 072
Tavere Hau-Nui	NIGEND : 424 038
Teanau Rainarava	NIGEND : 315 187

Thiriot Charlotte	NIGEND : 423 781
Thomas Cyril	NIGEND : 392 160
Tionohoue Marie-Christelle	NIGEND : 357 119
Tricaud Justine	NIGEND : 388 167
Trochu Charles	NIGEND : 398 717
Vauvray Sandy	NIGEND : 402 195
Vieuille Laura	NIGEND : 402 691
Wahnape Wahnyigö	NIGEND : 420 166
Widmann Caroline	NIGEND : 368 979
Zebe Samuel	NIGEND : 420 028

Article 2

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1^{er} août 2019 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « gestion logistique et financière » dont le nom figure ci-après :

Aubry Jimmy	NIGEND : 362 563
Bettahir Souleyman	NIGEND : 423 917
Chalet Cindy	NIGEND : 423 983
Daoud Soudadi	NIGEND : 423 907
Deboucher Xavier	NIGEND : 416 754
Desprès Michèle	NIGEND : 424 044
Gardoque Erine	NIGEND : 424 040
Minot Jean-Baptiste	NIGEND : 423 997
Paint-Koui Olliana	NIGEND : 423 999
Sako Arnaud	NIGEND : 377 455
Sevin Laurie	NIGEND : 424 259
Tamahahe Mihia	NIGEND : 424 086
Wackmenko Venant	NIGEND : 424 057

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 63 682 du 24 septembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 3
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926289S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié fixant le régime de solde des militaires;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 47 524/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 11 septembre 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « restauration collective »;

Vu la circulaire n° 25 550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001 relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle,

Décide:

Article 1^{er}

L'échelle de solde n° 3 est accordée à compter du 1^{er} octobre 2019 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie de la spécialité « restauration collective », dont le nom figure ci-après :

Barret Agnès	NIGEND : 424 136
Baudry Anaïs	NIGEND : 423 909
Fougère Ludivine	NIGEND : 369 912
Goudeau Marion	NIGEND : 346 351
Mecheri Manon	NIGEND : 354 538
Said Chloé	NIGEND : 385 002
Steyaert Florent	NIGEND : 359 964
Trojnar Jennifer	NIGEND : 404 799
Utia Naumi	NIGEND : 424 036
Vecten Amandine	NIGEND : 424 045

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 59242 du 25 septembre 2019 portant attribution
de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ1924267S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu la décision n° 39413 du 31 mai 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie (NOR : INTJ1915187S);

Vu l'instruction n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à la haute technicité des sous-officiers de gendarmerie et à la prime afférente (NOR : INTJ1901447J);

Vu la circulaire n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité (PHT) aux sous-officiers de gendarmerie au titre de l'année 2019;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général en date du 20 mai 2019;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes en date du 20 mai 2019,

Décide:

Article 1^{er}

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} octobre 2019, aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général suivants:

Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale

Bruno Laurent	NIGEND : 173 861	NLS : 8 032 130
Da Costa Marco	NIGEND : 207 844	NLS : 8 062 473

Article 2

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} octobre 2019, aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes suivants:

Région de gendarmerie de Normandie

Voirin Nicolas	NIGEND : 224 286	NLS : 8 083 965
-----------------------	------------------	-----------------

Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale

Bourliataud Guillaume	NIGEND : 224 210	NLS : 8 083 914
------------------------------	------------------	-----------------

Direction générale de la gendarmerie nationale

Croizer David	NIGEND : 224 226	NLS : 8 083 922
----------------------	------------------	-----------------

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie

Décision n° 7761 du 3 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime

NOR : INTJ1912515S

Le commandant de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15660 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828617S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} août 2019:

Espinosa Michel	NIGEND : 173 311	NLS : 8 027 636
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} août 2019:

Pétament Cyril	NIGEND : 171 366	NLS : 8 026 873
-----------------------	------------------	-----------------

Boucher Audrey	NIGEND : 196 308	NLS : 8 048 274
-----------------------	------------------	-----------------

Louvet Christophe	NIGEND : 199 925	NLS : 8 053 466
--------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} août 2019:

Traïneau Nicolas	NIGEND : 219 363	NLS : 8 071 960
-------------------------	------------------	-----------------

Le Liorzou Alexandra	NIGEND : 214 583	NLS : 8 068 696
-----------------------------	------------------	-----------------

Hébert Renaud	NIGEND : 191 611	NLS : 8 046 515
----------------------	------------------	-----------------

Dujardin Sandra	NIGEND : 239 107	NLS : 8 087 346
------------------------	------------------	-----------------

Auvray Angélique	NIGEND : 243 308	NLS : 8 096 180
-------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} août 2019:

Campenon-Boinot Arnaud	NIGEND : 311 553	NLS : 8 107 768
-------------------------------	------------------	-----------------

Le Bodo Michel	NIGEND : 312 956	NLS : 8 108 720
-----------------------	------------------	-----------------

Hervo Sébastien	NIGEND : 273 657	NLS : 8 111 018
------------------------	------------------	-----------------

Rault Gwendal	NIGEND : 320 630	NLS : 8 112 522
----------------------	------------------	-----------------

Vancoillie Clément	NIGEND : 341 988	NLS : 8 116 957
---------------------------	------------------	-----------------

Ronsain Aurélyne	NIGEND : 331 232	NLS : 8 119 102
-------------------------	------------------	-----------------

Maillard Antoine	NIGEND : 348 716	NLS : 8 117 130
-------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 juillet 2019.

*Le général, commandant par suppléance
la région de gendarmerie de Normandie,
commandant par suppléance le groupement
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*
B. ARVISSET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie

**Décision n° 10401 du 19 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1912690S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Russo Laurent	NIGEND : 146957	NLS : 6008719
----------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Brochard Alain	NIGEND : 164159	NLS : 8020713
-----------------------	-----------------	---------------

Plihon Yannick	NIGEND : 163779	NLS : 8020482
-----------------------	-----------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Michon William	NIGEND : 211140	NLS : 8066073
-----------------------	-----------------	---------------

Zimmermann Yannick	NIGEND : 177487	NLS : 8035686
---------------------------	-----------------	---------------

Blanquer Lionel	NIGEND : 200844	NLS : 8044064
------------------------	-----------------	---------------

Alix Emeline	NIGEND : 246307	NLS : 6708283
---------------------	-----------------	---------------

Perreaux Régis	NIGEND : 193625	NLS : 8047501
-----------------------	-----------------	---------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Capomaccio Anthony	NIGEND : 272130	NLS : 8143777
---------------------------	-----------------	---------------

Tissot Johann	NIGEND : 301405	NLS : 8089959
----------------------	-----------------	---------------

Herbert Raphaël	NIGEND : 329130	NLS : 8117923
------------------------	-----------------	---------------

Guilbaud Anne	NIGEND : 196779	NLS : 8053137
----------------------	-----------------	---------------

Viel Grégory	NIGEND : 226803	NLS : 8075280
---------------------	-----------------	---------------

Ropers Cécilia	NIGEND : 341066	NLS : 8110656
-----------------------	-----------------	---------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 juillet 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance
de la région de gendarmerie de Normandie,
commandant par suppléance le groupement
de gendarmerie départementale du Calvados,*

B. LOUVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 12087 du 23 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1912683S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20183 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828612S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Régnier Pascal	NIGEND : 152 503	NLS : 8 010 373
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Bois Loïc	NIGEND : 160 741	NLS : 8 017 807
Czochra Sébastien	NIGEND : 160 526	NLS : 8 017 532

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Grandaud Dominique	NIGEND : 143 873	NLS : 8 002 349
Lhuissier Joël	NIGEND : 138 837	NLS : 5 325 169
Zaïda Jean-Pierre	NIGEND : 151 854	NLS : 8 009 899
Laval Régis	NIGEND : 153 818	NLS : 8 011 566

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Giraud JérémY	NIGEND : 310 706	NLS : 8 107 886
Junca François	NIGEND : 228 008	NLS : 8 076 322
Laudy Romain	NIGEND : 256 277	NLS : 8 108 953
Lefras Yoann	NIGEND : 334 093	NLS : 8 133 663

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 juillet 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*
F. BONAVITA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Corse

**Décision n° 6132 du 25 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1912698S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Sébito Christophe NIGEND : 179 349 NLS : 8 029 591

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Gaudion Geoffroy NIGEND : 181 109 NLS : 8 030 042

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Deslandes Alain NIGEND : 143 713 NLS : 8 000 729

Faure Sandrine NIGEND : 221 074 NLS : 8 083 645

Article 4

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Neel Johnathan NIGEND : 192 117 NLS : 8 040 074

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 juillet 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance
la région de gendarmerie de Corse,
commandant par suppléance le groupement
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*
R. VAGNIER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est**Décision n° 8839 du 29 juillet 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ1912703S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2019 :

Garnier Philippe	NIGEND : 132 683	NLS : 5 295 353
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Quantin Joël	NIGEND : 120 867	NLS : 5 221 165
Lang Cédric	NIGEND : 175 484	NLS : 8 028 458
Fund Philippe	NIGEND : 181 030	NLS : 8 040 688
Hieber Emmanuel	NIGEND : 204 242	NLS : 8 054 839

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019 :

Claudot Sébastien	NIGEND : 209 202	NLS : 8 062 878
Comte Frédéric	NIGEND : 138 393	NLS : 5 324 817
Gaudé Claire	NIGEND : 176 746	NLS : 8 032 522
Denayer Jason	NIGEND : 232 231	NLS : 8 085 447
Herrero Stéphanie	NIGEND : 311 105	NLS : 8 108 059
Walter Franck	NIGEND : 201 575	NLS : 8 052 553
Goupil Véronique	NIGEND : 226 626	NLS : 8 075 051

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Jaisel Elody	NIGEND : 354 059	NLS : 8 143 767
Kech Vincent	NIGEND : 238 125	NLS : 8 082 760
Kempinski Alexis	NIGEND : 362 248	NLS : 8 144 331
Goux François-Fabien	NIGEND : 356 482	NLS : 8 143 829
Moreau Emilie	NIGEND : 327 842	NLS : 8 116 244
Poillot Thomas	NIGEND : 327 145	NLS : 8 115 540
Girard Florent	NIGEND : 306 093	NLS : 8 104 474
Pinaud Benjamin	NIGEND : 334 088	NLS : 8 133 582

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 juillet 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie
outre-mer**Décision n° 33447 du 1^{er} août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer – branche « personnel servant outre-mer et en assistance militaire technique »**

NOR : INTJ1911118S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} juin 2019 :

Panades Lionel	NIGEND : 161 053	NLS : 8017877
Zambonati Stéphane	NIGEND : 150 696	NLS : 8008495

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} juin 2019 :

Basthard-Bogain François	NIGEND : 186 001	NLS : 8034605
Rault Fabrice	NIGEND : 160 817	NLS : 8017772
Pariset Erwan	NIGEND : 171 090	NLS : 8026664
Lanier Christophe	NIGEND : 163 876	NLS : 8020645
Adam Frédéric	NIGEND : 180 425	NLS : 8029800

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Herrero Florent	NIGEND : 171 179	NLS : 8026746
Fay Marc-Étienne	NIGEND : 185 236	NLS : 8040971
Douair Saïd	NIGEND : 175 019	NLS : 8031955
Fourcade Fabrice	NIGEND : 243 146	NLS : 8088558
Brongo Nicolas	NIGEND : 113 352	NLS : 5190991
Prévost Jim	NIGEND : 146 948	NLS : 8004689
Sommers Pupumaire	NIGEND : 215 866	NLS : 8064232
Kacirek Pierrick	NIGEND : 191 886	NLS : 8051995

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Renaut Damien	NIGEND : 196 863	NLS : 8053320
Brault Alexandre	NIGEND : 307 500	NLS : 6577439
Banukone Hubert	NIGEND : 237 189	NLS : 8086614
Immer Yann	NIGEND : 213 507	NLS : 8063797
Delrieu Meidi	NIGEND : 319 717	NLS : 8112409
Caron Vanessa	NIGEND : 220 397	NLS : 8072778
Granier Méliissa	NIGEND : 341 330	NLS : 8116892

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} août 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie outre-mer,*
J.-M. DESCoux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement de la gendarmerie
outre-mer

Décision n° 33448 du 1^{er} août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement de la gendarmerie outre-mer - branche «personnel servant en ambassade»

NOR : INTJ1911121S

Le commandant de la gendarmerie outre-mer,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54408 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828657S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} juin 2019 :

Manzano Manuel NIGEND : 170483 NLS : 6015993

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} juin 2019 :

Balsegur Thierry NIGEND : 153289 NLS : 8011303

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 1^{er} août 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie outre-mer,*
J.-M. DESCoux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 31068 du 9 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest

NOR : INTJ1912687S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Le Blevenec Yann	NIGEND : 153 462	NLS : 8 011 452
Legrand Patrice	NIGEND : 125 846	NLS : 5 279 965

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Raphel Christophe	NIGEND : 154 425	NLS : 8 012 076
Grard Frédéric	NIGEND : 146 490	NLS : 8 004 331

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Pujol Jérôme	NIGEND : 245 741	NLS : 8 088 941
Rousselot Julien	NIGEND : 241 155	NLS : 8 087 899
Bazantay John	NIGEND : 177 496	NLS : 8 029 104
Rocaboy Yohan	NIGEND : 214 612	NLS : 8 068 719
Combier Guillaume	NIGEND : 197 860	NLS : 8 055 961
Gamaury Patrice	NIGEND : 203 116	NLS : 8 058 063
Villerez David	NIGEND : 178 803	NLS : 8 029 497
Chalm Julien	NIGEND : 233 686	NLS : 8 080 037

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Bruneau Jonathan	NIGEND : 319 225	NLS : 8 111 889
Cottez Adrien	NIGEND : 241 519	NLS : 8 099 341
Paraboschi Alexandre	NIGEND : 337 343	NLS : 8 106 371
Périn Thomas	NIGEND : 322 665	NLS : 8 113 627
Degrumelle Nicolas	NIGEND : 208 715	NLS : 6 543 852
Prigent Sébastien	NIGEND : 217 534	NLS : 8 064 460
Makaroff David	NIGEND : 178 440	NLS : 8 037 108
Blain Emmanuel	NIGEND : 233 241	NLS : 8 086 011

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 août 2019.

*Le général, commandant par suppléance
la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
É. LANGLOIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 7634 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1912720S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Bossard Christophe	NIGEND : 161 093	NLS : 8018 211
Revel Benoît	NIGEND : 220 869	NLS : 8073 035

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Exertier Fabrice	NIGEND : 178 098	NLS : 8029 236
Refalo Pierre-Olivier	NIGEND : 203 745	NLS : 8055 043
Chauvin Florence	NIGEND : 148 798	NLS : 8012 417

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Vincent Frédéric	NIGEND : 143 278	NLS : 8002 640
Rueda Lionel	NIGEND : 159 207	NLS : 8016 494
Gouzer Joël	NIGEND : 160 637	NLS : 6011 506

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 août 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie des transports aériens,
J.-P. GESNOT*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie

**Décision n° 11479 du 12 août 2019 portant promotion d'un sous-officier de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1923735S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Gaudier Thomas

NIGEND : 196022

NLS : 8054180

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 août 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance
de la région de gendarmerie de Normandie,
commandant par suppléance le groupement
de gendarmerie départementale du Calvados,*
P. EGRET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France**Décision n° 15210 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1912711S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019 :

Crunelle Hervé	NIGEND : 158 797	NLS : 8016019
Drot Laurent	NIGEND : 164 174	NLS : 8020727

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Dagniaux Martial	NIGEND : 193 123	NLS : 8047347
Trachez Boris	NIGEND : 179 951	NLS : 8036121

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019 :

Géraux Mickaël	NIGEND : 181 500	NLS : 8035013
Soyer Stéphanie	NIGEND : 209 070	NLS : 8050791
Berkani Samy	NIGEND : 164 905	NLS : 8021507
Carpentier Cyril	NIGEND : 216 701	NLS : 8070290
Carbonnel Romain	NIGEND : 180 731	NLS : 8040836
Jourdois Didier	NIGEND : 160 559	NLS : 6023866
Caqueret Christophe	NIGEND : 182 954	NLS : 8040680
Brusselle Sébastien	NIGEND : 227 016	NLS : 8075430
Lamour Samuel	NIGEND : 168 573	NLS : 8024363

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Morage Quentin	NIGEND : 354 221	NLS : 8143629
Carré Ludivine	NIGEND : 361 715	NLS : 8144565
Mallet Lohän	NIGEND : 349 275	NLS : 8117339
Mellinas Ugo	NIGEND : 356 386	NLS : 8143852
Malfoy David	NIGEND : 246 644	NLS : 8098881
Maurice Thomas	NIGEND : 326 644	NLS : 8115429
Boulet Arnaud	NIGEND : 332 692	NLS : 8132823

Clermont Maxence	NIGEND : 243 892	NLS : 8 088 822
Chollois Doniphan	NIGEND : 333 093	NLS : 8 133 119
Chartier Judith	NIGEND : 322 345	NLS : 8 113 668
Bielski Stéphane	NIGEND : 353 829	NLS : 8 143 479

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 août 2019.

*Le colonel, commandant adjoint par suppléance
de la région de gendarmerie des Hauts-de-France,
commandant par suppléance le groupement
de gendarmerie départementale de la Somme,*
É. Bammé

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 48765 du 12 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie

NOR : INTJ1912693S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019 :

Cayet Stéphane	NIGEND : 134 230	NLS : 5 310 834
Bertrand Pierrick	NIGEND : 169 249	NLS : 8 024 911
Feugier Sébastien	NIGEND : 165 846	NLS : 8 021 636
Benoît Christian	NIGEND : 141 190	NLS : 8 001 302
Berna Olivier	NIGEND : 185 053	NLS : 8 037 321

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Paparone Cyrille	NIGEND : 219 375	NLS : 8 065 146
Verhelst William	NIGEND : 229 345	NLS : 8 084 740
Demarest Grégory	NIGEND : 196 479	NLS : 8 053 283
Normand Christophe	NIGEND : 137 109	NLS : 5 324 464
Garrigues Fabien	NIGEND : 167 092	NLS : 8 023 230
Giordana Raphaël	NIGEND : 168 748	NLS : 8 024 546
Marce Jean-Pascal	NIGEND : 154 677	NLS : 8 012 281
Buna Julien	NIGEND : 187 495	NLS : 8 043 252
Vieublé Nicolas	NIGEND : 176 961	NLS : 8 031 693

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019 :

Bugnet Luc	NIGEND : 206 659	NLS : 8 060 463
Boux François	NIGEND : 234 042	NLS : 8 086 293
Bellenot Sébastien	NIGEND : 168 517	NLS : 8 024 307
Barbière Jocelyne	NIGEND : 208 689	NLS : 8 062 390
Sella Elisa	NIGEND : 232 289	NLS : 8 085 497
Estève Aurélien	NIGEND : 213 061	NLS : 8 067 552
Dessertine Johan	NIGEND : 215 836	NLS : 8 064 258

Reynes Nicolas	NIGEND : 217 553	NLS : 8 070 839
Chenet Frédéric	NIGEND : 247 204	NLS : 6 610 073
Leray Sylvain	NIGEND : 213 680	NLS : 8 068 127
Platret Émilie	NIGEND : 180 728	NLS : 8 029 873
Bérout Vincent	NIGEND : 234 187	NLS : 8 086 219
Lagoutte Kevin-Bernard	NIGEND : 234 773	NLS : 8 086 598
Daumas Cyril	NIGEND : 241 642	NLS : 8 088 179
Lafarge Éric	NIGEND : 169 041	NLS : 8 024 752
Krahenbühl Maxime	NIGEND : 221 151	NLS : 8 073 285
Milan Jean-Marc	NIGEND : 198 901	NLS : 8 053 425
Blanc Denis	NIGEND : 149 616	NLS : 8 007 609
Guédès Benoît	NIGEND : 187 370	NLS : 8 038 483
Mongin David	NIGEND : 245 734	NLS : 6 679 579
Gérard-Débouche Cédric	NIGEND : 200 099	NLS : 8 047 049
Boisselat Florent	NIGEND : 179 591	NLS : 8 036 706

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Odin Yoann	NIGEND : 213 247	NLS : 8 067 918
Muller Sophie	NIGEND : 327 128	NLS : 8 115 535
Lanet Jacques	NIGEND : 165 075	NLS : 8 021 759
Mercereau Marine	NIGEND : 337 314	NLS : 8 106 362
Driouche Jérémy	NIGEND : 341 442	NLS : 8 137 315
Adidi Selim	NIGEND : 325 772	NLS : 8 114 905
Trapeau Julie	NIGEND : 310 713	NLS : 8 107 933
Eletto Alexandra	NIGEND : 261 387	NLS : 8 116 827
Weiss Guillaume	NIGEND : 341 597	NLS : 8 137 410
Touchais Guillaume	NIGEND : 208 538	NLS : 8 062 793
Brunel Arnaud	NIGEND : 205 216	NLS : 8 058 658
Baudoin Benoît	NIGEND : 203 488	NLS : 8 059 041
Ferrero Gérald	NIGEND : 187 706	NLS : 8 044 662
Bradhering Camille	NIGEND : 247 084	NLS : 8 098 921
Philippe Clément	NIGEND : 360 959	NLS : 8 144 185
Wilson Elodie	NIGEND : 263 072	NLS : 8 143 897
Chevalier Romain	NIGEND : 329 492	NLS : 8 118 337
Pignon Marie	NIGEND : 275 179	NLS : 8 144 123
Clerc Jean-Baptiste	NIGEND : 235 304	NLS : 8 080 531
Esteves Sébastien	NIGEND : 362 365	NLS : 8 144 647
Boucher Marion	NIGEND : 316 254	NLS : 8 110 562
Kocel Nicolas	NIGEND : 233 204	NLS : 8 085 836
Lheure Anne-Claire	NIGEND : 353 125	NLS : 8 141 965
Migné Eva	NIGEND : 326 645	NLS : 8 115 430

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 août 2019.

*Le général, commandant par suppléance
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
A. KERBOULL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 10538 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1912706S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Arbeltier Frédéric	NIGEND : 157 232	NLS : 8 014 801
Vossot Frédéric	NIGEND : 150 602	NLS : 8 008 396

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Petot Pascal	NIGEND : 181 142	NLS : 8 030 078
Teppé Fabrice	NIGEND : 178 470	NLS : 8 036 419

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Tisserand Benoît	NIGEND : 180 793	NLS : 8 033 532
Callay Sébastien	NIGEND : 185 890	NLS : 8 041 135
Picque Marie-Laure	NIGEND : 243 102	NLS : 8 088 634
Andry Stéphane	NIGEND : 171 252	NLS : 8 026 802
Bak Jean-Paul	NIGEND : 131 495	NLS : 5 271 484

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Simon Jean-Christophe	NIGEND : 326 694	NLS : 8 115 643
Lucas Raphaël	NIGEND : 215 368	NLS : 8 069 194
Martinet Benoît	NIGEND : 335 940	NLS : 8 134 331
Jan Isabelle	NIGEND : 152 864	NLS : 8 010 760
Jeanmeure Séverine	NIGEND : 169 115	NLS : 8 025 848
Mathis Muriel	NIGEND : 174 653	NLS : 8 028 266
Devaux Freddy	NIGEND : 167 830	NLS : 8 023 622

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 août 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,*
S. GAUFFENY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 35935 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1912664S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Bastel Alexis	NIGEND : 148 674	NLS : 8 006 602
Deriemacker Hubert	NIGEND : 134 359	NLS : 5 311 320

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Beaudre Mikaël	NIGEND : 225 499	NLS : 8 084 109
Galinier Hervé	NIGEND : 211 418	NLS : 8 063 418
Fort Sébastien	NIGEND : 229 289	NLS : 8 084 692
Claveau Cyril	NIGEND : 139 319	NLS : 5 264 426
Joséphine Frédéric	NIGEND : 159 802	NLS : 8 016 955
Pons Floriane	NIGEND : 227 649	NLS : 8 058 455
Ribot David	NIGEND : 145 727	NLS : 8 004 085

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Auriault Antoine	NIGEND : 229 697	NLS : 8 077 484
Lantrain Laurie	NIGEND : 308 211	NLS : 8 091 575
Jozon Luc	NIGEND : 237 548	NLS : 8 082 286
Courivaud Michel	NIGEND : 320 730	NLS : 8 093 124
Abdoun Sabrina	NIGEND : 306 174	NLS : 8 091 078
Ducroquet Cindy	NIGEND : 202 138	NLS : 8 054 469
Boute Sophie	NIGEND : 212 425	NLS : 8 067 121
Sautreau Mathieu	NIGEND : 218 288	NLS : 8 071 260
Mouré Frédéric	NIGEND : 204 192	NLS : 8 054 857
Méré Grégory	NIGEND : 236 012	NLS : 8 081 188
Pecqueux Jérôme	NIGEND : 322 011	NLS : 6 608 958
Massicot Bertrand	NIGEND : 234 778	NLS : 8 086 603
Savry Ludovic	NIGEND : 171 349	NLS : 8 026 883

Benkdir Mounia	NIGEND : 248 396	NLS : 8 099 705
Pudelko Nadine	NIGEND : 126 739	NLS : 5 293 573

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Huet Jordan	NIGEND : 273 711	NLS : 8 113 387
Brunner Cyril	NIGEND : 246 965	NLS : 8 098 613
Neufcoeur Charlène	NIGEND : 318 675	NLS : 8 111 419
Sinet David	NIGEND : 303 613	NLS : 8 090 860
Michel Damien	NIGEND : 316 806	NLS : 8 111 043
Laï François	NIGEND : 227 637	NLS : 8 058 446
Lefèvre André	NIGEND : 319 409	NLS : 8 111 745
Moal Marylin	NIGEND : 354 062	NLS : 8 146 329
Reitenbach William	NIGEND : 315 593	NLS : 8 110 435
Delpy Guillaume	NIGEND : 354 331	NLS : 8 143 367
Defarges Marion	NIGEND : 328 135	NLS : 8 116 007
Breil Nicolas	NIGEND : 318 300	NLS : 8 116 812
Yahia Ouassim	NIGEND : 354 089	NLS : 8 146 367
Le Alain	NIGEND : 316 823	NLS : 8 111 024
Cirencien Luc	NIGEND : 307 546	NLS : 8 091 433
Philippe Alexis	NIGEND : 246 674	NLS : 8 098 895
Le Tohic Yann	NIGEND : 353 674	NLS : 8 143 604
Gallet Jean-Baptiste	NIGEND : 319 552	NLS : 8 093 069
Laval Julien	NIGEND : 336 988	NLS : 8 134 840
Lo Schiavo Florian	NIGEND : 362 125	NLS : 8 144 524

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 août 2019.

*Le général de division,
commandant en second la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
G. STRUB

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 35936 du 13 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris

NOR : INTJ1912670S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2019:

Geisser Éric	NIGEND : 124472	NLS : 5244135
---------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019:

Sedard Stéphane	NIGEND : 166388	NLS : 8022593
Pouyanne Franck	NIGEND : 175600	NLS : 8028587

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019:

Jeanne Laurent	NIGEND : 156600	NLS : 8014147
Toustou Laurent	NIGEND : 163079	NLS : 8019891
Boulc'H Gildas	NIGEND : 167509	NLS : 8023316
Franchi Sylvain	NIGEND : 316714	NLS : 8110892
Faure Olivier	NIGEND : 198481	NLS : 8053562
Cuvelé Valérie	NIGEND : 219388	NLS : 8065127
Lefort Luc	NIGEND : 167107	NLS : 8023245
Legrand Jannick	NIGEND : 115011	NLS : 5218548
Bardelli Olivier	NIGEND : 133702	NLS : 5294304

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019:

Visser-Lefèvre Christophe	NIGEND : 171122	NLS : 8026695
Miraoui Kader	NIGEND : 173338	NLS : 8027667
Mallol Jean-Philippe	NIGEND : 227130	NLS : 8058408
Verdot Christophe	NIGEND : 301429	NLS : 6583762
Vandesmet Jean-Philippe	NIGEND : 172225	NLS : 8027295
Ville Jérôme	NIGEND : 174098	NLS : 8027498
Allemandou Laurent	NIGEND : 171490	NLS : 8027246
Duhayon Vincent	NIGEND : 177524	NLS : 8029131

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 août 2019.

*Le général de division,
commandant en second la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
G. STRUB

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 23387 du 14 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1912700S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019 :

Durand Jean-Frédéric	NIGEND : 155 560	NLS : 8 013 057
Vaillant Éric	NIGEND : 144 068	NLS : 8 002 984
Marcou Richard	NIGEND : 163 436	NLS : 8 020 060

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Lescout Philippe	NIGEND : 137 080	NLS : 5 324 450
Jarry Guillaume	NIGEND : 171 067	NLS : 8 025 842
Guyonnet Patrice	NIGEND : 145 316	NLS : 8 002 068
Spérandio Thierry	NIGEND : 154 441	NLS : 8 012 091
Monborne Olivier	NIGEND : 176 387	NLS : 8 028 770

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019 :

Lerda Julie	NIGEND : 233 344	NLS : 8 085 900
De Martin Aurore	NIGEND : 217 470	NLS : 8 070 785
Parra Romain	NIGEND : 203 892	NLS : 8 054 771
Bouffard Stéphane	NIGEND : 181 240	NLS : 8 030 206
Christophe Eddy	NIGEND : 183 357	NLS : 8 034 012
Loss Stéphane	NIGEND : 162 403	NLS : 8 019 366
Boujlel Sarra	NIGEND : 226 020	NLS : 8 074 835
Flament Jacques	NIGEND : 161 271	NLS : 8 018 331
Planel Hervé	NIGEND : 229 265	NLS : 8 084 780
Dethoor Virginie	NIGEND : 142 819	NLS : 5 281 916
Caixas Philippe	NIGEND : 212 551	NLS : 8 067 260
Fournier Nicolas	NIGEND : 184 669	NLS : 8 034 234
Le Ster David	NIGEND : 219 158	NLS : 8 065 100
Ponsin Didier	NIGEND : 132 329	NLS : 5 295 090
Squassina Philippe	NIGEND : 122 571	NLS : 5 270 081
Rey Philippe	NIGEND : 125 253	NLS : 5 279 580

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Therby Laurent	NIGEND : 147 655	NLS : 8 005 686
Seynat Franck	NIGEND : 176 706	NLS : 8 028 890
Nègre Sébastien	NIGEND : 157 592	NLS : 8 015 070
Laffont Laurent	NIGEND : 175 577	NLS : 8 028 559
Fabre Gaël	NIGEND : 166 970	NLS : 8 023 037
Courtillet Fabrice	NIGEND : 164 831	NLS : 8 021 434
Brangier Michaël	NIGEND : 168 618	NLS : 8 024 314
Dujol Stéphane	NIGEND : 156 905	NLS : 8 014 753
Caminade Sébastien	NIGEND : 162 776	NLS : 8 019 625
Mériguet Jean-Christophe	NIGEND : 160 362	NLS : 8 017 371
Crespin Philippe	NIGEND : 164 923	NLS : 8 021 525
Rivière Grégory	NIGEND : 160 486	NLS : 8 017 483

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 août 2019.

*Le général de division,
commandant la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*
J. PLAYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 57320 du 16 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1912722S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88840 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828664S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} septembre 2019 :

Tingault Christophe NIGEND : 115 331 NLS : 5 189 990

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Mariette Laurence NIGEND : 153 647 NLS : 8 015 856

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019 :

Pérault François NIGEND : 125 240 NLS : 5 279 765

Derome Michel NIGEND : 124 772 NLS : 5 270 666

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 16 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général, adjoint au directeur
des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*
A. BROWAËYS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est**Décision n° 12943 du 28 août 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1923977S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense ;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale ;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S),

Décide :

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} septembre 2019 :

Mathieu Rémy	NIGEND : 137 349	NLS : 5 324 762
Guyard Laurent	NIGEND : 151 496	NLS : 8 009 635

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Buret Éric	NIGEND : 132 251	NLS : 5 295 109
François Bruno	NIGEND : 150 741	NLS : 8 008 043
Czarnecki Laurent	NIGEND : 201 138	NLS : 8 044 007

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} septembre 2019 :

Vogt Jean-Sébastien	NIGEND : 170 023	NLS : 8 025 497
Le Bris Vincent	NIGEND : 238 759	NLS : 8 087 217
Haefflinger Céline	NIGEND : 301 633	NLS : 8 090 519
Colmont Pascal	NIGEND : 145 938	NLS : 5 272 586
Douard Grégoire	NIGEND : 267 593	NLS : 8 105 421
Colle Arnaud	NIGEND : 329 217	NLS : 8 057 464
Pierrard Wilfrid	NIGEND : 213 531	NLS : 8 063 820
Todesco Guillaume	NIGEND : 187 063	NLS : 8 038 699

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} septembre 2019 :

Mangatia Julien	NIGEND : 269 312	NLS : 8 110 416
Vilpoix Romain	NIGEND : 362 206	NLS : 8 144 547
Saint-André Guerric	NIGEND : 340 149	NLS : 8 110 675
Artisson Rémi	NIGEND : 360 600	NLS : 8 144 048
Daga Christelle	NIGEND : 362 428	NLS : 8 146 227
Davot Philippe	NIGEND : 319 203	NLS : 8 111 907
Ameline Mickaël	NIGEND : 214 959	NLS : 8 068 955

Article 5

La décision n° 10862 du 5 juillet 2019 (NOR : INTJ1912705S) est retirée.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 28 août 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Marne,*
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Corse

**Décision n° 7105 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1924495S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S);

Vu la décision n° 21627 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828633S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Manquest Georges NIGEND : 161 630 NLS : 8018 667

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Hugard Frédéric NIGEND : 184 962 NLS : 8040 687

Staub Sébastien NIGEND : 164 517 NLS : 8020 986

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Girardet Cyril NIGEND : 201 199 NLS : 8044 023

Cerqueira Jorge NIGEND : 163 491 NLS : 8020 214

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Corse,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*
T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie**Décision n° 10143 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime**

NOR : INTJ1924486S

Le commandant de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15660 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828617S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Krzyzelewski Fabrice	NIGEND : 137985	NLS : 5281657
-----------------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Dupuis Laurent	NIGEND : 153946	NLS : 8011735
Noury Mathieu	NIGEND : 211922	NLS : 8066737
Sicius Marc	NIGEND : 140639	NLS : 5325383

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Simon Jean-François	NIGEND : 217224	NLS : 8070596
Arnaudeau Antoine	NIGEND : 235509	NLS : 8080712
Picard Céline	NIGEND : 209335	NLS : 8050960
Sauvage Julien	NIGEND : 210688	NLS : 8065984
Maillard Jérôme	NIGEND : 175819	NLS : 8030529

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Piotrowski Antoine	NIGEND : 316271	NLS : 8110612
Giraudeau Baptiste	NIGEND : 360798	NLS : 6758115
Sevré Giovanni	NIGEND : 312927	NLS : 8108757
Faivre Guillaume	NIGEND : 319218	NLS : 8111916
Gosset Charlotte	NIGEND : 353711	NLS : 8143587
Prévost Nicolas	NIGEND : 325223	NLS : 8114757

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*
B. ARVISET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 16466 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1924508S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Lavieu Frédéric	NIGEND : 157 746	NLS : 8014967
------------------------	------------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Gras Adrien	NIGEND : 185 317	NLS : 8034436
Géléta Sébastien	NIGEND : 198 338	NLS : 8055474
Turlot Rémi	NIGEND : 163 081	NLS : 8019893
De Boisrolin Peggy	NIGEND : 186 516	NLS : 8037368

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Berthelon Aurélie	NIGEND : 241 026	NLS : 8088057
Faivre Sandrine	NIGEND : 300 125	NLS : 8089981
Micaud Julien	NIGEND : 181 647	NLS : 8033511
Taupin Mathieu	NIGEND : 310 391	NLS : 6667898
Hamon Thierry	NIGEND : 220 603	NLS : 8083502
Moreau Anne-Cécile	NIGEND : 233 511	NLS : 8086192
Perrin Mathieu	NIGEND : 247 566	NLS : 8099094
Porquet Loïc	NIGEND : 324 504	NLS : 8106493
Vaché Agathe	NIGEND : 341 500	NLS : 8116850

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Perrin Philippe	NIGEND : 262 476	NLS : 8117377
Larbain Sophie	NIGEND : 246 234	NLS : 8098186
Mathonnière Tristan	NIGEND : 234 706	NLS : 8086541
Gilabert Grégory	NIGEND : 241 196	NLS : 8088080
Baudet Valéry	NIGEND : 300 937	NLS : 8100508

François Jonathan	NIGEND : 311 291	NLS : 8 108 046
Métaldi Marion	NIGEND : 339 096	NLS : 8 135 996
Crucis Antoine	NIGEND : 338 884	NLS : 8 106 569
Jacob Swen	NIGEND : 349 192	NLS : 8 117 325
Gras Benjamin	NIGEND : 340 120	NLS : 8 110 711

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Pays de la Loire**Décision n° 28670 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie des Pays de la Loire**

NOR : INTJ1924487S

Le commandant de la région de gendarmerie des Pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42565 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828618S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S);

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S);

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Thépot Maël	NIGEND : 158 353	NLS : 8 015 795
Romano Jean-Pierre	NIGEND : 124 011	NLS : 5 244 098

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Labarussias Vincent	NIGEND : 178 747	NLS : 8 029 447
Guibert David	NIGEND : 230 580	NLS : 8 085 059
Marchand Michaël	NIGEND : 188 206	NLS : 8 038 665
Dutertre Fabien	NIGEND : 187 949	NLS : 8 038 537
Salasc Jérôme	NIGEND : 170 395	NLS : 8 025 785

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Peschard Sébastien	NIGEND : 237 846	NLS : 8 086 914
Benetti Pierre-Louis	NIGEND : 155 775	NLS : 8 013 310
Ingremeau Jean-Louis	NIGEND : 118 910	NLS : 5 220 860
Lecornu Jérôme	NIGEND : 169 302	NLS : 8 024 961
Masotta Thierry	NIGEND : 126 956	NLS : 5 280 048
Delacourt Julien	NIGEND : 182 746	NLS : 8 040 627
Grimault Mickaël	NIGEND : 163 324	NLS : 8 020 141
Arhuo Guillaume	NIGEND : 235 227	NLS : 8 086 425
Morice Stéphane	NIGEND : 169 988	NLS : 8 025 463
Izan Jean-François	NIGEND : 158 051	NLS : 8 015 254

Le Gal Jérôme	NIGEND : 171 438	NLS : 8 026 958
Le Roy David	NIGEND : 308 973	NLS : 8 091 685
Le Tutour Pierrick	NIGEND : 187 334	NLS : 8 045 869

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Loubé Richard	NIGEND : 152 591	NLS : 8 010 453
Berteau Frédéric	NIGEND : 150 375	NLS : 8 008 208
Ansquer Antoine	NIGEND : 212 541	NLS : 8 067 252
Brizard Teddy	NIGEND : 174 314	NLS : 8 031 762
Le Lain Anne	NIGEND : 180 328	NLS : 8 033 290
Pasquier Patrice	NIGEND : 192 332	NLS : 8 040 472
Dimier Alain	NIGEND : 150 403	NLS : 8 008 233
Pelon Franck	NIGEND : 161 900	NLS : 8 018 872
Coué Jean-Jacques	NIGEND : 138 911	NLS : 5 323 425
Allaire Stéphane	NIGEND : 150 698	NLS : 8 008 100

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*
J.-M. VERRANDO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 33923 du 5 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne

NOR : INTJ1924482S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S);

Vu la décision n° 665 du 8 janvier 2019 (NOR : INTJ1900455S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Tano Stéphane	NIGEND : 160 127	NLS : 8 017 193
----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Cocheril Philippe	NIGEND : 173 540	NLS : 8 030 634
Fleurant Jean-Marie	NIGEND : 168 435	NLS : 8 024 248
Herledan Sandrine	NIGEND : 198 794	NLS : 8 053 738
Castel Roger	NIGEND : 138 630	NLS : 5 324 517
Cornec Frédéric	NIGEND : 202 063	NLS : 8 054 293

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Leffondre Christian	NIGEND : 152 583	NLS : 8 010 447
Papail Jean-Louis	NIGEND : 144 711	NLS : 8 002 085
Morvan Pascal	NIGEND : 119 119	NLS : 5 241 166
Teresiak Denis	NIGEND : 154 898	NLS : 8 012 589
Etchélecou Jean-Bernard	NIGEND : 152 965	NLS : 8 010 841
Cauvin Philippe	NIGEND : 141 901	NLS : 8 000 620
Brocher Pierre	NIGEND : 131 108	NLS : 5 283 312
Rivallain Éric	NIGEND : 70 388	NLS : 5 293 681
Le Pape Philippe	NIGEND : 131 810	NLS : 5 282 240
Mourlam Anne-Lise	NIGEND : 129 401	NLS : 5 283 662
Le Noac'H Pascal	NIGEND : 132 163	NLS : 5 295 342
Dizy Audrey	NIGEND : 212 562	NLS : 8 067 270

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Marques Benoît	NIGEND : 177 927	NLS : 6 023 569
Schnepf Frédéric	NIGEND : 161 916	NLS : 8 018 888
Levesque Aurélie	NIGEND : 221 054	NLS : 8 083 599
Ruby Steeve	NIGEND : 242 606	NLS : 6 038 032
Géraud Olivier	NIGEND : 167 409	NLS : 8 023 152
Tydou Patrice	NIGEND : 168 608	NLS : 8 024 392
Plouhinec Julien	NIGEND : 211 644	NLS : 8 063 364
Sallé Sébastien	NIGEND : 243 735	NLS : 6 585 109
Cuvereaux Pascal	NIGEND : 170 329	NLS : 6 030 859
Verdy Jérôme	NIGEND : 191 202	NLS : 8 039 995

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Ouest,*
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 56262 du 5 septembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1922992S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 36217/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 2 juillet 2019 portant promotion des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 40255/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 25 juillet 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel »;

Vu la décision n° 40257/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 25 juillet 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « gestion logistique et financière »;

Vu la décision n° 40297/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 25 juillet 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « administration et gestion du personnel »;

Décide :

Article 1^{er}

Les brigadiers-chefs de la spécialité « administration et gestion du personnel » dont le nom figure ci-après sont nommés à compter du 1^{er} septembre 2019 au grade de maréchal des logis :

Abdou Ben	NIGEND : 393 606
Ahmed-Ali Samira	NIGEND : 390 155
Ansaldi Laëtitia	NIGEND : 399 853
Back Julie	NIGEND : 411 115
Bannier Anaïs	NIGEND : 377 145
Barbedette Élodie	NIGEND : 423 772
Bauchard Marie	NIGEND : 408 070
Belleme Vainui	NIGEND : 412 570
Bernard Adeline	NIGEND : 424 137
Bernoussi Soraya	NIGEND : 379 532
Besson Aurélie	NIGEND : 423 788
Beyeck-Rifoe Alexis	NIGEND : 424 085
Bezouaouia Khedidja	NIGEND : 423 790
Birman Tressy	NIGEND : 423 920
Boesch Nicolas	NIGEND : 423 796
Bommel Marion	NIGEND : 423 928
Bonaventure Élodie	NIGEND : 385 422
Bordes Ghiselaine	NIGEND : 391 152

Boscher Kévin	NIGEND : 344 907
Boulin Orlane	NIGEND : 423 933
Bouquay Mélanie	NIGEND : 389 100
Bouquet Cédric	NIGEND : 365 304
Briffault Claire	NIGEND : 424 138
Broussou Florian	NIGEND : 423 937
Buquet Audrey	NIGEND : 423 800
Bussièrès Cyrielle	NIGEND : 363 844
Caron Florian	NIGEND : 423 975
Cubadda Moana	NIGEND : 401 917
Damour Damien	NIGEND : 399 395
David Charlotte	NIGEND : 424 012
Debras Morgan	NIGEND : 406 903
Delage Max	NIGEND : 424 010
Deloule Chloé	NIGEND : 424 030
Dequin Quentin	NIGEND : 391 012
Deschamps Laurie	NIGEND : 395 547
Dif Malaurie	NIGEND : 396 600
Dobaria Laury	NIGEND : 424 042
Douine Laura	NIGEND : 424 008
Doutte Marie	NIGEND : 423 797
Dumas Mélanie	NIGEND : 387 764
Dumont Lucie	NIGEND : 398 262
Etienne Aude	NIGEND : 423 799
Ezelin Bryan	NIGEND : 401 309
Faure-Brac Anne-Céline	NIGEND : 360 442
Fontany Mélanie	NIGEND : 423 804
Fordant Naomi	NIGEND : 410 566
Foures Célia	NIGEND : 424 031
Galdin Ingrid	NIGEND : 387 525
Garcia Julien	NIGEND : 381 836
Gérard Romain	NIGEND : 227 043
Germany Jessica	NIGEND : 423 817
Gros Michèle	NIGEND : 407 909
Guevel Estelle	NIGEND : 362 917
Hamza Sitty-Fathouma	NIGEND : 407 870
Havard Laura	NIGEND : 424 035
Hénot Sarah	NIGEND : 388 776
Hoarau Emmanuelle	NIGEND : 247 433
Houillon Laura	NIGEND : 423 776
Jacquemin Élodie	NIGEND : 378 131
Jamal Hakim	NIGEND : 424 139
Josué Gwladys	NIGEND : 396 374
Jumarie Valérie	NIGEND : 305 362
Koch Chriss	NIGEND : 423 778
Kostiw Adeline	NIGEND : 384 917
Lahaye Charlotte	NIGEND : 268 911
Lajili Amel	NIGEND : 424 004
Langou Pauline	NIGEND : 345 638
Laurent Julie	NIGEND : 393 254

Laurent Alexandre	NIGEND : 359 259
Le Troquier Marion	NIGEND : 423 815
Lecocq Mélanie	NIGEND : 423 814
Lemaire François	NIGEND : 360 634
Lespiau Victoria	NIGEND : 374 623
Maraetaata Tetupaia	NIGEND : 423 822
Marie Marina	NIGEND : 370 953
Mathon Maxence	NIGEND : 424 140
Mauri Jessie	NIGEND : 358 994
Mauve Gaëlle	NIGEND : 420 158
Mérian Anaïs	NIGEND : 424 142
Miolanne Leila	NIGEND : 423 810
Missa Mounia	NIGEND : 212 983
Morel Mylène	NIGEND : 423 808
Motahi Cylénia	NIGEND : 419 824
Moueza Audrey	NIGEND : 422 945
Nimphort Prisca	NIGEND : 423 821
Noudjoum Fayrati	NIGEND : 387 804
Nourdine Anli-Ben	NIGEND : 424 266
Nussbaum Marjolaine	NIGEND : 424 001
Paul Amélie	NIGEND : 423 811
Payet Marie-Stéphanie	NIGEND : 424 023
Pépin Chloé	NIGEND : 408 495
Phaan Marielle	NIGEND : 412 845
Plumain Cynthia	NIGEND : 423 820
Potier Mégane	NIGEND : 423 779
Procida Angelo	NIGEND : 423 819
Razgallah Naomi	NIGEND : 419 900
Retel Stanley	NIGEND : 423 865
Rosalie Margaux	NIGEND : 381 144
Roseau Marlyse	NIGEND : 424 027
Roy Raphaël	NIGEND : 390 724
Samanos Stélia	NIGEND : 313 379
Santos-De-Lirio Joice	NIGEND : 424 143
Sault-Clain Julian	NIGEND : 423 830
Scanzi Kelly	NIGEND : 387 041
Schaeffer Amandine	NIGEND : 400 059
Sénélis Axelle	NIGEND : 396 615
Servius Irinda	NIGEND : 384 887
Sevagamy Natacha	NIGEND : 424 028
Studer Caroline	NIGEND : 423 794
Taffa Marylda	NIGEND : 424 144
Taillandier Charles	NIGEND : 424 074
Taputu Mahearii	NIGEND : 412 072
Tavere Hau-Nui	NIGEND : 424 038
Teanau Rainarava	NIGEND : 315 187
Thiriot Charlotte	NIGEND : 423 781
Thomas Cyril	NIGEND : 392 160
Tionohoue Marie-Christelle	NIGEND : 357 119
Tricaud Justine	NIGEND : 388 167

Trochu Charles	NIGEND : 398 717
Vauvray Sandy	NIGEND : 402 195
Vieuille Laura	NIGEND : 402 691
Wahnapo Wahnyigö	NIGEND : 420 166
Widmann Caroline	NIGEND : 368 979
Zebe Samuel	NIGEND : 420 028

Article 2

Les brigadiers-chefs de la spécialité « gestion logistique et financière » dont le nom figure ci-après sont nommés à compter du 1^{er} septembre 2019 au grade de maréchal des logis :

Aubry Jimmy	NIGEND : 362 563
Bettahir Souleyman	NIGEND : 423 917
Chaulet Cindy	NIGEND : 423 983
Daoud Soudadi	NIGEND : 423 907
Deboucher Xavier	NIGEND : 416 754
Desprès Michèle	NIGEND : 424 044
Gardoque Erine	NIGEND : 424 040
Minot Jean-Baptiste	NIGEND : 423 997
Paint-Koui Oliana	NIGEND : 423 999
Sako Arnaud	NIGEND : 377 455
Sevin Laurie	NIGEND : 424 259
Tamahahe Mihia	NIGEND : 424 086
Wackmenko Venant	NIGEND : 424 057

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes**Décision n° 13776 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1924491S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21627 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828633S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Grossemey Gilles	NIGEND : 139 770	NLS : 5 296 159
Picard Philippe	NIGEND : 155 732	NLS : 8 013 471

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Garcia Robert	NIGEND : 163 860	NLS : 8 020 629
Bourgeon Philippe	NIGEND : 205 352	NLS : 8 055 183
Poulet Pascal	NIGEND : 146 816	NLS : 8 005 254

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Fernandez Emmanuel	NIGEND : 214 123	NLS : 8 068 415
Groult Sébastien	NIGEND : 322 040	NLS : 8 093 266
Pineau Nicolas	NIGEND : 221 177	NLS : 8 073 312
Dejean Fabien	NIGEND : 231 825	NLS : 8 078 828
Redeker Naomi	NIGEND : 300 691	NLS : 8 101 077
Dumontet Cédric	NIGEND : 215 838	NLS : 8 064 265
Guillaumat Marie	NIGEND : 301 733	NLS : 8 101 136
Georges Anthony	NIGEND : 242 371	NLS : 8 095 648
Cassagne Florian	NIGEND : 324 027	NLS : 8 093 808

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Allanche David	NIGEND : 155 237	NLS : 8 012 801
Ribeiro Dos Santos Dominique	NIGEND : 161 643	NLS : 8 018 683
Haouili Frédéric	NIGEND : 163 653	NLS : 8 020 344
Verron Patrice	NIGEND : 159 696	NLS : 8 016 897
Chauvinc Bertrand	NIGEND : 165 821	NLS : 8 022 319
Panucci Vincent	NIGEND : 217 913	NLS : 8 064 744
Roussel Sébastien	NIGEND : 171 207	NLS : 8 026 786

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 septembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*

P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 14199 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1924481S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20183 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828612S);

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Soumagnas Vincent	NIGEND : 145 616	NLS : 8 003 990
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Courel Yann	NIGEND : 157 388	NLS : 8 014 414
--------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Teillet Philippe	NIGEND : 157 349	NLS : 8 014 892
Marrot Corinne	NIGEND : 123 648	NLS : 5 270 455
Soleilhavoup Christian	NIGEND : 135 493	NLS : 5 311 572
Cheboub Jean-Paul	NIGEND : 154 924	NLS : 8 012 616

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Chicard Tony	NIGEND : 191 599	NLS : 8 050 208
Cauchy Cindy	NIGEND : 233 249	NLS : 8 086 019
Deroberthmasure Fabien	NIGEND : 163 726	NLS : 8 020 428
Duchiron Pascal	NIGEND : 170 452	NLS : 8 025 635
Sanchez Loïc	NIGEND : 304 568	NLS : 8 102 984

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 septembre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*
H. FLAMMANT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 40957 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ1924493S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64538 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835767S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Lalet Valérie	NIGEND : 141 804	NLS : 8 001 958
Murer Philippe	NIGEND : 159 678	NLS : 8 016 881

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Nicodème Xavier	NIGEND : 157 067	NLS : 8 014 567
Belle Stéphanie	NIGEND : 179 355	NLS : 8 029 511
Mulenet-Vetter Thierry	NIGEND : 146 270	NLS : 8 004 167
Castro Albert	NIGEND : 150 516	NLS : 8 008 317
Camus Emmanuel	NIGEND : 156 880	NLS : 8 014 731
Chemin Daniel	NIGEND : 122 399	NLS : 5 242 821

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Ivaldi Hélène	NIGEND : 127 114	NLS : 5 280 766
Lamoureux Jean-François	NIGEND : 122 434	NLS : 5 269 962
Destremp Norbert	NIGEND : 149 396	NLS : 8 007 232
Tujague Alain	NIGEND : 124 119	NLS : 5 269 593
Huguet Thierry	NIGEND : 125 726	NLS : 5 279 842
Duffau Xavier	NIGEND : 138 229	NLS : 5 251 536
Morin Michel	NIGEND : 70 073	NLS : 5 282 573
Vannobel Frédéric	NIGEND : 138 197	NLS : 5 324 496
Bouanich Franck	NIGEND : 135 940	NLS : 5 311 770
Hugoo Thierry	NIGEND : 121 472	NLS : 5 221 356
Genot Éric	NIGEND : 123 963	NLS : 5 244 067
Giraud Thierry	NIGEND : 121 167	NLS : 5 242 752
Delandre-Didier Jean-Jacques	NIGEND : 134 357	NLS : 5 311 318

Bodin Fabrice	NIGEND : 153 050	NLS : 8 010 911
Barqué Richard	NIGEND : 128 136	NLS : 5 271 102
Ginesy Philippe	NIGEND : 123 110	NLS : 5 270 225

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Vidor Eléonore	NIGEND : 330 244	NLS : 8 118 607
Besançon Alexandre	NIGEND : 177 248	NLS : 8 037 741
Tahouri Moncef	NIGEND : 330 337	NLS : 8 118 765
Lorgnier Grégory	NIGEND : 301 247	NLS : 8 089 943
Waeles Jérôme	NIGEND : 233 421	NLS : 8 085 999
Alata Jérôme	NIGEND : 204 253	NLS : 8 054 798
Da Silva Frédéric	NIGEND : 196 197	NLS : 8 052 825
Ravet Damien	NIGEND : 199 384	NLS : 8 050 082
Gil-Plaza Charlyne	NIGEND : 326 205	NLS : 8 115 211
Bonnet Jean-Pierre	NIGEND : 207 778	NLS : 8 062 465
Deurveilher Christophe	NIGEND : 172 754	NLS : 8 032 368
Godot Franck	NIGEND : 157 553	NLS : 8 015 041
Ravel Thomas	NIGEND : 211 980	NLS : 8 063 538
Bogo David	NIGEND : 193 578	NLS : 8 047 195
Tailliez Stéphanie	NIGEND : 195 104	NLS : 8 047 801
Bernard Hervé	NIGEND : 167 919	NLS : 8 024 107

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

**Décision n° 40958 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud**

NOR : INTJ1924494S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64550 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835771S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Pichareu Jean-Pierre	NIGEND : 131 557	NLS : 5 282 302
-----------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Meignal Florent	NIGEND : 161 048	NLS : 8 017 872
Le Guenno Stéphane	NIGEND : 168 324	NLS : 8 024 056
Amardeil Pascal	NIGEND : 121 533	NLS : 5 241 600

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Boyé Jean	NIGEND : 195 514	NLS : 8 047 992
Castelain Bertrand	NIGEND : 124 358	NLS : 5 270 516
Bernard Michel	NIGEND : 120 542	NLS : 5 242 610
Marc Jérémy	NIGEND : 309 918	NLS : 8 092 021
Yachi Stéphane	NIGEND : 176 845	NLS : 8 031 677
Bertrand Sébastien	NIGEND : 239 973	NLS : 6 623 536
Valentin Christophe	NIGEND : 136 789	NLS : 5 324 293
Passemard Fabrice	NIGEND : 155 215	NLS : 8 012 880

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Peiro Mathieu	NIGEND : 320 908	NLS : 8 112 725
Fabre Fabien	NIGEND : 245 711	NLS : 8 088 917
Rouillière Stéphen	NIGEND : 235 564	NLS : 8 080 877
Perarnaud Michaël	NIGEND : 173 686	NLS : 8 034 805
Limousin Bruno	NIGEND : 161 298	NLS : 8 018 359

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*
M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 59878 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1924519S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88838 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828662S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Dion Bruno NIGEND : 144 144 NLS : 8 003 038

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Degironde François NIGEND : 174 522 NLS : 8 028 134

Reverter Gilles NIGEND : 190 412 NLS : 8 038 594

Article 3

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Oster Thomas NIGEND : 231 305 NLS : 8 085 217

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 59881 du 6 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1924520S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88840 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828664S),

Décide:

Article 1^{er}

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Absalon Dagobert NIGEND : 70 239 NLS : 5 283 200

Article 2

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Laurent Patrice NIGEND : 162 094 NLS : 8 019 064

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France**Décision n° 16733 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1924511S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Dupont Emmanuel	NIGEND : 137 847	NLS : 5 323 336
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Bourdon Geoffrey	NIGEND : 196 338	NLS : 8 048 277
Broudoux Jean-Pierre	NIGEND : 151 450	NLS : 8 009 711
David Christophe	NIGEND : 162 892	NLS : 8 019 725

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Henoch Christophe	NIGEND : 193 122	NLS : 8 047 373
Nobecourt Julien	NIGEND : 307 886	NLS : 8 091 533
Cadra Alexandre	NIGEND : 302 705	NLS : 8 101 989
Jupin Romain	NIGEND : 213 761	NLS : 8 068 011
Wilmot Alexandre	NIGEND : 184 417	NLS : 8 035 355
Delrue Jonathan	NIGEND : 206 816	NLS : 8 060 584
Voet Guillaume	NIGEND : 219 574	NLS : 8 072 151
Bourle Fabien	NIGEND : 245 142	NLS : 8 097 544
Ducrocq Aurélien	NIGEND : 225 611	NLS : 8 084 194

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Choquet Clément	NIGEND : 325 830	NLS : 8 114 933
Petit Vanessa	NIGEND : 354 040	NLS : 8 146 338
Laurent Mathieu	NIGEND : 337 274	NLS : 8 134 961
Gerriet Axel	NIGEND : 360 642	NLS : 8 144 073
Bué Margot	NIGEND : 343 250	NLS : 8 138 332
Delaëre Laëtitia	NIGEND : 308 409	NLS : 8 105 669
De Monck d'Uzer Augustin	NIGEND : 361 729	NLS : 8 144 575

Debut Sarah	NIGEND : 333 492	NLS : 8 133 229
Bouquet Mathieu	NIGEND : 340 620	NLS : 8 136 912
Vinette Guillaume	NIGEND : 354 357	NLS : 8 143 660
Ricard Florian	NIGEND : 349 997	NLS : 8 117 406
Bru Kévin	NIGEND : 328 103	NLS : 8 115 990

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région
de gendarmerie des Hauts-de-France,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Somme,
M. FRUSTIÉ*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 23352 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1924496S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjutants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Mourier Bruno	NIGEND : 165 249	NLS : 8 021 866
Gérard Christophe	NIGEND : 150 537	NLS : 5 304 005

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Heslon Stéphane	NIGEND : 164 085	NLS : 8 020 845
Broutin Hervé	NIGEND : 153 672	NLS : 8 011 613
Audibert Cédric	NIGEND : 168 264	NLS : 8 024 003

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Julian Erik	NIGEND : 135 453	NLS : 5 322 852
Lazare Alain	NIGEND : 118 153	NLS : 5 191 361
Monzaugue Alain	NIGEND : 134 527	NLS : 5 310 969
Butron David	NIGEND : 136 605	NLS : 5 323 016
Ibanez Germain	NIGEND : 120 469	NLS : 5 220 149
Sanchez Stéphane	NIGEND : 129 889	NLS : 5 283 896
Pillon Martial	NIGEND : 136 926	NLS : 5 322 674
Denni Hervé	NIGEND : 131 025	NLS : 5 283 231
Aubry Sylvain	NIGEND : 132 237	NLS : 5 295 001
Desserle Philippe	NIGEND : 131 566	NLS : 5 271 454
Cautto Joël	NIGEND : 142 030	NLS : 5 272 111

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Prieto David	NIGEND : 191 729	NLS : 8 065 715
Vidal Estelle	NIGEND : 199 096	NLS : 8 049 911
Setan Christophe	NIGEND : 164 028	NLS : 8 020 584
Boulaz Jessica	NIGEND : 200 013	NLS : 8 048 592

Magadoux Wilfried	NIGEND : 170088	NLS : 8025334
Lhomme Aymeric	NIGEND : 181722	NLS : 8041512
Vignal-Soubeyran Maguelone	NIGEND : 155007	NLS : 8012696
Laux Karine	NIGEND : 195554	NLS : 8048033
Plumail Mikaël	NIGEND : 184849	NLS : 8032797
Wotling Thierry	NIGEND : 319576	NLS : 6627059
Bonnet Philippe	NIGEND : 146322	NLS : 8005011
Benedetto Pascal	NIGEND : 149488	NLS : 8007307
Lespinasse Ivan	NIGEND : 141816	NLS : 8001965
Gomot Olivier	NIGEND : 154283	NLS : 8012132

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*
J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

**Décision n° 53784 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est**

NOR : INTJ1924490S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83670 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828631S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Bahier Thierry	NIGEND : 153 661	NLS : 8 011 602
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Julian Frédéric	NIGEND : 163 030	NLS : 8 019 247
------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Guyard Romain	NIGEND : 247 953	NLS : 8 089 385
Chastan Guillaume	NIGEND : 221 120	NLS : 8 073 257
Sènes Julien	NIGEND : 241 241	NLS : 8 088 046
Avit Jean-Christophe	NIGEND : 223 615	NLS : 8 073 536
Simonet Sébastien	NIGEND : 306 142	NLS : 8 091 123

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Clavier Philippe	NIGEND : 261 063	NLS : 8 116 916
Chalier Yannick	NIGEND : 233 932	NLS : 8 079 666
Stauffert Jonathan	NIGEND : 313 269	NLS : 8 108 876
Milliat Thomas	NIGEND : 340 170	NLS : 8 110 730
Aseglio-Gianinet Ivan	NIGEND : 162 173	NLS : 8 019 102

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*

P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 53785 du 10 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie

NOR : INTJ1924489S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Pépin Marc	NIGEND : 146 276	NLS : 8 004 171
De Oliveira Carlos	NIGEND : 162 055	NLS : 8 019 025
Bataillé Patrick	NIGEND : 139 458	NLS : 5 323 604
Lefort Franck	NIGEND : 143 637	NLS : 8 002 757

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Roullet Lionel	NIGEND : 168 599	NLS : 8 024 383
Kerurien Frédéric	NIGEND : 188 157	NLS : 8 044 263
Bret-Morel David	NIGEND : 175 435	NLS : 8 028 410
Noizet Angélique	NIGEND : 178 760	NLS : 8 028 958
Côte Jean-Marc	NIGEND : 142 419	NLS : 8 001 812
Pidoux Emmanuel	NIGEND : 204 510	NLS : 8 055 314
Machy Éric	NIGEND : 122 075	NLS : 5 220 602
Guérin Didier	NIGEND : 168 561	NLS : 8 024 352
Percherancier Frédéric	NIGEND : 139 371	NLS : 5 296 077

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Forest Franck	NIGEND : 160 887	NLS : 8 017 936
Clementi Leslie	NIGEND : 228 565	NLS : 8 076 670
Dubart Sébastien	NIGEND : 319 209	NLS : 8 111 910
Mazert Anthony	NIGEND : 218 684	NLS : 8 065 019
Couvelard François	NIGEND : 223 632	NLS : 8 073 551
Dal Zovo Franck	NIGEND : 203 817	NLS : 8 054 739
Auchet Olivier	NIGEND : 149 852	NLS : 8 007 801

Bramerie Laure	NIGEND : 214008	NLS : 8063924
Borloz Johann	NIGEND : 179486	NLS : 8041881
Maret Jean-Luc	NIGEND : 123430	NLS : 5244952
Clément Thierry	NIGEND : 118981	NLS : 5220928
Poirier Jean-Louis	NIGEND : 141837	NLS : 8001876
Di Sabatino Gilles	NIGEND : 118411	NLS : 5241044
Barrau Guy	NIGEND : 141187	NLS : 8001201
Jacquin Pierre	NIGEND : 127492	NLS : 5280843
Nogueras Jean-Philippe	NIGEND : 144710	NLS : 8002284
Roy Laurent	NIGEND : 123781	NLS : 5270374
Szemendera Christophe	NIGEND : 125365	NLS : 5270797
Redondo José	NIGEND : 140914	NLS : 8000987
Martin Patrice	NIGEND : 147619	NLS : 8005669
Lebeau Agnès	NIGEND : 141258	NLS : 8001264
Lavallée Dimitri	NIGEND : 240965	NLS : 6659661

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Vilmain Aurore	NIGEND : 245756	NLS : 8088956
Saint-Bauzel Richard	NIGEND : 198332	NLS : 8056131
Keller Michaël	NIGEND : 231145	NLS : 8085339
Moors Aurélien	NIGEND : 329657	NLS : 8118172
Virey Joris	NIGEND : 324496	NLS : 8114543
Dionisio David	NIGEND : 312226	NLS : 8108490
Guigues Nicolas	NIGEND : 332097	NLS : 8132563
Maurice Ninon	NIGEND : 355704	NLS : 8146297
Ollieu Mickaël	NIGEND : 326830	NLS : 8057405
Depagne Aurélie	NIGEND : 338041	NLS : 8106402
Humbert Lydie	NIGEND : 241210	NLS : 8088088
Mandolfo Laëtitia	NIGEND : 208276	NLS : 8050441
Arthaud Sébastien	NIGEND : 360598	NLS : 8144047
Schmitt Mickaël	NIGEND : 348729	NLS : 6697620
Rancher Delphine	NIGEND : 241907	NLS : 8095180
Delacôte Flore	NIGEND : 343254	NLS : 8138349
Leclercq Aurore	NIGEND : 316747	NLS : 8110909
Jambaud Marie	NIGEND : 304719	NLS : 8103162
Sainçon Guillaume	NIGEND : 352683	NLS : 8143305
Bouvard Matthieu	NIGEND : 210674	NLS : 8065836
Baudequin Michaël	NIGEND : 170417	NLS : 8025606
Peloso Gabriel	NIGEND : 166672	NLS : 8022772
Kulik Fabien	NIGEND : 177802	NLS : 8031204
Pugliesi Jean-Noël	NIGEND : 172080	NLS : 8027369

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 10 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Sud-Est,*

P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est**Décision n° 10091 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ1924504S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Bailly Jean-Marc	NIGEND : 134 977	NLS : 5 240 116
Stappiglia Grégory	NIGEND : 179 207	NLS : 8 040 784

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Pugliese Renato	NIGEND : 164 501	NLS : 8 020 971
Maréchal Béatrice	NIGEND : 155 026	NLS : 8 017 466
Olié David	NIGEND : 211 896	NLS : 8 066 803
Martin Samuel	NIGEND : 194 060	NLS : 8 054 119

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Cognard Romain	NIGEND : 219 078	NLS : 8 071 728
Reith Julie	NIGEND : 197 709	NLS : 8 055 939
Bertrand Céline	NIGEND : 198 217	NLS : 8 064 535
Keller Emilie	NIGEND : 228 722	NLS : 8 076 561
Rivet Bruno	NIGEND : 206 951	NLS : 8 060 697
Uria Bernard	NIGEND : 146 302	NLS : 8 004 594
Herrmann Guillaume	NIGEND : 178 974	NLS : 8 035 704

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Koessler Céline	NIGEND : 201 189	NLS : 8 044 031
Dahl Christine	NIGEND : 189 208	NLS : 8 039 120
Champion Marc	NIGEND : 170 432	NLS : 8 025 619
Mathern Philippe	NIGEND : 225 637	NLS : 8 084 217
Naji Hakim	NIGEND : 192 459	NLS : 8 040 259
Marchal Cyril	NIGEND : 162 824	NLS : 8 019 666
Folli Laurent	NIGEND : 163 311	NLS : 8 020 129
Lambert Thierry	NIGEND : 164 480	NLS : 8 020 952

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 septembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie

**Décision n° 12432 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1924485S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Rebergue Arnaud	NIGEND : 152 385	NLS : 8010 177
------------------------	------------------	----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Brunet Aurore	NIGEND : 207 843	NLS : 8061 729
----------------------	------------------	----------------

Belveyre Samuel	NIGEND : 163 115	NLS : 8019 906
------------------------	------------------	----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Farcy Christophe	NIGEND : 182 619	NLS : 8037 519
-------------------------	------------------	----------------

Wolff Pierre	NIGEND : 175 078	NLS : 8031 785
---------------------	------------------	----------------

Djerbi Emmanuel	NIGEND : 195 643	NLS : 8048 209
------------------------	------------------	----------------

Pinel Jean	NIGEND : 233 879	NLS : 8079 622
-------------------	------------------	----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Petitgas Cédric	NIGEND : 183 286	NLS : 8033 973
------------------------	------------------	----------------

Marie Guillaume	NIGEND : 172 466	NLS : 8027 181
------------------------	------------------	----------------

Fontaine Karl	NIGEND : 168 858	NLS : 8024 639
----------------------	------------------	----------------

Fouques Frédéric	NIGEND : 172 428	NLS : 8027 144
-------------------------	------------------	----------------

Eono Axel	NIGEND : 181 730	NLS : 8037 555
------------------	------------------	----------------

Houssaye Julien	NIGEND : 202 031	NLS : 8044 211
------------------------	------------------	----------------

Poumeau de Lafforest Tugdual	NIGEND : 195 062	NLS : 8049 678
-------------------------------------	------------------	----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 septembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Calvados,*
B. LOUVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

Décision n° 38342 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques

NOR : INTJ1924478S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S);

Vu la décision n° 55972 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828609S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Harosteguy Christophe	NIGEND : 140 569	NLS : 5 325 316
Gibeaud Franck	NIGEND : 125 403	NLS : 5 270 617

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Belotti Philippe	NIGEND : 136 167	NLS : 5 323 903
Masbou Sébastien	NIGEND : 217 476	NLS : 8 064 448
Le Bauzec Matthieu	NIGEND : 172 448	NLS : 8 027 164
Albert Richard	NIGEND : 157 101	NLS : 8 014 600
Cazenave Stéphane	NIGEND : 176 629	NLS : 8 028 817
Suet Guillaume	NIGEND : 174 922	NLS : 8 034 898
Mateo-Martinez Philippe	NIGEND : 167 988	NLS : 8 024 163

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Wychowalek Frédéric	NIGEND : 122 127	NLS : 5 243 459
Merlo Gilles	NIGEND : 121 097	NLS : 5 241 362
Lebaillif Patrick	NIGEND : 118 323	NLS : 5 220 760
Mazière Jean-François	NIGEND : 144 027	NLS : 8 002 951
Cadoret Didier	NIGEND : 141 345	NLS : 5 272 214
Roux Véronique	NIGEND : 126 114	NLS : 5 280 488
Buring Pascal	NIGEND : 120 796	NLS : 5 221 210
Imbar Franck	NIGEND : 137 329	NLS : 5 324 752
Hervé Patrick	NIGEND : 125 724	NLS : 5 279 840
Trinca Jean-Pierre	NIGEND : 134 727	NLS : 5 311 878

Peltre Patricia	NIGEND : 70 189	NLS : 5 283 970
Gandin Richard	NIGEND : 133 333	NLS : 5 295 840
Nicoli Caroline	NIGEND : 183 240	NLS : 8 033 968

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Roy Jacques	NIGEND : 213 998	NLS : 8 063 964
Bourdy David	NIGEND : 188 824	NLS : 8 038 810
Guardao Gil	NIGEND : 204 696	NLS : 8 060 937
Dunouau Patrice	NIGEND : 148 182	NLS : 8 006 021
Mendes De Araujo Paul	NIGEND : 146 137	NLS : 8 004 473
Boutier Thierry	NIGEND : 148 166	NLS : 8 008 707
Galey Didier	NIGEND : 148 721	NLS : 8 006 526
Molina Dominique	NIGEND : 153 599	NLS : 8 011 167
Monceau Denis	NIGEND : 144 032	NLS : 8 002 953
Capella Lionel	NIGEND : 146 870	NLS : 8 004 731
Poinot Alain	NIGEND : 150 794	NLS : 5 326 401
Ribaud Octave	NIGEND : 151 303	NLS : 8 009 378
Corbiat Walter	NIGEND : 159 621	NLS : 8 016 829
Gensou Sébastien	NIGEND : 147 839	NLS : 8 008 651

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 38343 du 11 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ1924479S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55971 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828610S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Monniaux Frédéric	NIGEND : 133 368	NLS : 5 295 356
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Lejeune Thierry	NIGEND : 160 657	NLS : 8 017 656
------------------------	------------------	-----------------

Pouget Frédéric	NIGEND : 142 366	NLS : 5 281 978
------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Baillieux Frédéric	NIGEND : 187 363	NLS : 8 034 516
---------------------------	------------------	-----------------

Bezat Olivier	NIGEND : 139 697	NLS : 5 296 008
----------------------	------------------	-----------------

Hiel Corentin	NIGEND : 187 520	NLS : 8 042 808
----------------------	------------------	-----------------

Medina Eric	NIGEND : 303 321	NLS : 8 090 671
--------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Bayart Christopher	NIGEND : 312 641	NLS : 8 118 218
---------------------------	------------------	-----------------

Sans Richard	NIGEND : 151 963	NLS : 8 009 989
---------------------	------------------	-----------------

Vallet Jérôme	NIGEND : 204 614	NLS : 8 061 034
----------------------	------------------	-----------------

Biais Frédéric	NIGEND : 155 530	NLS : 8 013 106
-----------------------	------------------	-----------------

Hardy Yann	NIGEND : 206 049	NLS : 8 059 246
-------------------	------------------	-----------------

Montet Laurent	NIGEND : 203 647	NLS : 8 059 069
-----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 5130 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ1924524S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S);

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S);

Vu la décision n° 7719 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828670S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Ramet Anne	NIGEND : 154 694	NLS : 8 012 393
-------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Sarrazin Thierry	NIGEND : 142 789	NLS : 8 001 582
-------------------------	------------------	-----------------

Pépin Audrey	NIGEND : 178 769	NLS : 8 029 465
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chef dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Olivo Lionel	NIGEND : 157 459	NLS : 8 014 381
---------------------	------------------	-----------------

Abraham Lionel	NIGEND : 122 595	NLS : 5 243 200
-----------------------	------------------	-----------------

Bonnaud Philippe	NIGEND : 117 744	NLS : 5 218 912
-------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Boucard Sébastien	NIGEND : 148 165	NLS : 8 006 007
--------------------------	------------------	-----------------

Landaïs Marie-Neige	NIGEND : 141 253	NLS : 8 001 262
----------------------------	------------------	-----------------

Syllebranque Christophe	NIGEND : 148 140	NLS : 8 008 693
--------------------------------	------------------	-----------------

Autin Grégory	NIGEND : 319 597	NLS : 8 093 053
----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'air,
P. GUICHARD*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 13163 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »

NOR : INTJ1924473S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54408 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828657S);

Vu la décision n° 21063 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834833S),

Décide:

Article 1^{er}Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Brie Michaël	NIGEND : 170 316	NLS : 8 025 719
Buzon Didier	NIGEND : 166 600	NLS : 8 022 814
Parc Laurent	NIGEND : 165 886	NLS : 6 029 268

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Aubois Frédéric	NIGEND : 120 048	NLS : 5 220 374
Boutin Jean-François	NIGEND : 70 008	NLS : 5 282 616
Leconte David	NIGEND : 129 134	NLS : 5 281 352
Fernandez Éric	NIGEND : 131 125	NLS : 5 283 325
Cheramy Frank	NIGEND : 129 300	NLS : 5 283 819
Dupuis Jean-Michel	NIGEND : 125 600	NLS : 5 244 425
Vavasseur Frédéric	NIGEND : 129 368	NLS : 5 283 792
Disdier Marc	NIGEND : 138 225	NLS : 5 230 629

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Allaguillemette David	NIGEND : 156 848	NLS : 5 319 885
Delahaie Emmanuel	NIGEND : 140 203	NLS : 5 296 216
Denis Laurent	NIGEND : 152 958	NLS : 8 010 834
Raffray Yannick	NIGEND : 157 600	NLS : 8 015 078
Jantzen Raynald	NIGEND : 140 715	NLS : 8 000 248

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 13165 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »

NOR : INTJ1924477S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19906 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828607S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Aladjem Frédéric

NIGEND : 136837

NLS : 5322006

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

François Michaël

NIGEND : 236055

NLS : 8085329

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine**Décision n° 15788 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1924480S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Gougeaud Frédéric	NIGEND : 153 698	NLS : 8 011 639
Mariet Bruno	NIGEND : 147 749	NLS : 8 005 965

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Rousmans Michel	NIGEND : 159 205	NLS : 8 016 493
Maurel Christophe	NIGEND : 177 286	NLS : 8 030 826

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Ferreira Michel	NIGEND : 121 278	NLS : 5 242 920
Borg Jean-Luc	NIGEND : 128 485	NLS : 5 280 909
Dupuy Frédéric	NIGEND : 70 137	NLS : 5 293 534
Dormart Pascal	NIGEND : 131 769	NLS : 5 282 219
Georges Patrick	NIGEND : 141 628	NLS : 8 001 330
Mourier Patrick	NIGEND : 115 668	NLS : 5 190 144

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Morel Sébastien	NIGEND : 172 601	NLS : 8 030 711
Landriaud Christophe	NIGEND : 160 563	NLS : 8 017 564
Granger Florent	NIGEND : 188 474	NLS : 8 039 616
Arnoult Sylvain	NIGEND : 217 257	NLS : 8 064 416
Monjou Frédéric	NIGEND : 175 991	NLS : 8 033 632
Bailleul Alexis	NIGEND : 302 386	NLS : 8 088 226

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Vienne,*
Y. DUMEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Centre-Val de Loire**Décision n° 20574 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1924484S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S);

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Brissaud Anne-Laurence	NIGEND : 154 918	NLS : 8 012 612
Dubois Philippe	NIGEND : 133 455	NLS : 5 311 228
Dutrait Jean-Michel	NIGEND : 150 531	NLS : 8 008 333

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Eugène Nicolas	NIGEND : 172 573	NLS : 8 033 376
Fontaine Laurent	NIGEND : 187 101	NLS : 8 044 726
Drecourt David	NIGEND : 178 952	NLS : 8 040 746
Dooms Antoine	NIGEND : 186 134	NLS : 8 038 130
Roquel Bruno	NIGEND : 206 415	NLS : 8 060 214
Lafourcade Dominique	NIGEND : 164 314	NLS : 8 020 358
Le Mestre Fabien	NIGEND : 125 966	NLS : 5 243 369
Delanoy Sébastien	NIGEND : 187 884	NLS : 8 043 481

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Vuidepot Jonathan	NIGEND : 263 064	NLS : 8 110 360
Gayet Guillaume	NIGEND : 229 833	NLS : 8 084 994
Doli Roseline	NIGEND : 248 599	NLS : 8 089 645
Sanchez Fabien	NIGEND : 320 637	NLS : 8 112 528
Segura Grégory	NIGEND : 217 621	NLS : 8 064 577
Jussaume Julien	NIGEND : 198 333	NLS : 8 056 103
Cothenet Benoît	NIGEND : 319 192	NLS : 8 111 902
Turpin Sébastien	NIGEND : 184 383	NLS : 8 040 648
Lormelet Lukas	NIGEND : 235 650	NLS : 8 080 828

Mauriac Nicolas	NIGEND : 200 824	NLS : 8 044 101
Julien Noémie	NIGEND : 229 525	NLS : 8 077 227
Ledru-Dupuy Bruno	NIGEND : 200 219	NLS : 8 052 208

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Garrison Florent	NIGEND : 316 643	NLS : 8 111 002
Marmiesse Sébastien	NIGEND : 328 774	NLS : 8 117 190
Delane Pierre-Emmanuel	NIGEND : 317 416	NLS : 8 111 212
Schwaller Mickaël	NIGEND : 234 881	NLS : 8 080 354
Pétraud Matthieu	NIGEND : 322 427	NLS : 8 113 726
Burac Wydia	NIGEND : 343 781	NLS : 8 138 197
Delporte David	NIGEND : 172 029	NLS : 8 027 328
Crosnier Cédric	NIGEND : 176 003	NLS : 8 033 617
Camus Philippe	NIGEND : 181 673	NLS : 8 037 211
Bollens Laurent	NIGEND : 159 754	NLS : 8 016 910
Champigny Ludovic	NIGEND : 166 607	NLS : 8 022 821
Vendé Guillaume	NIGEND : 181 951	NLS : 8 041 240
Frèrebeau Stéphane	NIGEND : 174 024	NLS : 8 027 831
Daubigne Franck	NIGEND : 185 096	NLS : 8 043 163

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Loiret,*
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

Décision n° 20883 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais

NOR : INTJ1924509S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Duhamel David	NIGEND : 151 477	NLS : 8 009 627
Leroy Frédéric	NIGEND : 160 916	NLS : 8 017 962

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Willemain Laurent	NIGEND : 182 859	NLS : 8 040 964
Liénard Luc	NIGEND : 182 099	NLS : 8 041 611
Bourlez Arnaud	NIGEND : 165 530	NLS : 8 022 111

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Hamelin Stéphane	NIGEND : 201 065	NLS : 8 057 130
Simon Jocelyn	NIGEND : 151 133	NLS : 8 009 092
Sobala Xavier	NIGEND : 301 353	NLS : 8 089 956
Planckeel Laurent	NIGEND : 148 120	NLS : 8 008 782
Lombart Olivier	NIGEND : 174 892	NLS : 8 031 543
Becquart Jean-Louis	NIGEND : 203 316	NLS : 8 054 901
Lebreton David	NIGEND : 164 203	NLS : 8 020 754
Mathieu Jean-Claude	NIGEND : 136 230	NLS : 5 323 937

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Martin Jérémie	NIGEND : 166 185	NLS : 8 022 662
Labalette Ludovic	NIGEND : 166 020	NLS : 8 022 457
Delannoy Mathieu	NIGEND : 166 134	NLS : 8 022 716
Sgard Grégory	NIGEND : 147 401	NLS : 8 005 186
Dumont Gérard	NIGEND : 186 866	NLS : 8 046 647
Carpentier Fabrice	NIGEND : 224 954	NLS : 8 084 045

Foulon David	NIGEND : 157 151	NLS : 8 014 441
Hespel Laurent	NIGEND : 145 200	NLS : 8 003 937
Cailliez Thierry	NIGEND : 157 377	NLS : 8 014 309
Lartisien Laurent	NIGEND : 147 046	NLS : 8 005 361
Pruvost Yves	NIGEND : 152 134	NLS : 8 010 083
Suchet Jean-Marc	NIGEND : 154 557	NLS : 8 012 190

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 20884 du 12 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1924510S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31612 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828652S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019 :

Motscha Christophe	NIGEND : 161 159	NLS : 8 018 273
---------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Gangneux Michaël	NIGEND : 144 161	NLS : 8 002 856
-------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Delrue Benjamin	NIGEND : 303 945	NLS : 8 090 817
Baille-Barrelle Laurent	NIGEND : 178 700	NLS : 8 029 401
Letombe Gaétan	NIGEND : 301 168	NLS : 8 090 201

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Wintrebert Anthony	NIGEND : 344 197	NLS : 8 138 721
Intem Geoffroy	NIGEND : 306 363	NLS : 8 100 661
Nommay Floris	NIGEND : 219 161	NLS : 8 065 103
Péronne Julien	NIGEND : 325 133	NLS : 8 114 752

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 1711 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1924522S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2620 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828666S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Monsergent Christophe NIGEND : 184153 NLS : 8036953

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Chaillan Pascal NIGEND : 126614 NLS : 5280715

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Trintignac Jean-Paul NIGEND : 149963 NLS : 5308885

Gasnier Fabienne NIGEND : 134558 NLS : 5310932

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'armement,*
M. HAMEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 4858 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1924521S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7343 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828665S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Denys Pascal NIGEND : 163 851 NLS : 8 020 620

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Duhamel Jérôme NIGEND : 240 023 NLS : 8 087 593

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Da Costa Marco NIGEND : 207 844 NLS : 8 062 473

Bruno Laurent NIGEND : 173 861 NLS : 8 032 130

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général, commandant
le pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale,*
P. TOURON

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 11613 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1924507S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Vergeot Nicolas NIGEND : 208 768 NLS : 8 062 796

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Cormier David NIGEND : 165 035 NLS : 8 021 721

Otto-Bruc Fabien NIGEND : 171 201 NLS : 8 026 771

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Massicot Patrice NIGEND : 162 111 NLS : 8 018 080

Ruckly Véronique NIGEND : 133 393 NLS : 5 295 876

Narjoz Cécilia NIGEND : 203 037 NLS : 8 058 027

Kraft Mehdy NIGEND : 190 722 NLS : 8 043 653

Duplant Geneviève NIGEND : 134 554 NLS : 5 311 021

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Raichon Olivier NIGEND : 153 856 NLS : 8 011 389

Perrin Olivier NIGEND : 184 116 NLS : 8 045 180

Rognon Emmanuel NIGEND : 198 810 NLS : 8 053 770

Cutxan Éric NIGEND : 167 824 NLS : 8 023 617

Blanchetête Philippe NIGEND : 150 266 NLS : 8 008 111

Crimmers Christophe NIGEND : 149 271 NLS : 8 007 130

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,*
S. GAUFFENY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

**Décision n° 12488 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie maritime**

NOR : INTJ1924523S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17510 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828669S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Lafont Éric	NIGEND : 144 553	NLS : 8 003 343
--------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Hudela Emmanuel	NIGEND : 168 565	NLS : 8 024 356
Perrot Erwan	NIGEND : 166 193	NLS : 8 022 670
Renard Gabriel	NIGEND : 142 623	NLS : 5 272 486

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Moreno Julien	NIGEND : 191 051	NLS : 8 064 389
Courseaux Stéphane	NIGEND : 174 517	NLS : 8 028 129
Morgand Xavier	NIGEND : 146 395	NLS : 8 004 765
Delsard Cyril	NIGEND : 165 544	NLS : 8 022 127

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Hinterlang Christophe	NIGEND : 149 798	NLS : 8 007 465
Janvier Gwénaél	NIGEND : 155 306	NLS : 8 012 744
Gence Didier	NIGEND : 144 888	NLS : 8 092 975
Rosso Jacques-Olivier	NIGEND : 160 119	NLS : 5 309 055

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie maritime,
G. GRIMAU*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 13164 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1924475S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21064 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834835S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Brunet Stéphane	NIGEND : 149 865	NLS : 8 007 815
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019 :

Primault Bertrand	NIGEND : 124 104	NLS : 5 269 584
Lebrun Éric	NIGEND : 138 269	NLS : 5 322 352

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Mouillon Steeve	NIGEND : 343 096	NLS : 8 138 007
Michaux Harold	NIGEND : 151 938	NLS : 8 009 977

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 40262 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1924469S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Girard Jean-Marc	NIGEND : 147 584	NLS : 8 005 648
Ordonez Manuel	NIGEND : 131 174	NLS : 5 283 366

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Gaucher Alexandra	NIGEND : 196 330	NLS : 8 048 309
Roguet Cindy	NIGEND : 227 242	NLS : 8 075 582
Cristofari Jean-Philippe	NIGEND : 221 081	NLS : 8 083 639
Haddar Sabri	NIGEND : 197 721	NLS : 8 048 917
Descoins Anabelle	NIGEND : 195 577	NLS : 8 048 008
Reichle Frédéric	NIGEND : 247 988	NLS : 8 089 403
Sisco Éric	NIGEND : 189 178	NLS : 8 039 189

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Rouzaire Alexandre	NIGEND : 189 161	NLS : 8 038 495
Bouton Aurélien	NIGEND : 237 414	NLS : 8 082 242
Cazal Laurent	NIGEND : 207 149	NLS : 8 061 095
Nicostrate Philippe	NIGEND : 237 843	NLS : 8 086 911
James Patrick	NIGEND : 329 303	NLS : 8 057 481
Ravélou Matthieu	NIGEND : 305 732	NLS : 8 103 417
Charlier Fanny	NIGEND : 249 346	NLS : 8 100 296
Piat Fabrice	NIGEND : 153 014	NLS : 8 010 882
Hardy Jennifer	NIGEND : 241 347	NLS : 8 094 937
Thibout David	NIGEND : 151 314	NLS : 8 009 387
Boullemant Sylvain	NIGEND : 246 963	NLS : 8 098 611
Decock Christophe	NIGEND : 200 119	NLS : 8 048 610

Guillabert Anaïs	NIGEND : 338 454	NLS : 8 106 533
Mathieu Audrey	NIGEND : 240 538	NLS : 8 094 529
Laventure Corinne	NIGEND : 201 183	NLS : 8 044 035

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019 :

Boucher Amaury	NIGEND : 247 494	NLS : 8 099 029
Rivière Anthony	NIGEND : 316 865	NLS : 8 110 943
Brieux Alexandre	NIGEND : 202 257	NLS : 8 054 596
Wolff Thibaut	NIGEND : 246 708	NLS : 8 098 910
Derivière Jules	NIGEND : 327 470	NLS : 8 116 105
Chmielovice Sandrine	NIGEND : 213 908	NLS : 8 063 849
Pinelli Marion	NIGEND : 318 680	NLS : 8 111 424
Gout Jérôme	NIGEND : 362 234	NLS : 8 144 313
Hérault Thomas	NIGEND : 233 380	NLS : 8 085 960
Marc Sébastien	NIGEND : 311 464	NLS : 8 092 302
Vésely Gauthier	NIGEND : 305 565	NLS : 8 103 939
Neto Valentin	NIGEND : 247 662	NLS : 8 099 391
Bajot Étienne	NIGEND : 206 178	NLS : 8 060 253
Chevalier Yoann	NIGEND : 348 621	NLS : 8 117 087
Bousses Gaël	NIGEND : 334 318	NLS : 8 057 712
Dorville Stellio	NIGEND : 313 521	NLS : 8 109 033
Gibergues Kevin	NIGEND : 321 988	NLS : 8 093 236
Diez Priscilla	NIGEND : 312 492	NLS : 8 143 749
Leblanc Anthony	NIGEND : 269 041	NLS : 8 144 009
Rangoly Marc-André	NIGEND : 172 989	NLS : 8 032 296

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 40267 du 13 septembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris

NOR : INTJ1924470S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} octobre 2019:

Saubaber Olivier	NIGEND : 138 493	NLS : 5 324 793
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} octobre 2019:

Lefaux Hervé	NIGEND : 174 553	NLS : 8 028 057
---------------------	------------------	-----------------

Demadrille Michaël	NIGEND : 171 159	NLS : 8 026 722
---------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} octobre 2019:

Cecchetto Bertrand	NIGEND : 169 654	NLS : 8 025 206
---------------------------	------------------	-----------------

Béguin Marie	NIGEND : 231 344	NLS : 8 078 473
---------------------	------------------	-----------------

Papin Thomas	NIGEND : 215 185	NLS : 8 068 934
---------------------	------------------	-----------------

Chagnon Axel	NIGEND : 307 926	NLS : 8 105 259
---------------------	------------------	-----------------

Cid Édouard	NIGEND : 190 036	NLS : 8 035 270
--------------------	------------------	-----------------

Jérigné Nicolas	NIGEND : 338 916	NLS : 8 108 121
------------------------	------------------	-----------------

Angelosanto Sébastien	NIGEND : 240 874	NLS : 6 722 928
------------------------------	------------------	-----------------

Baffaly Nathanaël	NIGEND : 307 518	NLS : 8 105 145
--------------------------	------------------	-----------------

Brémond Benjamin	NIGEND : 248 393	NLS : 8 099 712
-------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} octobre 2019:

Caux Frédéric	NIGEND : 197 431	NLS : 8 048 806
----------------------	------------------	-----------------

Manubin Cédric	NIGEND : 201 828	NLS : 8 052 536
-----------------------	------------------	-----------------

Chaumeille Christophe	NIGEND : 176 864	NLS : 8 036 103
------------------------------	------------------	-----------------

Bordenave Nicolas	NIGEND : 167 508	NLS : 8 023 315
--------------------------	------------------	-----------------

Dumas Frédéric	NIGEND : 234 127	NLS : 6 544 958
-----------------------	------------------	-----------------

Vandeveld Alexandre	NIGEND : 197 255	NLS : 8 048 462
----------------------------	------------------	-----------------

Lorent Xavier	NIGEND : 168 578	NLS : 8 023 769
----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 septembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 63678 du 24 septembre 2019 portant nomination au grade de maréchal des logis
du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926288S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 36217/GEND/EG ROCHEFORT/DAF/BGP/SEF du 2 juillet 2019 portant promotion des élèves sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 47524/GEND/EG ROCHEFORT/DF/CNF-CSTAGN du 11 septembre 2019 portant attribution du brevet élémentaire de spécialiste du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale – spécialité « restauration collective »,

Décide:

Article 1^{er}

Les brigadiers-chefs de la spécialité « restauration collective », dont le nom figure ci-après, sont nommés à compter du 1^{er} octobre 2019 au grade de maréchal des logis :

Barret Agnès	NIGEND : 424 136
Baudry Anaïs	NIGEND : 423 909
Fougère Ludivine	NIGEND : 369 912
Goudeau Marion	NIGEND : 346 351
Mecheri Manon	NIGEND : 354 538
Said Chloé	NIGEND : 385 002
Steyaert Florent	NIGEND : 359 964
Trojnar Jennifer	NIGEND : 404 799
Utia Naumi	NIGEND : 424 036
Vecten Amandine	NIGEND : 424 045

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 24 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*
L. Le Gentil

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 9 juillet 2019 portant changement d'appellation
de la brigade de gendarmerie maritime de Brest-Caffarelli (Finistère)**

NOR : INTJ1910508A

Le ministre de l'intérieur et la ministre des armées,

Vu le code de la défense;

Vu le code de la procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-23 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrêtent :

Article 1^{er}

La brigade de gendarmerie maritime de Brest-Caffarelli prend l'appellation de brigade de gendarmerie maritime de Brest à compter du 1^{er} août 2019.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade de gendarmerie maritime de Brest exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (5°) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTOPHE CASTANER

La ministre des armées,
FLORENCE PARLY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 9 juillet 2019 portant création du peloton
de sûreté maritime et portuaire de Calais (Pas-de-Calais)**

NOR : INTJ1910509A

Le ministre de l'intérieur et la ministre des armées,
Vu le code de la défense;
Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-23 à R. 15-26;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Le peloton de sûreté maritime et portuaire de Calais est créé à compter du 1^{er} août 2019.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes du peloton de sûreté maritime et portuaire de Calais exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire sur les zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTOPHE CASTANER

La ministre des armées,
FLORENCE PARLY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 9 juillet 2019 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie maritime de Cherbourg-en-Cotentin (Manche)

NOR : INTJ1910510A

Le ministre de l'intérieur et la ministre des armées,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 13 à R. 15-27;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;

Vu l'arrêté du 4 mars 2013 relatif à l'organisation et au service de la gendarmerie maritime,

Arrêtent :

Article 1^{er}

La compagnie de gendarmerie maritime de Cherbourg-en-Cotentin est dissoute à compter du 1^{er} août 2019.

Article 2

Les unités relevant de la compagnie de gendarmerie maritime de Cherbourg-en-Cotentin sont rattachées à la compagnie de gendarmerie maritime de Le Havre à compter de la même date.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTOPHE CASTANER

La ministre des armées,
FLORENCE PARLY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 9 juillet 2019 portant création
de la compagnie de gendarmerie maritime de Calais (Pas-de-Calais)**

NOR : INTJ1912855A

Le ministre de l'intérieur et la ministre des armées,
Vu le code de la défense;
Vu le code de la procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 13 à R. 15-27;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;
Vu l'arrêté du 4 mars 2013 relatif à l'organisation et au service de la gendarmerie maritime,

Arrêtent :

Article 1^{er}

La compagnie de gendarmerie maritime de Calais est créée à compter du 1^{er} août 2019.

Article 2

A compter du 1^{er} août 2019, sont rattachées à la compagnie de gendarmerie maritime de Calais les unités suivantes relevant de la compagnie de gendarmerie maritime de Le Havre :

- brigade de surveillance du littoral de Boulogne-sur-Mer ;
- peloton de sûreté maritime et portuaire de Dunkerque ;
- brigade de gendarmerie maritime patrouilleur 604 de Boulogne-sur-Mer ;
- brigade de gendarmerie maritime patrouilleur 618 de Dunkerque.

A compter de la même date, le peloton de sûreté maritime et portuaire relève également de la compagnie de gendarmerie maritime de Calais.

Article 3

Les officiers, gradés et gendarmes de la compagnie de gendarmerie maritime de Calais exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-27 du code de procédure pénale.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTOPHE CASTANER

La ministre des armées,
FLORENCE PARLY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 9 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2016 modifié portant changement d'appellation et modification des zones de compétence judiciaire de certaines unités de la gendarmerie maritime

NOR : INTJ1917040A

Le ministre de l'intérieur et la ministre des armées,

Vu le code de la défense;

Vu le code de la procédure pénale, notamment ses articles 15 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2016 portant changement d'appellation et modification des zones de compétence judiciaire de certaines unités de la gendarmerie nationale,

Arrêtent :

Article 1^{er}

L'annexe de l'arrêté susvisé est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 9 juillet 2019.

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTOPHE CASTANER

La ministre des armées,
FLORENCE PARLY

ANNEXE

UNITÉ DE LA GENDARMERIE MARITIME	ZONE DE COMPÉTENCE JUDICIAIRE
Brigade de renseignements et d'investigations judiciaires de la gendarmerie maritime à Houilles	Zones de défense et de sécurité Paris, Nord, Ouest, Sud-Ouest, Sud, Antilles, Guyane, Sud de l'océan Indien, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.
Brigade de renseignements et d'investigations judiciaires de la gendarmerie maritime de la Manche-Mer-du-Nord à Cherbourg-en-Cotentin	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Patrouilleur côtier de gendarmerie maritime P724 Athos de Cherbourg-en-Cotentin	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Patrouilleur côtier de gendarmerie maritime P726 Aramis de Cherbourg-en-Cotentin	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Peloton de sûreté maritime et portuaire militaire de Cherbourg-en-Cotentin	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de surveillance du littoral de Cherbourg-en-Cotentin	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de surveillance du littoral de Caen	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de recherches de gendarmerie maritime du Havre	Zones de défense et de sécurité Nord, Ouest et Ile-de-France.
Peloton de sûreté maritime et portuaire du Havre	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Peloton de sûreté maritime et portuaire de Dunkerque	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Peloton de sûreté maritime et portuaire de Calais	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P604 de Boulogne-sur-Mer	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P607 de Dieppe	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P618 de Dunkerque	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P622 du Havre	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de surveillance du littoral de Boulogne-sur-Mer	Zones de défense et de sécurité Nord et Ouest.
Brigade de renseignements et d'investigations judiciaires de la gendarmerie maritime de l'Atlantique à Brest	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Patrouilleur côtier de gendarmerie maritime P720 Géranium de Lorient	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Peloton de sûreté maritime et portuaire militaire de Brest	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P601 de Concarneau	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P615 de Brest	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P616 de Saint-Malo	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P621 de Brest	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de recherches de gendarmerie maritime de Lorient	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Peloton de sûreté maritime et portuaire de Saint-Nazaire	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P603 d'Anglelet	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P605 des Sables-d'Olonne	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P613 de la Rochelle	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de gendarmerie maritime P620 de Pornichet	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de surveillance du littoral de Brest	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de surveillance du littoral de Lorient	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de surveillance du littoral de la Rochelle	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de surveillance du littoral de Lège-Cap-Ferret	Zones de défense et de sécurité Ouest et Sud-Ouest.
Brigade de renseignements et d'investigations judiciaires de la gendarmerie maritime de la Méditerranée à Toulon	Zone de défense et de sécurité Sud.
Patrouilleur de gendarmerie maritime 721 Jonquille de Toulon	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de recherches de gendarmerie maritime de Marseille	Zone de défense et de sécurité Sud.
Peloton de sûreté maritime et portuaire de Marseille-Joliette	Zone de défense et de sécurité Sud.
Peloton de sûreté maritime et portuaire de Port-de-Bouc	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de gendarmerie maritime P609 de Sète	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de gendarmerie maritime P612 de Gruissan	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de gendarmerie maritime P614 de Port-Vendres	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de gendarmerie maritime P619 de Marseille	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de surveillance du littoral de Marseille	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de surveillance du littoral de Port-la-Nouvelle	Zone de défense et de sécurité Sud.
Peloton de sûreté maritime et portuaire militaire de Toulon	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de gendarmerie maritime P608 de Saint-Raphaël	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de gendarmerie maritime P610 d'Ajaccio	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de gendarmerie maritime P617 de Nice	Zone de défense et de sécurité Sud.
Brigade de surveillance du littoral de Toulon	Zone de défense et de sécurité Sud.
Poste des affaires maritimes d'Ajaccio	Zone de défense et de sécurité Sud.
Peloton de gendarmerie maritime de Paris	Zone de défense et de sécurité de Paris.
Patrouilleur de gendarmerie maritime 722 Violette de Pointe-à-Pitre	Zone de défense et de sécurité Antilles.
Brigade de gendarmerie maritime P623 de Cayenne	Zone de défense et de sécurité Guyane.

UNITÉ DE LA GENDARMERIE MARITIME	ZONE DE COMPÉTENCE JUDICIAIRE
Brigade de gendarmerie maritime P624 de Kourou	Zone de défense et de sécurité Guyane.
Poste des affaires maritimes de Cayenne	Zone de défense et de sécurité Guyane.
Patrouilleur de gendarmerie maritime 723 Jasmin de Papeete	Zone de défense et de sécurité Polynésie française.
Brigade de gendarmerie maritime P606 de Nouméa	Zone de défense et de sécurité Nouvelle-Calédonie.
Brigade de surveillance du littoral de Port-des-Galets	Zone de défense et de sécurité Sud de l'océan Indien.
Brigade de gendarmerie maritime P602 de Dzaoudzi	Zone de défense et de sécurité Sud de l'océan Indien.
Brigade de gendarmerie maritime P611 de Dzaoudzi	Zone de défense et de sécurité Sud de l'océan Indien.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 19 juillet 2019 portant dissolution
de la brigade motorisée de Douarnenez (Finistère)**

NOR : INTJ1921338A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade motorisée de Douarnenez est dissoute à compter du 1^{er} août 2019.

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

Arrêté du 25 juillet 2019 portant dissolution de la brigade territoriale de Poitiers et modification corrélative des circonscriptions des brigades territoriales de Vouillé et de Jaunay-Marigny (Vienne)

NOR : INTJ1914074A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade territoriale de Poitiers est dissoute à compter du 16 septembre 2019. Corrélativement, les circonscriptions des brigades territoriales de Vouillé et de Jaunay-Marigny (Vienne) sont modifiées à la même date dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Vouillé et de Jaunay-Marigny exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Poitiers	Biard Buxerolles Croutelle Fontaine-le-Comte Migné-Auxances Poitiers Saint-Benoît Vouneuil-sous-Biard	(Dissolution)
Vouillé	Ayron Béruges Boivre-la-Vallée Chalandray Chiré-en-Montreuil Frozes Latillé Maillé Quinçay Vouillé	Ayron Béruges Boivre-la-Vallée Chalandray Chiré-en-Montreuil Fontaine-le-Comte Frozes Latillé Maillé Quinçay Vouillé Vouneuil-sous-Biard
Jaunay-Marigny	Beaumont-Saint-Cyr Chasseneuil-du-Poitou Dissay Jaunay-Marigny Ligugé Mignaloux-Beauvoir Montamisé Saint-Georges-les-Baillargeaux	Beaumont-Saint-Cyr Biard Buxerolles Chasseneuil-du-Poitou Croutelle Dissay Jaunay-Marigny Ligugé Mignaloux-Beauvoir Migné-Auxances Montamisé Poitiers Saint-Benoît Saint-Georges-lès-Baillargeaux

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 25 juillet 2019 portant création du peloton de surveillance
et d'intervention de la gendarmerie d'Embrun (Hautes-Alpes)**

NOR : INTJ1921329A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Le peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie d'Embrun est créé à compter du 1^{er} septembre 2019.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie d'Embrun exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (4^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 25 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des soutiens et des finances,*

L. TAVEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 29 juillet 2019 portant modification des circonscriptions
des brigades territoriales de Lanarce et de Thueyts (Ardèche)**

NOR : INTJ1921652A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Lanarce et de Thueyts sont modifiées à compter du 1^{er} septembre 2019, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Lanarce et de Thueyts exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 29 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Lanarce	Astet Borne Cellier-du-Luc Coucouron Issanlas Lanarce Laveyrune Lavillatte Le Plagnal Lespéron Mayres Mazan-l'Abbaye Saint-Alban-en-Montagne Saint-Cirgues-en-Montagne Saint-Etienne-de-Lugdarès Saint-Laurent-les-Bains-Laval-d'Aurelle	Astet Borne Cellier-du-Luc Coucouron Issanlas Lanarce Laveyrune Lavillatte Le Plagnal Lespéron Mazan-l'Abbaye Saint-Alban-en-Montagne Saint-Cirgues-en-Montagne Saint-Etienne-de-Lugdarès Saint-Laurent-les-Bains-Laval-d'Aurelle
Thueyts	Barnas Burzet Chirols Fabras Jaujac La Souche Lalevade-d'Ardèche Le Roux Meyras Montpezat-sous-Bauzon Péreyres Pont-de-Labeaume Prades Sagnes-et-Goudoulet Saint-Cirgues-de-Prades Saint-Pierre-de-Colombier Thueyts Usclades-et-Rieutord	Barnas Burzet Chirols Fabras Jaujac La Souche Lalevade-d'Ardèche Le Roux Mayres Meyras Montpezat-sous-Bauzon Péreyres Pont-de-Labeaume Prades Sagnes-et-Goudoulet Saint-Cirgues-de-Prades Saint-Pierre-de-Colombier Thueyts Usclades-et-Rieutord

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

Arrêté du 30 juillet 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Murat, d'Allanche, de Massiac, de Neussargues-en-Pinatelle, de Saint-Cernin, de Laroquebrou, de Vic-sur-Cère, de Lascelle, de Montsalvy, de Puycapel, de Maurs et de Saint-Mamet-et-la-Salvétat (Cantal)

NOR : INTJ1920376A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Murat, d'Allanche, de Massiac, de Neussargues-en-Pinatelle, de Saint-Cernin, de Laroquebrou, de Vic-sur-Cère, de Lascelle, de Montsalvy, de Puycapel, de Maurs et de Saint-Mamet-et-la-Salvétat (Cantal) sont modifiées à compter du 1^{er} septembre 2019, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Murat, d'Allanche, de Massiac, de Neussargues-en-Pinatelle, de Saint-Cernin, de Laroquebrou, de Vic-sur-Cère, de Lascelle, de Montsalvy, de Puycapel, de Maurs et de Saint-Mamet-et-la-Salvétat exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 30 juillet 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Murat	Albepierre-Bredons Dienne La Chapelle-d'Alagnon Laveissenet Laveissière Lavigerie Murat Ussel Valuéjols Virarques	Albepierre-Bredons Dienne La Chapelle-d'Alagnon Laveissenet Laveissière Lavigerie Murat Saint-Saturnin Ségur-les-Villas Ussel Valuéjols Virarques
Allanche	Allanche Charmansac Landeyrat Peyrusse Pradiers Saint-Saturnin Ségur-les-Villas Vernols Vèze	Allanche Charmansac Landeyrat Peyrusse Pradiers Vernols Vèze
Massiac	Auriac-l'Église Bonnac La Chapelle-Laurent Laurie Leyvaux Massiac Molèdes Molompize Saint-Mary-le-Plain Saint-Poncy	Auriac-l'Église Bonnac Ferrières-Saint-Mary La Chapelle-Laurent Laurie Leyvaux Massiac Molèdes Molompize Saint-Mary-le-Plain Saint-Poncy Valjouze
Neussargues-en-Pinatelle	Coltines Ferrières-Saint-Mary Joursac Neussargues-en-Pinatelle Valjouze	Coltines Joursac Neussargues-en-Pinatelle
Saint-Cernin	Besse Freix-Anglards Girgols Saint-Cernin Saint-Cirgues-de-Malbert Saint-Ilhde Tournemire	Besse Freix-Anglards Girgols Laroquevieille Marmanhac Saint-Cernin Saint-Cirgues-de-Malbert Saint-Ilhde Tournemire
Laroquebrou	Arnac Cros-de-Montvert Glénat Lacapelle-Viescamp Laroquebrou Montvert Nieudan Rouffiac Saint-Etienne-Cantalès Saint-Gérons Saint-Santin-Cantalès Saint-Victor Siran	Arnac Cros-de-Montvert Lacapelle-Viescamp Laroquebrou Montvert Nieudan Rouffiac Saint-Etienne-Cantalès Saint-Gérons Saint-Santin-Cantalès Saint-Victor Siran
Vic-sur-Cère	Badailhac Carlat Cros-de-Ronesque Jou-sous-Monjou Labrousse Pailherols Polminhac Raulhac Saint-Clément Saint-Etienne-de-Carlat Saint-Jacques-des-Blats Thiézac Vézac Vezels-Roussy Vic-sur-Cère	Badailhac Carlat Cros-de-Ronesque Jou-sous-Monjou Pailherols Polminhac Raulhac Saint-Clément Saint-Etienne-de-Carlat Saint-Jacques-des-Blats Thiézac Vézac Vic-sur-Cère

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Lascelle	Giou-de-Mamou Laroquevieille Lascelle Mandailles-Saint-Julien Marmahac Saint-Cirgues-de-Jordanne Saint-Simon Velzic Yolet	Giou-de-Mamou Lascelle Mandailles-Saint-Julien Saint-Cirgues-de-Jordanne Saint-Simon Velzic Yolet
Montsalvy	Junhac Labesserette Lacapelle-del-Fraisse Ladinhac Lafeuillade-en-Vézic Lapeyrugue Leucamp Montsalvy Prunet Tessières-lès-Bouliès Vieillevie	Junhac Labesserette Labrousse Lacapelle-del-Fraisse Ladinhac Lafeuillade-en-Vézic Lapeyrugue Leucamp Montsalvy Prunet Tessières-lès-Bouliès Vezels-Roussy Vieillevie
Puycapel	Cassaniouze Leynhac Marcolès Puycapel Saint-Antoine Sansac-Veinazès Sénezergues	Cassaniouze Marcolès Puycapel Saint-Antoine Sansac-Veinazès Sénezergues
Maurs	Boisset Le Trioulou Maurs Montmurat Quézac Rouziers Saint-Constant-Fournoulès Saint-Étienne-de-Maurs Saint-Julien-de-Toursac Saint-Santin-de-Maurs	Boisset Leynhac Le Trioulou Maurs Montmurat Quézac Rouziers Saint-Constant-Fournoulès Saint-Étienne-de-Maurs Saint-Julien-de-Toursac Saint-Santin-de-Maurs
Saint-Mamet-la-Salvétat	Cayrols La Ségalassière Le Rouget-Pers Omps Parlan Roannes-Saint-Mary Roumégoux Saint-Mamet-la-Salvétat Saint-Saury Vitrac	Cayrols Glenat La Ségalassière Le Rouget-Pers Omps Parlan Roannes-Saint-Mary Roumégoux Saint-Mamet-la-Salvétat Saint-Saury Vitrac

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

Arrêté du 2 août 2019 portant dissolution des pelotons d'autoroute de Chanas et de Saint-Marcellin et création corrélative des pelotons motorisés de Chanas et Saint-Marcellin (Isère)

NOR : INTJ1922850A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Les pelotons d'autoroute de Chanas et de Saint-Marcellin sont dissous à compter du 1^{er} septembre 2019. Corrélativement, les pelotons motorisés de Chanas et de Saint-Marcellin sont créés à la même date.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des pelotons motorisés de Chanas et de Saint-Marcellin exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-23 (3^e) du code de procédure pénale, dans le département de l'Isère, ainsi que sur le réseau autoroutier et ses voies d'accès dans le département de la Drôme.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 6 septembre 2019 portant modification des circonscriptions
des brigades territoriales de Carcès et de Lorgues (Var)**

NOR : INTJ1925395A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Carcès et de Lorgues (Var) sont modifiées à compter du 1^{er} novembre 2019, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Carcès et de Lorgues exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur

Fait le 6 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Carcès	Carcès Correns Cotignac Entrecasteaux Monfort-sur-Argens Saint-Antonin-du-Var	Carcès Correns Cotignac Entrecasteaux Monfort-sur-Argens
Lorgues	Ampus Flayosc Le Thoronet Lorgues	Ampus Flayosc Le Thoronet Lorgues Saint-Antonin-du-Var

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 11 septembre 2019 portant modification de la circonscription
des brigades territoriales de Bais et de Mayenne (Mayenne)**

NOR : INTJ1920990A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

La circonscription des brigades territoriales de Bais et de Mayenne est modifiée à compter du 1^{er} octobre 2019 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Bais et de Mayenne exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 11 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*
H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Bais	Bais Champgenéteux Hambers Izé Jublains Saint-Martin-de-Connée Saint-Pierre-sur-Orthe Saint-Thomas-de-Courceriers Trans	Bais Champgenéteux Hambers Izé Saint-Martin-de-Connée Saint-Pierre-sur-Orthe Saint-Thomas-de-Courceriers Trans
Mayenne	Aron Belgeard Contest Grazay La Bazoge-Montpinçon Mayenne Moulay Parigné-sur-Braye Saint-Baudelle Saint-Georges-Buttavent	Aron Belgeard Contest Grazay Jublains La Bazoge-Montpinçon Mayenne Moulay Parigné-sur-Braye Saint-Baudelle Saint-Georges-Buttavent

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision n° 55/2019 du 9 septembre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail

NOR : INTD1925259S

Le directeur du Conseil national des activités privées de sécurité,
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 634-1 et L. 634-3-1 ;
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 8271-1-2, L. 8271-6-3 et L. 8211-1 ;
Vu le décret du 18 juillet 2018 portant nomination du directeur du Conseil national des activités privées de sécurité – M. MAILLET (Cyrille) ;
Vu le règlement intérieur du Conseil national des activités privées de sécurité en date du 29 juin 2016,

Décide :

Article 1^{er}

Les agents du Conseil national des activités privées de sécurité, dont les noms et fonctions figurent en annexe, sont habilités, d'une part, à recevoir des agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail tous renseignements et tous documents leur permettant d'assurer le contrôle des personnes exerçant les activités privées de sécurité pour tirer les conséquences d'une situation de travail illégal et, d'autre part, à transmettre à ces mêmes agents tous renseignements et documents nécessaires à leur mission de lutte contre le travail illégal.

Article 2

La décision n° 17/2019 du 18 mars 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail est abrogée.

Article 3

Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site internet du Conseil national des activités privées de sécurité.

Fait le 9 septembre 2019.

*Le directeur du Conseil national
des activités privées de sécurité,*
C. MAILLET

ANNEXE

I. – AGENTS DU SIÈGE DU CNAPS

BERTAUX	Pierre-Frédéric	Directeur de cabinet
MULOT-RADOJCIC	Karine	Cheffe du service central du contrôle
AKBULUT	Pervin	Adjointe au chef du service central du contrôle
TROUPLIN	Damien	Contrôleur central
TAMEN	Emmanuel	Contrôleur central
HELLOUIN de CENIVAL	Sabine	Contrôleuse centrale
ARDANS	Sébastien	Chef du service des affaires juridiques et du contentieux
BOUYX	Virginie	Adjointe au chef du service des affaires juridiques et du contentieux
RIVIERE	Vincent	Adjoint au chef du service des affaires juridiques et du contentieux
WILLIAM	Jonathan	Chargé des affaires juridiques
EL KHOURY	Sonia	Chargée des affaires juridiques
DESQUEST	Amaury	Chargé des affaires juridiques
FRILLEY	Marie	Chargée des affaires juridiques
DECHIN	Cyriaque	Chargé des affaires juridiques

II. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION ÎLE-DE-FRANCE DU CNAPS

YADE	Samba	Délégué territorial
CHAUDRET	Marion	Adjointe au délégué territorial
KANOUTE	Majoula	Cheffe du contrôle
GRUNY	Hervé	Contrôleur
THEODORE	Gautier	Contrôleur
GRAS	Olivier	Contrôleur
LOUBEAU	Isabelle	Contrôleuse
DERUELLE	Aurélien	Contrôleur
LE GALL	Virginie	Contrôleuse
ARTEIL	Xavier	Contrôleur
HRIRD	Mohamed	Rapporteur
JACOB	Maximilien	Rapporteur

III. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION NORD DU CNAPS

MEERPOEL	Catherine	Déléguée territoriale
GUILLON	Geoffrey	Adjoint à la déléguée territoriale, chef de l'instruction
CROMBET	Fabrice	Adjoint au chef du contrôle
GUERREIRO	Johanni	Contrôleur
MAUFRROID	Martine	Cheffe du contrôle
DE PREESTER	Bénédicte	Contrôleuse
KONIECZKO	Daniel	Contrôleur
DUQUENNE	Jean-Christophe	Contrôleur
LANDSWERDT	Christie	Rapporteuse
VAN ROMPU	Céline	Rapporteuse

IV. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD-EST DU CNAPS

BUCZEK	Jacques-Olivier	Délégué territorial
TRAVADEL	Christophe	Adjoint au délégué territorial, chef de l'instruction
NEEL	Michel	Chef du contrôle
ROUX	Olivier	Adjoint au chef du contrôle
DERIEN	Fabrice	Contrôleur
HUMBERT	Laurent	Contrôleur
GIRARD	Romain	Rapporteur

V. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION OUEST DU CNAPS

TENEZ	Audrey	Adjointe au délégué territorial, cheffe de l'instruction
DIENE	Saliou	Adjoint au chef du contrôle
PORCHER	Florian	Contrôleur
HOCQUETTE	Jean-Luc	Chef du contrôle
PETIT	Francis	Contrôleur
TRICHASSON	Yann	Contrôleur
LEULLIETTE	Samantha	Contrôleuse
LE BRAS	Ludovic	Contrôleur
CHAILLIE	Emmanuel	Rapporteur

VI. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION EST DU CNAPS

PY	Vanessa	Déléguee territoriale
PIRRONE	Julie	Adjointe à la déléguée territoriale par intérim, cheffe de l'instruction
CHERPITEL	Pascal	Chef du contrôle
FORTIER	Cinthia	Contrôleuse
GRANIER	Elodie	Contrôleuse
PAYET	Jérémy	Adjoint au chef du contrôle
VIGLIOTTI	Stéphanie	Contrôleuse
DUREL	Raphaël	Rapporteur

VII. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD-OUEST DU CNAPS

THOMAS	Carol	Déléguee territoriale
MILLET	Karine	Contrôleuse
UDOT	Philippe	Contrôleur
TERMEAU	Yann	Chef du contrôle
MARCHAL	Bruno	Contrôleur
DRIEU	Amaury	Contrôleur
MESURE	Stéphanie	Adjointe au chef du contrôle
CASES	Sophie	Contrôleuse
NABERAT SARTOULET	Jean-Paul	Rapporteur

VIII. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD DU CNAPS

LE MAGNEN	Guillaume	Délégué territorial
JOURNET	Anne	Adjointe au délégué territorial, cheffe de l'instruction
VERNY	Alexis	Adjoint au chef du contrôle
PEDRO	Clément	Contrôleur
DUCLOS	Boris	Chef du contrôle
CANAMAS	Jean-Philippe	Contrôleur

IOPETI	Sébastien	Contrôleur
THEVOT	Anne-Laure	Rapporteure

IX. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION ANTILLES-GUYANE DU CNAPS

GOANEC	Jean-Michel	Délégué territorial
--------	-------------	---------------------

X. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION OCÉAN INDIEN DU CNAPS

EFFANTIN	Emmanuel	Délégué territorial
----------	----------	---------------------

XI. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION EN POLYNÉSIE FRANÇAISE DU CNAPS

LAUDE	Frédéric	Délégué territorial
-------	----------	---------------------

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Délégation à la sécurité routière

**Arrêté du 27 août 2019 relatif à la Commission nationale
d'examen des circuits de vitesse**

NOR : INTS1928253A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code du sport, notamment ses articles R. 331-35 à R. 331-44;

Vu le décret n° 2015-628 du 5 juin 2015 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2016 modifié portant nomination à la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse,

Arrête:

Article 1^{er}

Le mandat des membres de la Commission nationale d'examen des circuits de vitesse et de son président nommés par l'arrêté du 6 septembre 2016 modifié susvisé est renouvelé jusqu'au 1^{er} mars 2020.

Article 2

Le délégué à la sécurité routière est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 27 août 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Le délégué à la sécurité routière,
E. BARBE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
Délégation à la sécurité routière

**Arrêté du 2 octobre 2019 portant nomination
des membres du Conseil supérieur de l'éducation routière**

NOR : INTS1925645A

Le ministre de l'intérieur,
Vu le code de la route, notamment son article D.214-2;
Vu le code du travail, notamment ses articles L.2122-5 et L.2152-1;
Vu l'arrêté du 24 novembre 2016 portant nomination des membres du Conseil supérieur de l'éducation routière;
Vu l'arrêté du 9 janvier 2019 portant désignation des représentants de l'administration et du personnel au sein de la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière;
Vu l'arrêté du 9 janvier 2019 portant désignation des représentants de l'administration et du personnel au sein de la commission administrative paritaire nationale compétente à l'égard du corps des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière;
Vu les propositions des organisations concernées,

Arrête:

Article 1^{er}

Sont nommés membres du Conseil supérieur de l'éducation routière pour la durée du mandat qui reste à courir :

1° En qualité de représentants de chacune des organisations syndicales d'employeurs et de salariés du secteur de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière, représentatives au niveau de la branche professionnelle au sens des articles L.2122-5 et L.2152-1 du code du travail :

Pour la Confédération française démocratique du travail (CFDT), Mme Murielle BASSEN, titulaire, en remplacement de Mme Laurence DALLARD.

Pour la Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO), M. Roland FREY, titulaire, en remplacement de M. Bertrand MAZEAU, et M. Bertrand MAZEAU, suppléant, en remplacement de M. Sylvain LE.

2° En qualité de représentants des organisations syndicales représentatives des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière :

Pour le Syndicat nationale Force ouvrière des inspecteurs, cadres et administratifs du permis de conduire et de la sécurité routière (SNICA-FO), M. Laurent DEVILLE, titulaire, en remplacement de Mme Pascale MASET, et M. Philippe BARROUX, suppléant, en remplacement de M. Laurent DEVILLE.

3° En qualité de représentants des organisations syndicales représentatives des délégués au permis de conduire et à la sécurité routière :

Pour l'Union nationale des syndicats autonomes – Syndicat autonome national des experts de l'éducation routière (UNSA-SANEER), Mme Pauline DEVEAUX, titulaire, en remplacement de M. Lionel PARET, et M. Lionel PARET, suppléant, en remplacement de M. Damien LAPLACE.

4° En qualité de représentants des consommateurs :

Pour La Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC), M. Guy BERTHION, titulaire, en remplacement de M. Gérard BARBIER.

5° En qualité de représentants des assureurs :

Pour la Fédération française de l'assurance, M. Alexis MERKLING, suppléant.

Article 2

Il est mis fin aux mandats de M. Richard ALLEMANY et de M. Dominique THIEL (Syndicat national Force ouvrière des inspecteurs, cadres et administratifs du permis de conduire et de la sécurité routière), en qualité de représentants des organisations syndicales représentatives des délégués au permis de conduire et de la sécurité routière.

Article 3

Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de sa signature.

Article 4

Le délégué à la sécurité routière est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 2 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

Le délégué à la sécurité routière,

E. BARBE